

Après- demain

N° 36 (NF) — Octobre 2015 — Le numéro : 9 €

HISTOIRE : LES RACINES DU MAL

GUY SNANOUDJ	Éditorial
CHRISTIAN VIGOUROUX	Les racines des racines du Mal
ROMAIN DUCOULOMBIER	Le stalinisme : violence, idéologie et modernité
STÉPHANE GILLET	Le nazisme : origine, pérennité, responsabilité individuelle
HENRI LOCARD	Les Khmers rouges : d'où venaient-ils ?
MICHEL LEYMARIE	Un fascisme français ?
DOMINIQUE CLAUDET	Les processus génocidaires contemporains
ALAIN CHOURAQUI (dir.)	Comment des sociétés sombrent dans la barbarie
ARNAUD MERCIER	La propagande ou l'art de gagner les âmes avant de passer aux actes
CATHERINE WIHTOL DE WENDEN	Immigration, précarité, dangers ou leviers politiques ?
SYLVAIN CRÉPON, ALEXANDRE DÉZÉ, NONNA MAYER	Pourquoi le Front national n'est pas vraiment un « nouveau » parti
ÉLIE TENENBAUM	Les nouvelles guerres sont-elles pires ?
JEAN-PIERRE DUBOIS	La brutalisation de l'Europe depuis la Première Guerre mondiale
CATHERINE LALUMIÈRE	L'Europe, aire de paix perpétuelle ?

FICHE PÉDAGOGIQUE	La non-prolifération nucléaire et l'accord avec l'Iran
EXEMPLE À SUIVRE	Rencontre de la jeunesse européenne au Mémorial du Camp de Rivesaltes
LES ACTIONS SOUTENUES PAR LA FONDATION SELIGMANN	
À LIRE	Les ouvrages qui ont retenu l'attention d' <i>Après-demain</i>
LA SÉLECTION D'APRÈS-DEMAIN	<i>Médiations : les ateliers silencieux de la démocratie,</i> de Jacques Faget

Auteurs et idées-clefs de ce numéro

Dossier réalisé sous la direction de Guy Snanoudj

Page 3

Editorial

Par **Guy Snanoudj**, rédacteur en chef.

Page 4

Les racines des racines du Mal

Par **Christian Vigouroux**, membre du comité de rédaction.

Le Mal a ses racines profondes qui se développent pendant des années dans l'individu comme dans la société, sans qu'on s'en aperçoive à temps : quatre étapes marquent cette course vers le néant : négligence, nivellement, nationalisme, négation. Souvenons-nous, les racines sont souterraines, dissimulées mais on trébuche quand elles affleurent, les arbres s'abattent mais souvent les racines demeurent. À chacun de veiller aux arbres de la liberté.

Page 7

Le stalinisme : violence, idéologie et modernité

Par **Romain Ducoulombier**, agrégé et docteur en histoire. Enseignant, chercheur associé au Centre Georges Chevrier de l'université de Bourgogne.

Le stalinisme n'est pas seulement un phénomène soviétique. Ses pratiques et ses mots d'ordre se sont diffusés au-delà des frontières de l'URSS. Les partis communistes occidentaux ont eu ainsi leur période stalinienne. Avec le temps, le stalinisme a aussi fini par désigner la rigidité intellectuelle, l'arbitraire et l'absence de liberté, surtout en matière d'expression.

Page 10

Le nazisme : origine, pérennité, responsabilité individuelle

Par **Stéphane Gillet**, docteur en philosophie, a soutenu sa thèse sur la « responsabilité de l'individu au sein du groupe », CNRS de Nice-Sophia Antipolis, dirige depuis 2008 *Erudis.eu*, organisation de conférences.

Cerner la responsabilité des crimes nazis, c'est d'abord parler de la responsabilité de l'individu face au groupe. Quoi qu'il fasse, un être humain prend toujours la décision de faire ce qu'il fait, même lorsqu'il prétend ne pas avoir fait exprès. Nous vivons dans une France en paix depuis 70 ans, fait unique dans notre histoire. Mais il est rare que la chance accorde à l'homme une telle situation. Notre responsabilité est de tenter d'anticiper le pire. Le plus difficile est d'agir selon ses convictions propres, en dépit de l'influence du groupe. Au fond, seul celui qui est responsable de soi est vraiment solidaire des autres.

Page 13

Les Khmers rouges : d'où venaient-ils ?

Par **Henri Locard**, anciennement maître de conférences à l'université Lumière Lyon II, professeur d'histoire contemporaine à l'université royale de Phnom Penh.

Le cocktail explosif d'idéologie extrémiste, du manque de démocratie et de libertés pour l'opposition au Cambodge, et d'absence de réel sens de la citoyenneté et du bien public chez les Cambodgiens trop dociles et fatalistes, conduisit à ce désastre dont, après une grande génération, le pays commence juste à émerger.

Page 16

Un fascisme français ?

Par **Michel Leymarie**, historien français, agrégé de lettres modernes et docteur en histoire. Maître de conférences (HDR) en histoire contemporaine à l'université de Lille III Charles-de-Gaulle, il est membre de l'IRHIS (UMR CNRS 8529) et chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po.

Des hommes et mouvements se réclamant du fascisme *stricto sensu* ont bien existé mais leur influence fut limitée, à la mesure de leur base sociale. Leur hostilité à la démocratie parlementaire, leur xénophobie, leur antisémitisme, leur pâle imitation de modèles transalpins ou la fascination pour l'Allemagne nazie, n'ont pas permis avant la Seconde Guerre mondiale l'implantation d'un « fascisme français ». Et le régime de Vichy, né de la défaite de 1940, pour condamnable qu'il ait été et en dépit des vœux de certains, ne le réalisa pas.

Page 18

Les processus génocidaires contemporains

Par **Dominique Claudet**, délégué général d'Adrhén, ancien maître de conférences en sociologie à l'université de Caen.

Associer processus et génocides nous conduit à rejeter les définitions qui accordent au terme de génocide celui d'irrationalité, d'imprévisibilité, de délire, d'accident de l'Histoire. Lorsqu'un génocide est perpétré, il y a incontestablement intention, planification. Et sur une longue période, trois faisceaux spécifiques de faits sont favorisants et annonciateurs : les migrations, le développement d'idéologies conquérantes, celui enfin, marqué par l'apparition ou la résurgence invoquées de prétendus ennemis jusque-là cachés ou silencieux, de tares originelles.

Page 21

« Comment des sociétés sombrent dans la barbarie »

La **Fondation du Camp des Milles – Mémoire et Éducation** a publié, sous la direction d'**Alain Chouraqui**, directeur de recherche au CNRS, *Pour résister à l'engrenage des extrémismes, des racismes et de l'antisémitisme*, prologue Simone Veil, préface J-P de Gaudemar (Cherche midi). Cet ouvrage, à vocation pédagogique et construit sur la base d'études scientifiques, pluridisciplinaires et intergénérationnelles, a été résumé dans un *Petit manuel de survie démocratique*. L'article publié en reproduit un chapitre.

C'est dans les commencements qu'il faut réagir fermement, car les résistances contre les extrémismes sont de plus en plus difficiles voire sanglantes au fil des engrenages et parfois des emballements rapides et vite immaîtrisables. En quelques mois la démocratie défaille à pu laisser place à l'autoritarisme criminel, aux premiers camps, à la fin de la presse libre, à l'interdiction des partis. La recherche de boucs émissaires nourrit des passions racistes et antisémites qui deviennent vite l'aliment puissant d'exclusions et de violences extrêmes, spécialement lorsqu'un pouvoir autoritaire est en échec.

Page 26

La propagande ou l'art de gagner les âmes avant de passer aux actes

Par **Arnaud Mercier**, professeur en information – communication à l'IFP, université Panthéon-Assas.

Lutter contre les mensonges, les simplifications, les généralisations abusives, les vérités assénées, en prônant le doute méthodique, en faisant l'éloge de la complexité, en exhortant à la lucidité et à l'esprit de finesse, en recherchant la vérité telle qu'elle est, voilà un combat argumentatif qu'il convient de mener. Car l'installation d'idées fausses et d'errements intellectuels est le coup de force rhétorique qui a toujours ouvert la voie aux coups de force physique.

Page 29

Immigration, précarité, dangers ou leviers politiques ?

Par **Catherine Wihol de Wenden**, directrice de recherche au CNRS (CERI), docteur en science politique, spécialiste des migrations internationales.

Les formes de précarisation des migrants et des générations qui en sont issues sont nombreuses (école, travail, logement...). Beaucoup de ces formes de mise à l'écart sont le terreau des difficultés futures : non seulement elles alimentent un discours xénophobe sur l'impossible « vivre ensemble », mais elles favorisent aussi le repli identitaire. L'ethnicisation des questions sociales alimente les fractures du projet républicain de communauté politique, donne des arguments aux discours islamophobes et anti-immigration, faisant le lit des pratiques xénophobes et des violences futures.

Page 31

Pourquoi le Front national n'est pas vraiment un « nouveau » parti

Par **Sylvain Crépon**, maître de conférences en science politique à l'université François-Rabelais de Tours, chercheur au LERAP, **Alexandre Dézé**, maître de conférences en science politique à l'université de Montpellier et chercheur au CEPEL et **Nonna Mayer**, directrice de recherche CNRS émérite au CEE, Sciences Po.

Depuis que Marine Le Pen a pris la tête du Front national l'idée que son parti a changé s'est imposée dans le champ médiatique. Pourtant c'est moins le Front national qui a changé que son image dans l'opinion. Une image virtuelle construite par des sondages et des médias qui ont consacré sa « nouveauté » avant même que Marine Le Pen ait entrepris la moindre opération de rénovation.

Page 34

Les nouvelles guerres sont-elles pires ?

Par **Élie Tenenbaum**, chercheur au Centre des études de sécurité, Laboratoire de recherche sur la défense (LRD), Institut français des relations internationales (IFRI).

Les guerres d'aujourd'hui sont-elles « pires » que celles qui ont ensanglanté le XX^e siècle ? Rien n'est moins sûr et personne ne devrait regretter les champs de bataille du passé. La conflictualité contemporaine correspond en revanche à un modèle plus éloigné de celui autour duquel continue de fonctionner notre imaginaire social. Au fur et à mesure que le système international s'émancipe de la modernité occidentale, il faut désormais prendre en compte les nouvelles expressions de la violence collective.

Page 37

La brutalisation de l'Europe depuis la Première Guerre mondiale

Par **Jean-Pierre Dubois**, professeur de droit constitutionnel, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme.

La Première Guerre mondiale a « brutalisé » pour longtemps les sociétés européennes. Cette « brutalisation » a changé le cours de l'histoire : elle a bouleversé la vision que les Européens avaient d'eux-mêmes et de leur rôle dans l'histoire de l'humanité, détruisant un optimisme multiséculaire et jetant un doute irréductible sur l'existence d'un « sens de l'histoire » synonyme de progrès humain, produisant une conscience de ce que l'inhumanité est potentiellement présente dans toute humanité. Le pire, pour n'être jamais sûr, ne peut plus être pensé comme absolument exclu.

Page 40

L'Europe, aire de paix perpétuelle ?

Par **Catherine Lalumière**, présidente de la Maison de l'Europe de Paris, ancienne ministre, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, 1989-1994.

Aujourd'hui, certains hommes et femmes jouent avec le feu et contre la paix au prétexte d'être à l'écoute des sentiments du peuple. Ce mélange de démagogie, d'ignorance, de bêtise, d'oubli du passé et d'égoïsme forcené est à l'opposé de l'idéal européen des années d'après-guerre. Cela constitue une terrible menace pour l'avenir. La construction européenne ne peut perdurer que si le socle philosophique sur lequel elle repose reste solide dans l'esprit des citoyens. Il en est de même de la paix. Celle-ci ne peut perdurer que si les citoyens font vivre des idées, des principes qui sont par eux-mêmes des facteurs de paix.

Page 42

Fiche pédagogique

La non-prolifération nucléaire et l'accord avec l'Iran

Par **François Nicoullaud**, analyste de politique internationale, ancien ambassadeur de France à Téhéran.

Page 44

Exemple à suivre

Rencontre de la jeunesse européenne au Mémorial du Camp de Rivesaltes

Dans le cadre de son projet, le Mémorial du Camp de Rivesaltes a organisé en partenariat avec le Mémorial de Buchenwald, la Fondation Fossoli, et le Musée mémorial de l'exil (MUME) de La Junquera, la première édition des Rencontres de la jeunesse européenne. Du 28 juin au 2 juillet 2015, 13 jeunes venus d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Espagne se sont réunis au Mémorial en séminaire durant une semaine.

Page 46

Les actions soutenues par la Fondation Seligmann

Page 49

À lire : les livres qui ont retenu l'attention d'Après-demain

Page 51

La sélection d'Après-demain

Méditations : les ateliers silencieux de la démocratie, de Jacques Faget.

Guy SNANOUDJ

ÉDITORIAL

Que faire quand les nuages s'amoncellent et que rien ne semble pouvoir les arrêter ?

Au début de l'année 1957, Françoise Seligmann déplore « *la démission collective des Français, cette paresse intellectuelle qui engourdit les esprits et les conduit à préférer la facilité, c'est-à-dire la vue la plus courte, l'intérêt le plus particulier, la vie sociale la plus bornée, et qui prépare dans notre pays un climat de dictature* »¹. C'est ce constat qui la conduira à créer dans un premier temps le Centre d'éducation politique des futurs électeurs, puis la revue *Après-demain*.²

Celle-ci n'est pas une revue politique et ne commente pas l'actualité au jour le jour. Sa vocation est de mettre à la disposition du citoyen les moyens de s'informer, de se construire une opinion en toute indépendance et de dépasser ce que le bruit ambiant lui commande de penser. Depuis 1957, les moyens de « guider le cerveau » du citoyen se sont considérablement accrus. Il faut donc qu'à tout moment, des femmes, des hommes, des publications, des organes de presse veillent à ce que le libre-arbitre de chacun soit préservé.

La connaissance de l'histoire est un des leviers d'émancipation de « l'honnête homme ». Elle est un rempart contre les discours et les propagandes qui apportent des solutions simples, voire simplistes, à des problèmes complexes.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le but du présent numéro est de démonter les mécanismes mortifères qui ont fait le malheur du monde, en particulier au XX^e siècle. Ces mécanismes qui ont abouti, entres autres, au fascisme, au nazisme, au stalinisme, au régime des Khmers rouges sont toujours prêts à servir. Les processus qui ont permis le génocide des Arméniens, des Juifs et des Tutsis restent une constante de l'histoire. Que ne feraient, s'ils le pouvaient, les fondamentalistes religieux les plus fanatisés ? Ce que l'extrême droite a produit de plus

néfaste est à nos portes, en France et en Europe. Aussi, le Mal dont les racines sont décrites, n'est-il pas un mal théologique, illuminé, dogmatique ou manichéen, mais celui qui a été fait à des millions d'individus souvent innocents, parfois responsables par leur inconscience de l'avènement de ces régimes. Les auteurs qui ont accepté de collaborer à ce numéro en dressent un panorama non exhaustif mais riche du passé, du présent et du futur, ainsi que de ses « produits ». Ils donnent aussi au lecteur les moyens d'identifier les périls qui nous menacent hors de nos frontières et à l'intérieur de celles-ci.

Mais ce n'est pas une approche morbide de l'histoire qui est proposée. L'exemple de la construction européenne, qui est un bien précieux à préserver, quels que soient ses défauts, montre que le pire n'est jamais certain. La notion kantienne de paix perpétuelle est une utopie humaniste qu'il est indispensable, vital, de préserver.

Alors que les « progrès » d'une extrême droite parée du masque de l'imposture et contaminant tout ce qui l'approche sont acquis pour beaucoup, et que les mouvements de populations elles-mêmes frappées par le malheur alimentent des discours totalement incompatibles avec les valeurs de la République, ce numéro d'*Après-demain* a en définitive un but : faire prendre conscience au citoyen, qui a encore le choix, que c'est lui qui, au premier chef, est responsable devant l'histoire.

Guy Snanoudj
Rédacteur en chef

1. *Liberté, quand tu nous tiens...*, Tome II : *L'espoir et la honte*, Fayard, 2003, page 159

2. L'aboutissement de son parcours humaniste se traduisant par la création du Prix Seligmann contre le racisme en 2004 et de la Fondation Seligmann en 2006.

Christian VIGOUROUX

LES RACINES DES RACINES DU MAL

« À force d'en mesurer la profondeur, il vit le mal partout, il ne vit plus que le mal et dit dans son cœur : Auteur du Mal qui êtes-vous ? »

Potocki, *Manuscrit trouvé à Saragosse*, 1810

Hannah Arendt a décrit les *Origines du totalitarisme* (1951) et sa nouveauté radicale par la volonté d'effacer toute autre structure que les siennes, tant dans la société et l'économie que dans les mentalités. Le totalitarisme comme aboutissement du Mal. Le Mal a ses racines profondes qui se développent pendant des années dans l'individu comme dans la société, sans qu'on s'en aperçoive à temps : quatre étapes marquent cette course vers le néant : négligence, nivellement, nationalisme, négation.

I. LA NÉGLIGENCE

D'abord la négligence, la volonté de ne pas voir : bien rares sont ceux qui décèlent la molle acceptation, le refus des avertissements des premiers pas vers l'abîme.

Et pourtant les auteurs et futurs acteurs du Mal se donnent de la peine pour prévenir. Leurs rodomontades, leurs « bibles », de *Mein Kampf* aux brochures du Kampuchéa, dès le début des années 1970, en passant par le *Que faire* de Lénine en 1902, expliquent par avance. Leurs déguisements en uniformes, destinés à frapper les consciences en imposant des images, préviennent et annoncent, tels les vêtements noirs des SS, des Khmers rouges ou de Daech. La négligence vis-à-vis de l'omniprésence du Mal non encore victorieux résulte de la non perception de la banalité du Mal en chacun de nous.

Michel Terestchenko dans ses livres a décrit « *Un si fragile vernis d'humanité : banalité du mal, banalité*

du bien »¹. Ne pas douter, ne pas examiner, ne pas voir et le Mal progresse. Sébastien Haffner dans *Histoire d'un Allemand* décrit les juristes policés ne réagissant pas quand les SA² font irruption en 1933 dans les bibliothèques appliquées des institutions allemandes au cri de « dehors les juifs ». Le monde a besoin de jardiniers aptes à déceler les racines.

Sinon régnera d'abord le confort du convenable au sens de ce qui convient. Chacun affadit le risque, le réduit au « convenable » par incapacité d'imagination du pire ou par réticence à construire, et même à envisager, les pires scénarios.

Alexandre Zinoniev dans *les Hauteurs béantes*, constate : « *Le problème, c'est que l'écrasante majorité des gens ne put rien faire d'autre, parce qu'elle n'en ressentait nullement le besoin [...]. L'idéologie officielle [...] convenait. Ce serait une erreur de croire qu'elle ne se maintient que par la violence. Elle suscite également une adhésion volontaire* ». La Boétie l'avait décrite.

La haine de l'autre, la haine de l'intellectuel et des élites et, si cela peut rapporter, la diabolisation des minorités et le racisme qui confortent le confort de se sentir dans la majorité, « conviennent » le plus souvent. Les racines poussent avec les premiers propos de bateleurs électoraux au sein même des démocraties. Même si, au début, ils ne sont pas écoutés. Car avant la racine, il y a les semilles.

Se profile déjà le nivellement des consciences sur fond d'indifférence.

II. LE NIVELLEMENT

Le nivellement est acceptation, indifférence et renoncement.

La sourde menace va affaiblir systématiquement, dévitaliser, au sens médical, tous les centres de pensée et de propositions alternatives. « *Ce n'est qu'autant qu'ils sont puissants et redoutables, qu'ils peuvent ôter la force de résister à ceux qui en auraient le courage, ou le courage à ceux qui en auraient la force* »³. Le nivellement par l'acceptation tacite, par la non opposition et le renoncement à la critique est le terreau des racines du Mal. La tolérance aux autres est nécessaire mais non la tolérance aux idées ségrégationnistes ou meurtrières.

Le nivellement se poursuit par l'indifférence aux autres, le refuge dans l'isolement volontaire, la renonciation au collectif, le repli sur sa propre intimité et son for intérieur du « je n'en pense pas moins ». La peur est le premier ciment de cette indifférence. Et ce nivellement va conduire méthodiquement à l'acceptation de ce qui broie par la pression sociale, les privations, le soupçon, et l'abandon de ce qui fait le sujet de droit indocile mais autonome.

Au début de *L'Archipel du Goulag*, Soljenitsyne décrit cette pression telle que les victimes finissent par se sentir comme libérées par leur propre arrestation. Car l'arrogance du fort, par sa pression constante, conduit à la servitude, suggérée puis mise en œuvre sans restriction.

C'est ici qu'interviennent les « indépendants » si bien décrits par le prophète du mal soviétique Alexandre Zinoniev dans *Les hauteurs béantes* :

« *Les indépendants. Ceux-là sont des anticorps dans notre société. Ils sont très peu nombreux. Mais ils sont dangereux, parce qu'ils sont maîtres d'eux-mêmes. Un seul de ces indépendants peut nous causer bien plus de tracas qu'un parti d'un million d'opposants...* ». Ce que le mal totalitaire ne peut supporter, c'est la négation de son être, le dédain pour sa force, le désintérêt pour ses messages. Le totalitarisme tient à monopoliser l'attention de chacun et veut capter toutes les imaginations, et même les sentiments. Refuser sa fascination, ne pas le regarder, faire comme s'il n'existait pas, est plus qu'il ne peut supporter.

Alors il persécute tout particulièrement ces indépendants parce que cette réserve est subversive pour le Mal.

Ces « indépendants » sont pourtant les premiers qui puissent maltraiter sinon couper les racines des

racines du Mal qu'il faut savoir identifier, analyser et combattre avant qu'il ne soit trop tard. Même le simple doute est susceptible de ralentir la poussée des racines du Mal.

Ces éclaireurs de la vérité, ces hérauts du combat contre le premier mal sont souvent des héros. Ils ont tout compris avant les autres et peuvent en mourir : Kurt Tucholsky se donnera la mort en 1936,

- Fritz Michael Gerlich (1883-1934), le *Hitlers Intimfeind* (l'ennemi intime de Hitler), reprend en 1931 la revue *Illustrierter Sonntag* dans laquelle il vilipende le national socialisme. Le 8 mars 1933, son journal paraît pour la dernière fois. Le 9, la SA l'interpelle. Il est torturé, refuse, comme catholique, l'arme du suicide qui lui est tendue, avant d'être assassiné le 30 juin 1934 à Dachau. Le monument de bronze en son honneur n'est érigé à Munich que le 17 juin 2015.

- Karl Kraus meurt en 1936 après avoir mis en garde dès 1933 dans *Dritte Walpurgisnacht* (Troisième nuit de Walpurgis) sur les inéluctables progressions du Mal nazi : « tout va pour le mieux dans la meilleure des tombes »...

- général Kurt von Hammerstein, superbement resuscité par Enzensberger⁴, oppose un irréductible refus en 1933 au nouveau chancelier Hitler.

Ceux-ci refuseront les chansons du nationalisme dévoyé.

III. LE NATIONALISME

Car le nationalisme dévoyé, (ou « nous contre les autres », « nous à la place des autres »), est conçu pour produire le Mal.

La société s'auto-idolâtre, se célèbre dans la pureté qu'elle s'accorde en oubliant sa diversité. Elle défend et impose le rêve d'elle-même contre les autres, contre tous les autres ; et même après la renaissance, « *die Unfähigkeit zu trauern, Grundlagen Kollektiven Verhaltens*⁵ » va peser. Une société, allemande, russe, cambodgienne, turque ou même française, peine à affronter le passé de ses années noires.

S'il dure, un tel refoulement est une menace pour la démocratie. Car chacun sait que les racines sont plus difficiles à détruire que les ramures.

Certes, chacun a besoin d'être fier de sa nation. Mais l'exacerbation de la nation ou du peuple peut conduire, a conduit, à des désastres où le Mal a triomphé. En 1875, tel manuel d'instruction civique⁶ commençait par rappeler « *notre patriotisme très sincère, mais mal éclairé, nous porte ainsi à nous préférer aux autres, sans que nous nous connaissions bien nous-mêmes. De cette ignorance résultent, au dedans, une trop grande facilité à nous désintéresser*

des affaires de notre pays, ou à les compromettre ; au dehors, - les derniers évènements ne l'ont que trop prouvé - de terribles déceptions ».

En Allemagne qui a, autant que nous Français, d'impérieuses raisons de se souvenir du nationalisme dévoyé porteur du Mal, le Bundestag prend soin d'équilibrer la mention « peuple allemand », *deutschen Volke*, qui figure sur son fronton, jugée nationaliste, par celle de *Bevölkerung*, « population », évoquant la diversité, sculptée dans de grandes lettres dans une cour intérieure. Sans de telles précautions, en Allemagne comme en France ou ailleurs, le Mal encore, peut gagner.

Et cette « victoire » serait une défaite majeure, celle qui conduit à la négation de l'autre.

IV. LA NÉGATION

Enfin la négation de l'autre jusqu'à la destruction : il s'agit alors de nier et annihiler l'autre parce que son existence même est prétendument insupportable. Y compris le plus proche : ce sont les frères ennemis, les ennemis intimes.

Le Mal s'est imposé, il a triomphé. Il trie, proscrit, et tue.

L'heure est alors venue de la perte du temps et de la lumière. L'heure où la *bête immonde* ne sort pas du bois, car elle est déjà dans la ville, l'heure où les loups sont entrés dans Paris.

Chacun court alors dans le désarroi et l'isolement. Le Mal a gagné qui morcelle l'humanité, casse l'universel et, niant tout espoir, réduit l'homme à sa seule survie quotidienne sous la seule réserve des enthousiasmes de commande.

Dans cet état propice au Mal qui a pu pousser ses racines jusqu'à croire être indestructible, la pensée autonome n'existe plus. Il faut suivre, imiter, emprunter, répéter, devenir complice. Il est alors loin le temps des « Lumières ». Le Mal se répand quand les sages disparaissent.

Et quand le Mal se répand, il cesse rapidement d'être sous contrôle, il s'autoentretient, invente l'esclavage et construit les crimes et les génocides jusqu'à la Shoah.

Souvenons-nous, les racines sont souterraines, dissimulées mais l'on trébuche quand elles affleurent, les arbres s'abattent mais souvent les racines demeurent. À chacun de veiller aux arbres de la liberté.

Christian VIGOUROUX

1. La Découverte, « Recherches : Mauss », 2005, 302 p.

2. Pour *Sturmabteilung* (littéralement section d'assaut, de Sturm « tempête » ou militairement « assaut » et Abteilung signifiant « détachement, section »), une organisation paramilitaire du parti nazi, le NSDAP, dont est issue la SS.

3. *Les fondements de la jurisprudence naturelle*, traduit du latin par M. Pestel, professeur en droit public à l'université de Leyde, publié en français à Utrecht chez J. Van Schoonhoven, 1775, p.57.

4. Hans Magnus Enzensberger, *Hammerstein oder der Eigensinn* (Hammerstein ou l'intransigeance), Gallimard, 2010.

5. Margarete et Alexander Mitscherlich, *Le deuil impossible*, Payot, 1967.

6. Théodore H. Barrau, *La patrie, description et histoire de France*, Hachette vers 1875, p.2.

L'équipe d'Après-demain

Directrice de publication : Catherine Wihtol de Wenden

Rédacteur en chef : Guy Snanoudj

Comité de rédaction : François Bazin, Anaïs Bréaud, François Colcombet, Jean-Pierre Dubois, Bernard Goury, Chantal Jourdan, Pierre Joxe, François Nicoulaud, Annie Snanoudj-Verber, Frédéric Tiberghien, Christian Vigouroux

Secrétaire de rédaction : Élise Mirtchev

Romain DUCOULOMBIER

LE STALINISME : VIOLENCE, IDÉOLOGIE ET MODERNITÉ

Les termes de « stalinisme » et de « stalinien » ont été appliqués à des réalités multiples dont le point commun est d'avoir dépendu à divers degrés du pouvoir de Staline installé en URSS du milieu des années 1920 à sa mort le 5 mars 1953. L'URSS, bien entendu, a été stalinienne, avant d'expérimenter la « déstalinisation » inaugurée par Khrouchtchev en 1956. Les partis communistes (en Occident et ailleurs), les intellectuels qui ont été proches d'eux, les démocraties populaires après la Libération participent aussi à l'histoire du stalinisme. Il y a certainement une idéologie stalinienne, distincte du léninisme, du trotskisme, du maoïsme... et de toutes les variantes des doctrines inspirées par la théorie et la pratique du pouvoir révolutionnaire par Lénine après 1917. Le stalinisme est donc une réalité massive dont les limites sont difficiles à établir, mais où la violence occupe à l'évidence une place centrale.

IDÉOLOGIE ET MODERNITÉ

En URSS, Staline s'est toujours refusé à utiliser officiellement le mot de « stalinisme » pour désigner l'idéologie de son régime : il s'est au contraire présenté comme un marxiste-léniniste orthodoxe, le meilleur élève de Lénine, qu'il a fait embaumer à sa mort en 1924. Cette filiation lui a permis d'asseoir sa légitimité en tant que « guide » de l'URSS et du mouvement communiste international au prix de la persécution de toute forme de dissidence idéologique. Au milieu des années 1920, les polémiques font rage pour déterminer la « voie » que l'URSS doit prendre : Staline prône le « socialisme dans un seul

pays » construit au moyen d'une « révolution par le haut ». Mais le stalinisme hérite aussi de certaines des caractéristiques de Lénine et du bolchevisme de la guerre civile, comme l'interprétation de l'histoire en termes de lutte des classes, la légitimité indiscutable de la « dictature du prolétariat » ou la primauté absolue du Parti (au sein duquel les fractions sont interdites). Le stalinisme ressemble donc davantage à une adaptation idéologique du léninisme au programme de transformation sociale et industrielle de l'URSS qu'à une doctrine nouvelle et autonome.

Le « Grand tournant » lancé par Staline en novembre 1929 inflige une série de chocs politiques et sociaux sans précédent à une société soviétique encore marquée par la Grande Guerre et la guerre civile. Le stalinisme se présente en effet comme un modèle de développement. Il repose sur la primauté de l'industrie lourde, la planification et la centralisation du commandement économique, la nationalisation de l'appareil de production et l'extension de la « propriété socialiste », enfin la collectivisation de l'agriculture comme instrument de souveraineté alimentaire. Il vise à faire de l'URSS une grande puissance grâce à la construction d'un imposant complexe militaro-industriel. La Grande Dépression puis la victoire sur le nazisme ont alimenté le mythe de sa supériorité, qui est l'une des obsessions de la propagande stalinienne. Le quotidien est lui aussi l'objet d'un investissement important du pouvoir, résumé dans la notion de *kul' turnost'*. Elle désigne un ensemble de valeurs et de savoir-vivre « à la soviétique », fortement teinté d'hygiénisme et orienté vers le « progrès », qui permettrait de sortir l'URSS de son

« arriération asiatique » supposée. En réalité, ce système industriel centralisé engendre une économie de pénurie dont les traits sont bien connus : files d'attente, marché noir, « système D », nomenklatura privilégiée, etc. À l'opposé de ses ambitions prométhéennes, le stalinisme est cet habitat terne et triste de l'*homo sovieticus* réel que les successeurs de Staline n'ont pas réussi à réformer.

VIOLENCE ET TERREUR

L'expérimentation de ce modèle sur la société soviétique révèle un caractère fondamental du stalinisme : celui-ci conçoit le social comme un champ d'expérimentation livré à ses projets radicaux de réarrangement impulsé par le « centre ». Dans cette perspective, le Parti devient la force majeure du changement, face à une société et à des individus rétifs à ce remodelage contraint. La « fabrique de l'ennemi » fonctionne dès lors à plein régime : du fait de son origine révolutionnaire, le pouvoir soviétique pourchasse les ennemis « du passé » ; son obsession de la production s'accompagne de la criminalisation systématique des « atteintes à la propriété socialiste » et des comportements déviants au travail ; en opposant abstraitement le producteur au propriétaire, il érige le paysan en ennemi. L'exportation ultérieure du modèle stalinien dans d'autres aires culturelles – en Asie, en Amérique latine – a provoqué les mêmes effets : de la Chine à Cuba en passant par la Corée du Nord ou le Vietnam, l'universalité de sa dimension répressive est un trait particulièrement étonnant de l'histoire globale de sa diffusion.

La violence stalinienne puise également ses causes dans le système de pouvoir constitué autour de Staline. Le pouvoir stalinien est une « dictature dans la dictature », selon l'expression de l'historien américain Stephen Kotkin : installé au cœur du régime bolchevique mis en place pendant l'expérience fondatrice de la guerre civile, Staline concentre progressivement tout le pouvoir entre ses mains et celles d'un petit cercle informel de staliniens. Son bureau du Kremlin devient le véritable centre du pouvoir tandis que les réunions des instances nominales de direction (Bureau politique, congrès internationaux du Komintern) s'espacent ou cessent. Une simple lettre manuscrite de Staline peut prendre valeur de décret. Celui-ci participe personnellement à l'élaboration de l'appareil répressif de l'État soviétique et à la destruction des solidarités qui ne trouvent pas pour origine sa personne ou la politique qu'il met en œuvre. Cette politique répressive culmine avec la

Grande Terreur qui aboutit en seize mois (août 1937-novembre 1938) à un million et demi d'arrestations et plus de 680 000 exécutions. Les célèbres procès de Moscou (1936-1938), qui ont tant intrigué les opinions publiques occidentales en raison des aveux de figures majeures du bolchevisme qui y sont condamnées à mort, ne sont à cet égard qu'un « événement-écran » (Nicolas Werth) dressé devant les répressions secrètes de masse des années 1930. Mise en œuvre par le NKVD¹, la Grande Terreur démontre la place centrale prise par la police politique dans le système stalinien.

Cet immense crime d'État n'est pas le seul épisode répressif de masse de l'histoire du stalinisme, mais ses logiques en révèlent bien le fonctionnement. Ordonné par une série d'ordres opérationnels et secrets venue du « centre », il s'emballé localement en raison de la logique des quotas qui le régit : le zèle des organes répressifs entraîne des « dépassements » qui se traduisent, sur le terrain, par un arbitraire complet dans la désignation des « catégories » d'ennemis à déporter ou fusiller. À cette logique quasi-comptable, s'ajoute également l'expérience répressive cumulée par le système. La famine en Ukraine en 1932-1933, utilisée par Staline pour briser la résistance des « koulaks² » à la collectivisation, a été un seuil déterminant dans la pratique de la violence de masse. La Grande Terreur frappe massivement divers groupes nationaux (Polonais, Allemands, etc.) perçus comme dangereux dans l'éventualité d'un conflit avec l'URSS. Enfin, la guerre d'Espagne nourrit la crainte de « cinquièmes colonnes » et la peur obsidionale du « trotskisme ». Réfugié au Mexique, Léon Trotski est assassiné sur ordre de Staline en février 1940.

La dimension nationale de la Grande Terreur révèle un dernier trait du stalinisme : sa construction comme un État fermé, contrôlant étroitement la mobilité des individus dans et hors d'URSS. Un système de passeports intérieurs est mis en place, la « liberté des voyages » restreinte, l'accueil des visiteurs étrangers strictement encadré. La censure est aggravée par l'étatisation de tous les médias et de l'industrie du livre. Cette enclosure du territoire sous domination soviétique s'accompagne du déni de l'existence des camps, dont le système, connu sous le nom de l'acronyme russe de Goulag, est un véritable « État dans l'État » stalinien : vingt millions de prisonniers y passent jusqu'à son démantèlement partiel après 1953. Cette fermeture nourrit enfin la peur du complot « de l'étranger » et justifie l'extension indéfinie des compétences de la police secrète.

MÉMOIRE ET HISTOIRE

Le stalinisme n'est pas seulement un phénomène soviétique. Ses pratiques et ses mots d'ordre se sont diffusés au-delà des frontières de l'URSS. Les partis communistes occidentaux ont eu ainsi leur période stalinienne. Outre la pratique du secret et des purges régulières (comme dans le PCF en 1931) ou la soumission du syndical au politique, qui est un héritage de l'époque de Lénine, le stalinisme s'y reconnaît surtout à la primauté absolue du Parti, à la défense de l'URSS « patrie du socialisme » et à l'importance cruciale accordée à la « question des cadres ». Pour s'assurer de la conformité idéologique de ces permanents rémunérés, les partis stalinisés s'appuient sur un appareil de formation et de contrôle qui met l'accent sur la discipline volontaire et les techniques de formation de soi, comme l'autocritique ou l'autobiographie – une opération par laquelle un militant « se raconte » par écrit au Parti. Pour le PCF, la période stalinienne, d'une grande rigidité idéologique, est aussi marquée par ses plus grands succès historiques, pendant le Front populaire ou à la Libération. Le culte qui entoure Staline, codifié avec soin, s'y est donc manifesté avec une intensité particulière... jusqu'au choc de la déstalinisation en 1956. « *On sourira*

de nous pour notre dévouement », devait ainsi écrire le communiste Louis Aragon dans un poème du *Roman inachevé* en 1956.

Avec le temps, le stalinisme a aussi fini par désigner la rigidité intellectuelle, l'arbitraire et l'absence de liberté, surtout en matière d'expression. Mais ce passage dans le langage courant en a simplifié le sens à l'extrême, et le stalinisme y a perdu le sombre attrait qui fut le sien au XX^e siècle.

Romain Ducoulombier

**Agrégé et docteur en histoire
Enseignant**

**Chercheur associé au Centre Georges Chevrier
de l'université de Bourgogne**

Pour aller plus loin :

Romain Ducoulombier, *Histoire du communisme*, PUF, « Que sais-je ? », 2014.

1. Acronyme russe du Commissariat du peuple aux Affaires intérieures. Dirigé par G. Iagoda, N. Ejov puis L. Beria, il absorbe la police politique lors de sa création en 1934.

2. Ce terme désigne les « paysans riches », mais les critères qui définissent cette richesse sont très vagues.



Appel à projets favorisant le « vivre ensemble », à Paris, dans l'Essonne et en Seine-Saint-Denis

La Fondation Seligmann, reconnue d'utilité publique en 2006, a été créée dans le respect de l'idéal laïque afin de combattre les sources du racisme et du communautarisme. Elle œuvre pour le « vivre ensemble » et promeut le rapprochement entre les citoyens et résidents étrangers de toutes origines rassemblés sur le sol français.

La Fondation encourage tous les processus d'insertion favorisant plus particulièrement l'apprentissage de la langue et comportant un volet culturel. Elle apporte une aide aux associations effectuant de l'accompagnement scolaire, luttant contre l'illettrisme et assurant l'alphabétisation et les cours de français langue étrangère pour jeunes et adultes et plus particulièrement pour les parents d'élèves.

La Fondation Seligmann intervient auprès d'associations ayant les mêmes objectifs, tant pour participer au financement d'un projet - à l'exception des rémunérations - que pour assurer des investissements permettant aux actions sélectionnées de se poursuivre sur plusieurs années.

Si vous souhaitez présenter un projet favorisant le « vivre ensemble », vous pouvez vous rendre sur le site de la Fondation Seligmann www.fondation-seligmann.org et, **sous la rubrique « Les actions », télécharger le formulaire de demande d'aide à projet.**

Contact : fondation-seligmann@fondation-seligmann.org

Stéphane GILLET

LE NAZISME : ORIGINE, PÉRENNITÉ, RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE

Comment des hommes (et curieusement peu de femmes) ont-ils pu en arriver à tuer des millions d'individus sans défense ? Et pourquoi les avoir torturés, violés, tyrannisés de cette façon avant de les détruire ? Comment le parti national-socialiste a-t-il pu connaître un tel succès malgré de telles méthodes ?

LES MOTIFS DE LA PESTE BRUNE

Tenter de comprendre le phénomène nazi impose une analyse pluridisciplinaire : histoire, économie, droit, psychologie, philosophie. Et même à cette condition, la pensée vacille encore face à cette réflexion sur notre propre barbarie. Car cerner la responsabilité des crimes nazis, c'est d'abord parler de la responsabilité de l'individu face au groupe.

Ces hommes ont d'abord été des individus « normaux ». Comment sont-ils arrivés à tirer dans une nuque (Shoah par balle), verser du Zyklon B dans une chambre à gaz (industrialisation du crime), planifier l'aiguillage d'un train ou signaler des voisins suspects ? Tous ces acteurs-bourreaux ont répondu à une logique : celle du sens qu'ils donnent à leur action.

POUVAIT-ON REFUSER LE NAZISME ?

Des héros l'ont combattu, par de grandes marches pacifiques (communistes et socialistes), des actions armées (attentats contre Hitler), des sabotages individuels, etc.

Pourtant sous le III^e Reich beaucoup de ceux qui refusaient de participer au crime d'innocents s'y sont soumis. Cela ne signifiait pas nécessairement tuer de ses propres mains. Il suffisait d'être amené à jouer un rôle quelconque dans l'administration nazie pour devenir, de gré ou de force, un bureaucrate du meurtre. La situation y a contraint nombre d'individus. Pourquoi ?

Refuser sa collaboration sous la terreur totalitaire pouvait entraîner des sanctions posant des problèmes de conscience d'une extrême complexité. Quand un homme est confronté à l'alternative de trahir (et donc de tuer) ses amis ou d'envoyer sa famille à la mort, qu'est-il en mesure de décider ? L'alternative n'est plus entre le bien et le mal, mais entre le meurtre et le meurtre (Hanna Arendt).

Dans une telle situation, la conscience n'est plus d'aucun secours. Bien faire devient absolument impossible. La complicité de tous les hommes est si bien organisée qu'elle s'étend aux victimes. Les SS par exemple, confiaient largement la responsabilité de l'administration des camps à leurs victimes, qui se rendaient ainsi complices des crimes.

RÔLE DE L'IDÉOLOGIE

Nous connaissons les étapes qui ont permis la montée de la peste brune : colonialisme, impérialisme, *Diktat* de Versailles, crise de 1929, pangermanisme, *volksisme*, ascension de Hitler. Mais il faut bien comprendre que les racines sont plus profondes qu'une simple conjoncture économique défavorable.

Lorsque les repères anciens s'effondrent, c'est l'âme du peuple qui est déboussolée. Angoissée par des menaces supposées ou réelles, la communauté en crise se met en quête de nouveaux repères. L'idéologie va les lui offrir, développant un mythe à partir d'un socle de réalité. L'identité des victimes, par exemple, n'est pas un fantasme. Les nazis n'ont pas inventé les Juifs, lesquels ont une histoire millénaire, des traditions religieuses, communautaires, etc. C'est pourquoi ce processus est si dangereux. S'il était hors de toute réalité, il resterait à l'état de rêverie mortifère. S'appuyant sur trois thématiques (identité, pureté, sécurité), la rhétorique nazie a servi de tremplin au pire.

Le danger vient de la mémoire que l'on construit sur le passé : « *L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré* » (Valéry). L'idéologie s'en inspire pour inventer une nouvelle lecture des malheurs du peuple : si nous souffrons aujourd'hui, ce n'est pas de notre faute, nous sommes des victimes de l'Histoire. Le drame qui nous frappe n'est pourtant pas fatal, il faut juste réagir. Dès lors, il est facile de marquer les différences, désigner la figure de l'ennemi à détruire, pousser à la pureté identitaire, etc. Répandre la haine permet aussi d'alléger les combattants de possibles cas de conscience : celui qui n'est pas allié est forcément ennemi (Carl Schmitt).

PASSAGE À L'ACTE

Le crime de masse ne peut être appréhendé uniquement comme une pulsion psychique.

Le pouvoir a souvent cherché à marquer les corps (Foucault). L'acte de massacrer constitue la pratique la plus spectaculaire pour affirmer sa transcendance. Mais il reste aussi, pour chacun des bourreaux, une marge de manœuvre individuelle, qui incite à nous poser cette question dérangeante : Qu'aurais-je fait si j'avais été à leur place ?

Cela passe par une exploration aux extrêmes, aux frontières de l'humain et de l'inhumain, qui met à vif notre sensibilité. Nous avons bien de la peine à imaginer la réalité d'une telle tragédie. Pourtant, si la France s'enfonçait dans une crise économique de plus en plus grave, avec son cortège sinistre de millions de chômeurs, si elle était harcelée par des attentats terroristes en nombre, de plus en plus meurtriers, notre pensée resterait-elle longtemps la même ? Sur ce point, la réponse est claire : aucune société n'est à l'abri de tels processus dès lors qu'elle commence à se déliter.

Comment, sous l'Allemagne nazie, le passage à l'acte s'est-il opéré ? Les notions de choc traumatique et d'accoutumance à la violence sont ici fondamentales. Quelques semaines avant l'invasion de l'Ukraine en 1941 par les troupes allemandes, les hommes du NKVD¹ emprisonnent des nationalistes pro-fascistes et antisémites.

Décontenancés par l'avance allemande, ils décident de les exécuter. Voici comment un jeune soldat de la *Wehrmacht* décrit ses premières impressions : « *Chers parents, Je reviens à l'instant de la veillée funèbre de camarades faits prisonniers par les Russes. Je ne trouve pas de mots pour décrire une telle horreur. Les camarades ont été ligotés et torturés. [...] Telles sont la Russie et la Juiverie. [...] La vengeance a été immédiate mais clémente. Nous avons fusillé tous les Juifs que nous attrapions. Mais aujourd'hui nous avons trouvé 60 autres camarades mutilés. Nous avons obligé les Juifs à sortir et regarder les cadavres. Ils ont ensuite été tués à coups de bâtons et de bûches. Mais c'est encore trop peu pour ce qu'ils ont fait* ». Ce jeune soldat est au départ un étudiant non-nazi que le spectacle de la violence a bel et bien nazifié. C'est ainsi qu'une grande partie des *Einsatzgruppen*² découvrent le spectacle du crime et vont se mettre à agir en parfaite continuité avec le discours anxiogène distillé en Allemagne.

RÔLE DU CHEF

Lorsque le peuple se demande qui va réussir à le sortir de cet état traumatique et lui proposer de nouvelles perspectives, la voie s'ouvre aux démagogues les plus habiles. Hitler a su trouver les mots et construire des promesses en résonance avec les émotions collectives.

Le chef est un facteur d'identification du groupe. La liaison qui s'établit entre les membres d'un groupe passe par lui. Chacun des membres désire être l'objet d'amour du chef (Freud) et met tout en œuvre pour cela.

COMPORTEMENT DE L'INDIVIDU AU SEIN DU GROUPE

Lorsque des individus théoriquement indépendants entrent au contact d'un groupe, un changement s'opère toujours dans leur attitude. On parle de psychologie des foules (Le Bon) ou de vie fantasmatique du groupe (Durkheim). Le groupe permet la réalisation de rêves et de désirs non satisfaits (Anzieu). Il

transmet à l'individu ses normes, ses valeurs, ses modèles de conduite. Dans les familles allemandes d'avant-guerre, allait-on assister aux défilés, faisait-on des plaisanteries antisémites, entendait-on maudire la victoire volée de 1918 ?

Le groupe sert à se protéger de l'anxiété (Schachter). Le désespoir commun a joué un facteur de cohésion auprès des masses allemandes, profitant rapidement à l'extrême droite comme à l'extrême gauche. Conformisme et soumission permettent d'éviter la pression des groupes.

C'est encore plus clair lorsqu'il y a injonction. Les célèbres expériences de Milgram font référence en ce domaine, montrant comment un individu peut se soumettre à une autorité officielle, oubliant sa part d'humanité. Sa question, dans les années 60, était : L'obéissance à l'autorité, même incarnant le Mal comme le nazisme, est-elle spécifique aux Allemands ? L'expérience réalisée sur des candidats américains a prouvé que non.

RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE ET RESPONSABILITÉ COLLECTIVE

Exercer sa responsabilité, c'est assumer les conséquences de ses actes. C'est d'abord une fierté pour l'homme libre. Quoi qu'il fasse, un être humain prend toujours la décision de faire ce qu'il fait, même lorsqu'il prétend ne pas avoir fait exprès. C'est dur à accepter, mais c'est ce qui fait de nous des êtres humains et non des automates entre les mains du pouvoir.

Comment alors bien agir ? C'est le délicat problème de la valeur morale des lois, que chaque homme de bonne volonté s'efforce de respecter. Où était la limite entre le bon citoyen et le mauvais individu sous le III^e Reich ? Devait-il obéir aux Lois de Nuremberg ou cacher des Juifs ?

Bien sûr, les degrés de responsabilité sous le régime nazi ne sont pas simples à établir. Mais il faut savoir en distinguer la nature selon leur aspect juridique ou moral (Karl Jaspers), individuel ou collectif. La formule « un ordre est un ordre » (*Befehl ist Befehl*), par exemple, ne peut jamais avoir de valeur décisive. Un crime reste un crime même s'il a été ordonné.

Nous vivons dans une France en paix depuis 70 ans, fait unique dans notre histoire. Mais il est rare que la chance accorde à l'homme une telle situation. Notre responsabilité est de tenter d'anticiper le pire. Le plus difficile est d'agir selon ses convictions propres, en dépit de l'influence du groupe. Au fond, seul celui qui est responsable de soi est vraiment solidaire des autres.

Stéphane GILLET
Docteur en philosophie
Dirigeant d'Erudis.eu

1. « *Narodnii komissariat vnoutrennikh diel* » ou Commissariat du peuple aux Affaires intérieures : police politique de l'URSS.
2. « groupes d'intervention » : unités de police politique militarisées du III^e Reich.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



Face à la montée et à la banalisation des idées d'extrême droite, la Ligue des droits de l'Homme appelle tou(te)s les citoyen(ne)s à se mobiliser au sein d'un vaste élan démocratique et républicain. Il est essentiel de rappeler que la liberté, l'égalité et la fraternité sont plus que jamais les clés de l'avenir que nous voulons. La LDH entend ainsi poursuivre, inlassablement, le combat qu'elle mène de longue date pour toutes les libertés et la défense des droits, indivisibles et universels.

Rejoignez la LDH : pour faire barrage à la haine, à la xénophobie, à toutes les discriminations, aux propos sexistes, homophobes, racistes, antisémites, aux discours anti-Roms, anti-musulmans...

Pour nous soutenir et en savoir plus sur nos actions : www.ldh-france.org
Suivez-nous sur [facebook.com/ldhfrance](https://www.facebook.com/ldhfrance) et sur [Twitter @LDH_F](https://twitter.com/LDH_F)

Henri LOCARD

LES KHMERS ROUGES : D'OÙ VENAIENT-ILS ?

Les ingrédients du brouet empoisonné de nos tristement célèbres Khmers rouges furent d'abord l'idéologie stalinienne de Hô Chi Minh et son Parti communiste indochinois créé en 1930, matrice du Parti communiste du Kampuchéa qui s'émancipa graduellement du « Grand Frère » vietnamien entre 1960 et 1973. Ce fut l'époque où Pol Pot et ses compères comprirent qu'ils n'étaient que les marionnettes des ambitions de leurs aînés révolutionnaires de l'Est et se tournèrent alors vers Mao qui les accueillit les bras grands ouverts. Les Maoïstes de Pékin leur promirent une aide sans limites et désintéressée (aide généreusement allouée qui dura de 1966 à 1991 et cessa avec les accords de Paris), tout en emprisonnant le pays dans les rets de leur idéologie délétère. Ils y firent appliquer leurs politiques les plus extrémistes du « Grand Bond en avant » (1959-1962), mâtiné de sa suite logique et inexorable - la Révolution censément culturelle (1966-1976). Sans les kalachnikovs chinois, il n'y aurait jamais eu de régime khmer rouge. Il y eut enfin un quarteron de leaders politiques au Cambodge même (avec l'aide de l'ancien roi Norodom Sihanouk et de la culture khmère) déterminés, quoi qu'il en coûte, à exercer un pouvoir absolu sur leurs compatriotes, au nom de l'arrivée quasi immédiate d'un bonheur paradisiaque qui serait le modèle et l'envie de l'humanité entière.

LA DÉCOLONISATION

Si on remonte toujours dans le temps, il faut revenir à la désastreuse décision du 16 août 1945, prise par le général de Gaulle, de nommer Thierry d'Argenlieu haut-commissaire de France en Indochine au lieu du général Leclerc. Les conceptions des deux hommes

étaient diamétralement opposées : le second était partisan de la négociation avec Hô Chi Minh pour redéfinir les relations avec l'ancienne métropole, en suivant une étape d'association ; le premier suivit une politique de réaffirmation de la domination française grâce au très collaborateur Amiral Decoux, comme si la Seconde Guerre mondiale avait préservé intacte l'influence française en Indochine. Cette néfaste décision a engendré la Première guerre d'Indochine et fait le lit des apprentis totalitaires au Cambodge, au Laos et au Vietnam dominateur, sous la houlette du « grand patriote » Hô Chi Minh.

NORODOM SIHANOUK

On ne doit pas oublier ensuite les frustrations et les répressions accumulées dont furent victimes les dissidents au cours de ce qu'on considère toujours comme l'ère de paix et prospérité du *Sangkum* sous Sihanouk de 1955 à 1970. Certes, le Cambodge continua sur sa lancée du développement spectaculaire des années d'avant-guerre, mais ce fut au détriment de la démocratie naissante que laissait le colonisateur avec la première constitution de 1947. Elle légalisait ainsi une monarchie constitutionnelle qui existait dans les faits avec la venue au pouvoir du très aimé roi Sisowath en 1904, le Résident supérieur, choisi par Paris pour un terme limité, jouant alors le rôle de Premier ministre. Peu après l'indépendance en 1953, gagnée grâce à d'habiles négociations menées par le jeune souverain, Sihanouk abdiqua en 1955 pour en réalité rétablir la monarchie absolue de son arrière grand-père Norodom I (1834-1904), son héros, alors que les Français avaient laborieusement

vidé la monarchie de tous ses pouvoirs au profit d'un Conseil des ministres et d'un budget national sur le modèle européen. L'indépendance devait couronner le tout avec un Premier ministre cambodgien qui fut toujours du Parti démocrate, plutôt républicain, Sihanouk se trouvant légalement prisonnier d'un pouvoir purement symbolique, ce que le jeune « père de l'indépendance » ne pouvait admettre.

Il créa alors une néo-autocratie très populaire, gagnant tous les suffrages (qui survit d'ailleurs jusqu'à nos jours avec l'inamovible Hun Sen) en concentrant tous les pouvoirs entre ses mains et pourchassant de sa vindicte tous les opposants de droite (devenus les exécrables Khmers *Serey* ou Khmers libres) ou de gauche du Parti du peuple (ou *Pracheachon*), couverture légale des Khmers rouges. Les opposants capturés par sa police politique étaient exécutés en public, après leur arrestation suivie de tortures, afin de terroriser les opposants à la volonté du Prince. À cette époque, en particulier de 1953 à 1963 pour Pol Pot et de 1952 à 1970 pour Nuon Chea (ce dernier jamais débusqué par Sihanouk), les deux ténors du mouvement clandestin, durent agir dans l'ombre et se trouver une couverture : enseignant pour le premier et, plus efficacement, commerçant pour le second. Leur patron, Tou Samouth, avait d'ailleurs été arrêté en juin 1962, torturé et exécuté par les sbires de Sihanouk – sort que tous les responsables du mouvement pensaient se voir infliger tôt ou tard s'ils ne gagnaient pas le maquis d'abord Vietminh, puis autonome à partir de 1967. Ce fut la politique que les révolutionnaires appliquèrent à l'égard des dissidents une fois au pouvoir à partir de 1975 – mais à l'échelle de tout le pays et non plus de quelques malheureux individus.

PARIS

Certains Khmers rouges aussi se convertirent à la révolution violente dans les *madrassas* marxistes léninistes parisiennes du Parti communiste français et de leur propre Cercle marxiste-léniniste khmer au cœur de la Guerre froide dans l'après-guerre. Ils y apprirent la doxa stalinienne prônant l'utilisation de la terreur et y acquirent la certitude absolue de la légitimité de l'utilisation de la violence extrême pour accéder au pouvoir. Ils y apprirent que la société est divisée en deux camps : les bons leaders patriotes qui ont à cœur l'avenir de leur pays et de leurs concitoyens, et qui doivent monopoliser tous les pouvoirs, d'une part ; et de l'autre, les méchants qui font obstacle à leurs grandioses utopies qu'il faut absolument éliminer, ou plutôt « écraser », *komtech*, comme les Khmers rouges le diront plus tard.

LE VIETMINH

Tout cela ne fut que très théorique et ils auraient pu en rester là, comme d'ailleurs pour tous nos communistes français, si ce catéchisme n'avait pas été mis en musique à leur retour de France (ou de Bangkok pour Nuon Chea) dans les écoles ou les bases secrètes du Vietminh. Là, en pleine Deuxième guerre d'Indochine (1962-1975), il ne s'agissait plus de théorie, mais bel et bien d'étudier les tactiques de la guérilla révolutionnaire maoïste à la vie et à la mort. Ils y apprendront comment recruter des « volontaires », comment enchaîner et faire parler un ennemi prisonnier, comment embrigader et déporter les populations civiles, et surtout comment persuader une minorité agissante d'exercer une autorité de fer sur des êtres très jeunes, pauvres et sans éducation ...

LA CHINE DE MAO

Ensuite les méthodes furent perfectionnées au cours de longs séjours chez Mao et les sinologues sont loin d'avoir levé le voile sur toutes les modalités de ces formations, les accès aux archives se révélant très ardu, sinon impossible. Nous savons que Pol Pot a effectué de multiples et longs séjours dans la patrie asiatique de la révolution entre 1966 à 1977, et même après la chute de son régime en 1979. Il y a rencontré, outre Mao plusieurs fois, : Kang Sheng (1898-1975), responsable à la fois de la sécurité et des liaisons avec les Partis frères ; Chen Boda (1904-1989), secrétaire de Mao et leader marquant de la Révolution culturelle ; Zhang Chun-qiao (1917-2005), ou le Cobra, leader de la « Bande des Quatre » qui rédigea la première version de la constitution du Kampuchéa démocratique ; Chen Yonggui, ou Dazhai ou Ta Chay quand il vint au Cambodge qui fit le lien direct entre le « Grand Bond en avant » et la Révolution culturelle et fut « l'inventeur » officiel de la commune populaire modèle copiée par les Khmers rouges ; Hua Guofeng (1921-2008), le successeur de Mao qui alla à son hôtel en septembre 1977 à Pékin pour le féliciter d'avoir évacué Phnom Penh et ainsi dépouillé l'ensemble de la population de toutes ses défenses, « *comme on pèle un banane* » ; Wang Dongxing (1916-1996), chef de la garde prétorienne Mao pendant la Révolution culturelle, qui vint au Cambodge en novembre 1978 pour donner tous les conseils nécessaires aux Khmers rouges afin de contrer les intentions belliqueuses de l'armée vietnamienne etc. pour ne citer que les plus connus.

LES EXTERMINATEURS

Voilà pour les chefs, les politiques qui se classent comme des « intellectuels », des décideurs, pour la plupart sans réelle formation supérieure ni au Cambodge ni à l'étranger. Il y a ensuite les anciens membres du Parti communiste indochinois, qu'on appelle Khmers-Vietminh, véritables seigneurs de la guerre sanguinaires et sans culture. Ce fut le cas de tous les chefs des six grandes régions qui se comportèrent, sous couvert de révolution marxiste-léniniste ou maoïste, comme des vice-rois d'antan, ayant, selon la loi officielle du Kampuchéa démocratique, droit de vie et de mort sur leurs misérables administrés. Les plus notoires furent Ta Mok et Kaè Pauk, également un ancien bandit pour ce dernier. Les basses tâches d'arrestations, de tortures et d'exécution furent effectuées par des adolescents endoctrinés et brutalisés qui ne pouvaient qu'obéir, sinon ils auraient été exterminés à leur tour pour avoir « trahi » la révolution, comme ce fut le cas pour nombre d'entre eux à S-21, la *Lubyanka*¹ du Kampuchéa démocratique.

LE TOTALITARISME & LE BOUDDHISME

Hannah Arendt, dans *Les Origines du totalitarisme*, avait déjà souligné qu'après l'extermination des ennemis objectifs constitués par les cadres civils et militaires des régimes renversés, « *les ennemis véritables, la terreur devient la réalité des régimes totalitaires.* » C'est-à-dire que la terreur s'étend à la société toute entière et touche tous les déviants, réels ou potentiels. Ce fut donc d'abord les « ennemis » du passé, puis ceux du présent et enfin ceux du futur, ou ceux qui pourraient se rebeller dans l'avenir. Simultanément, et surtout en 1977 et 1978, la furie exterminatrice se rapprochant toujours plus du centre, ce furent les fidèles serviteurs de la Révolution, et donc les membres d'un parti très élitiste, qui devinrent l'objet de la vindicte dévastatrice de l'*Angkar*, le Parti : la Révolution dévorait ses propres enfants. Pol Pot chercha lui-même finalement à éliminer son très fidèle alter ego Nuon Chea en 1997 et très probablement se suicida en avril 1998.

Pol Pot et Nuon Chea étaient habités du « complexe du Messie », expression inventée par Mark Abrams en 1942 à propos de Hitler. Les deux dirigeants avaient été choisis pour purifier la société cambod-

gienne des bandits, des traîtres et personnages « non bons »². Par ailleurs, les règles de vie du révolutionnaire s'apparentaient aux règles monastiques bouddhistes : ce n'était plus la peine d'aller à la pagode, puisque tout bon révolutionnaire portait les principes de la religion dans son cœur et que, grâce aux continues rééducations, autocritiques et méditations, les vertus bouddhistes de détachement étaient continuellement réactivées. Le puritanisme et l'ascétisme exigés des soldats et des cadres, puis de l'ensemble de la population, furent très spécifiques du communisme cambodgien : renoncement au désir de posséder des biens matériels, à la volonté de maîtriser son destin, à tout attachement à sa famille, et, pour finir, renoncement à soi-même. Le Parti emprunta aux moines bouddhistes certaines pratiques pour « couper le cœur » (*dach chett*) c'est-à-dire non seulement se couper de tous les désirs d'ici-bas, mais, dans le cas des jeunes soldats exterminateurs, ne plus ressentir la moindre émotion quand on « nettoie » la société ou qu'on « écrase » un « ennemi ».

Pour conclure, on peut souligner que se fut ce cocktail explosif d'idéologie extrémiste, du manque de démocratie et de libertés, pour l'opposition au Cambodge, et d'absence de réel sens de la citoyenneté et du bien public, chez les Cambodgiens trop dociles et fatalistes, qui conduisit à ce désastre dont, après une grande génération, le pays commence juste à émerger.

Henri Locard

**Professeur d'histoire contemporaine
à l'université royale de Phnom Penh**

Pour aller plus loin :

Henri Locard, *Pourquoi les Khmers rouges*, Vendémiaire, Coll. « Révolutions », Paris, 2013, 352 p.

1. Célèbre immeuble, situé à Moscou, qui a abrité le quartier général des services de renseignement soviétiques le KGB, ainsi que la prison qui s'y trouvait.

2. La traduction en anglais est « *no good elements* » au Tribunal spécial pour le Cambodge, chargé de la poursuite des crimes commis par les Khmers rouges.

Michel LEYMARIE

UN FASCISME FRANÇAIS ?

LA BANALISATION DE L'ÉPITHÈTE FASCISTE

Le 6 février 1934, des associations d'anciens combattants et des ligues d'extrême droite organisent une grande manifestation devant la Chambre des députés. Contrairement aux chefs d'autres ligues, le colonel de La Rocque refuse de faire marcher sur le Palais-Bourbon les Croix-de-Feu, hostiles aux communistes et aux socialistes. Mais l'émeute qui suit la manifestation fait plusieurs morts ; elle est interprétée par les gauches comme la preuve qu'existe en France un danger fasciste. Moins d'un mois plus tard est fondé le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Le 14 juillet 1935, les Croix-de-Feu défilent sur les Champs-Élysées alors que les gauches se rassemblent entre la Bastille et la porte de Vincennes. Le mot « fasciste » devient une épithète banale dans une phase de bipolarisation et de radicalisation politique qu'illustrent l'évolution d'hommes comme André Tardieu ou d'un parti comme la Fédération républicaine, ou, plus encore, « la dérive fasciste » du communiste Jacques Doriot, du socialiste Marcel Déat et du radical Gaston Bergery, pionniers de l'antifascisme en 1933-1934, transfuges de la gauche qui finissent dans la collaboration avec Hitler.

DES MOUVEMENTS FRANÇAIS S'INSPIRANT DU FASCISME...

Le Faisceau de Georges Valois, qui tenta d'opérer une « synthèse fasciste », n'a eu qu'une brève existence (1925-1928). D'autres groupements se réclamant de modèles étrangers durèrent plus ou moins longtemps. Pierre Taittinger, à la tête des Jeunesses patriotes, donne en exemple Mussolini mais appelle en 1928, à « améliorer paisiblement le régime ». Le francisme

(1933), « mouvement d'action révolutionnaire », inspiré du fascisme italien, bascule dans la Collaboration et Marcel Bucard, son dirigeant, finit fusillé en 1946. Des mouvements comme Solidarité française, financé par François Coty et dirigé par Jean Renaud, ou les Chemises vertes d'Henry Dorgères, qui vise le monde paysan, pèsent peu. Le Parti populaire français fondé en juin 1936 par Doriot, naguère révolutionnaire comme Mussolini, est fort de plusieurs dizaines de milliers d'adhérents ; il paraît être la formation la plus proche du fascisme mais subit vite une érosion.

Quant à l'Action française, nationaliste, antirépublicaine, antisémite, elle est germanophobe et, à proprement parler, nullement fasciste. En revanche, des dissidents de l'Action française sont séduits par le nationalisme mussolinien : dans *Socialisme fasciste* (1934), Pierre Drieu la Rochelle ambitionne un renouvellement autoritaire et voit dans le fascisme un remède à la crise de la civilisation. Robert Brasillach, avant de magnifier les cadets de l'Alcazar encerclés par les républicains espagnols, prend parti pour l'Italie au moment de la guerre d'Éthiopie et signe avec Maurras, Daudet et Drieu le « Manifeste pour la défense de l'Occident » qu'appuient certains académiciens. Adeptes du « fascisme français, le seul vrai fascisme », il collabore au xénophobe et antisémite *Je suis partout* dont il devient le rédacteur en chef en 1937. Pour lui le fascisme est « *un esprit anticonformiste d'abord, antibourgeois [...] opposé aux préjugés, à ceux de la classe comme à tout autre* » (*Notre avant-guerre*, 1941). Lucien Rebatet, principal collaborateur de *Je suis partout* et attiré par le nazisme (*Les Décombres*, 1942), se montre critique devant « l'inaction française » de Maurras. Certains titres de la presse (*L'Ami du Peuple* de Coty, *Gringoire* de Carbuccia, *Combat* de Maulnier) développent des thèmes xénophobes, antisémites, fascisants, auxquels

ne sont pas indifférents certains « non-conformistes », les prétendues « nouvelles relèves des années trente ». Il est avéré que le régime mussolinien stipendiait plusieurs mouvements et périodiques ou qu'Otto Abetz manœuvrait pour faire venir au nazisme des hommes d'abord attachés au rapprochement franco-allemand.

... MAIS N'EN RELEVANT PAS

Le débat sur l'existence d'un « fascisme français » reprend à partir des années 1980 avec Zeev Sternhell, Robert Soucy, Philippe Dobry ; il se déplace quelque peu et porte notamment sur la nature du Parti social français. Pour Sternhell, la France aurait été, avec Barrès, Sorel et la droite révolutionnaire avant 1914, le « laboratoire intellectuel », le berceau idéologique du fascisme au XX^e siècle. Lui qui excluait naguère le parti du colonel de La Rocque de la liste des formations fascistes y voit maintenant « l'essence du fascisme » et va jusqu'à écrire que « l'idéologie fasciste existait en France depuis un demi-siècle quand Vichy arrive au pouvoir ». Il avance aussi que le Parti social français en fut la principale incarnation, au point de le juger pire que le fascisme italien, et que la dictature autoritaire du régime de Vichy - qu'il considère comme un bloc de 1940 à 1944 - fut l'incarnation éternelle la plus aboutie.

Or le mouvement de La Rocque ne relève pas du fascisme, ni dans sa version italienne, ni dans l'acception très large des « antifascistes » des années 1930 ou de leurs héritiers. Le dirigeant des Croix-de-Feu, militaire patriote et catholique social, bien éloigné du « nationalisme intégral » de Maurras, oppose un « social d'abord » au « politique d'abord » du doctrinaire de l'Action française qui le méprise. Son souhait de développer une formation capable de faire pièce au Front populaire dont il est le repoussoir ne le conduit pas à vouloir mettre sur pied une dictature ou un totalitarisme. Après la dissolution de son mouvement en juin 1936, La Rocque, légaliste, « farouchement rebelle, dit-il, à toute copie des régimes dictatoriaux », transforme les Croix-de-Feu en un parti de masse qui s'inscrit dans le cadre de la démocratie parlementaire : le Parti social français. En 1937, il refuse d'adhérer à un « Front de la liberté » qui, impulsé par Doriot, voulait abattre le Front populaire, y compris par la force. Toujours opposé à la guerre civile et à l'Allemagne nazie, il fonde à l'automne 1940 le réseau Klan lié à l'Intelligence Service, condamne le statut des Juifs et refuse la Collaboration ; arrêté par la Gestapo, il est déporté en Allemagne pour faits de résistance.

L'INEXISTENCE D'UN FASCISME FRANÇAIS

Dès lors que l'on veut éviter de faire du fascisme une catégorie fourre-tout, il faut en préciser les caractères : la dimension totalitaire, un système d'autorité et d'encadrement de la société, l'idéologie et la violence d'État, le nationalisme intégral, le culte du chef, le parti unique, l'identité belliqueuse et la volonté expansionniste. Comprendre le parti dans son développement en marche vers le pouvoir et le distinguer du parti-État. Ne pas s'en tenir à une histoire des idées et ne pas englober sous le terme de fasciste tout ce qui est hostile aux Lumières et à la République. Il y eut bien en France une « imprégnation fasciste » (Raoul Girardet), un « champ magnétique » des fascismes (Philippe Burrin). Des hommes et mouvements se réclamant du fascisme *stricto sensu* ont bien existé mais leur influence fut limitée, à la mesure de leur base sociale. Leur hostilité à la démocratie parlementaire, leur xénophobie, leur antisémitisme, leur pâle imitation de modèles transalpins (drapeaux, salut à la romaine, défilés...) ou la fascination pour l'Allemagne nazie, n'ont pas permis avant la Seconde Guerre mondiale l'implantation d'un « fascisme français ». Et le régime de Vichy, né de la défaite de 1940, pour condamnable qu'il ait été et en dépit des vœux de certains, ne le réalisa pas.

Michel Leymarie

**Maître de conférences (HDR)
en histoire contemporaine
à l'université de Lille III**

Chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po

Références bibliographiques :

- Serge Berstein et Michel Winock (dir.), *Fascisme français ? La controverse*, CNRS éditions, 2015.
- Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery 1933-1945*, Le Seuil, 1986, coll. Points histoire, 2003.
- Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Gallimard, Folio Histoire, 2004.
- Pierre Milza, *Fascisme français passé et présent*, Le Seuil, 1991.
- Robert Paxton, *Le Fascisme en action*, Le Seuil, 2004.
- Colonel François de La Rocque, *Pourquoi je suis républicain. Carnets de captivité*, introduction de Serge Berstein, édition établie et annotée par Hugues de La Rocque et Serge Berstein, avec Cédric Francille, Le Seuil, 2014.
- Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire (1885-1914). Les origines françaises du fascisme*, Le Seuil, 1978. *Id.*, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Le Seuil, 1983. *Id.*, *Histoire et Lumières. Changer le monde par la raison. Entretiens avec Nicolas Weill*, Albin Michel, 2014.
- Michel Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Le Seuil, 1993.

Dominique CLAUDET

LES PROCESSUS GÉNOCIDAIRES CONTEMPORAINS

Traitée habituellement dans les champs de l'histoire et du droit, la question des génocides émerge de nouveau depuis les années 2000. Exprimée depuis sous forme de processus génocidaire, elle interpelle les sciences humaines. Au sein de celles-ci, elle interroge le sociologue qui travaille de façon transversale à plusieurs disciplines qui rendent compte des mouvements profonds des sociétés : la géographie, la démographie, l'économie, l'anthropologie et l'ethnologie. Celles dont la fertilisation croisée est prédictive des longs mouvements souterrains des populations à l'échelle des continents, ou même, depuis la dernière et récente globalisation des échanges, à l'échelle de la planète. Ces mouvements peuvent engendrer des tsunamis de violences éradicatrices de peuples.

PROCESSUS GÉNOCIDAIRE, PROCESSUS RATIONNEL ET PRÉVISIBLE

Le terme de « génocide » est récent, créé en 1944 par un juriste, Raphaël Lemkin, par assemblage de deux étymologies, grecque et latine, *genos* et *occire*. Génocide, littéralement meurtre d'une espèce, désigne la perpétration d'un crime de masse lors duquel un groupe humain est détruit intentionnellement

par un ou plusieurs autres, en totalité ou en partie, au nom de critères nationaux, ethniques, raciaux, religieux, sociaux. Une définition du génocide (première assemblée générale de l'ONU, 1946) intégrait en sus la destruction d'un groupe politique ; elle disparaît en 1948, sous la pression soviétique. Alain Rey (*Dictionnaire historique de la langue française*) ajoute une donnée essentielle : l'extermination d'un groupe humain « en peu de temps ». Accolés le plus souvent au terme de génocide, apparaissent les qualificatifs d'irrationnel, d'imprévisible, et ce d'autant que le massacre est atroce, qu'il est proche de nous et qu'il pourrait impliquer nos contemporains. Le génocide est rangé dans une sous-catégorie des crimes contre l'humanité, notion définie par l'accord de Londres (8 Août 1945) créant le Tribunal militaire international qui jugera à Nuremberg les criminels nazis. Elle devient alors distincte de celle de crime de guerre. Le crime contre l'humanité est défini (article 6 alinéa c de la charte de Londres) comme « *l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux* ». Cinquante-deux ans après la Seconde Guerre mondiale seront nécessaires pour que le crime contre l'humanité et le génocide qui l'accompagne sortent du silence des nations et fassent de nouveau surface lors de la création de la Cour pénale internationale en 1998.

Le terme de « processus » est issu de l'héritage latin où il caractérise un développement ; nous l'employons tel quel depuis la Renaissance. Dans son acception moderne, il désigne une suite logique d'étapes agencées pour l'obtention d'un résultat. Leur logique d'organisation permet donc l'obtention d'un objectif prédéfini conformément à un cahier des charges initial nécessaire à sa réalisation. La suite logique est généralement composée des cinq segments suivants : recherche appliquée, approvisionnement, organisation de la production, production, suivi de production. Ils décrivent clairement les formes contemporaines d'industrialisation des massacres, dont celui de la Shoah est actuellement le plus abouti.

Associer processus et génocides nous conduit à rejeter les définitions qui accolent au terme de génocide celui d'irrationalité, d'imprévisibilité, de délire, d'accident de l'Histoire. Il y a incontestablement intention, planification et, comme dans toute activité humaine après analyse constante des processus mis en œuvre, une amélioration continue de l'efficacité (coût sur efficacité) des solutions d'éradication recherchées. Telle a été l'exigence d'ingénierie des appels d'offres de l'Allemagne nazie pour des solutions avancées comme des chambres à gaz itinérantes performantes alliant silence, rapidité, facilité de transport et faible consommation d'énergie ; telle est l'intégration aujourd'hui par Daech, d'un marketing orchestré de l'horreur à l'échelle planétaire. La barbarie n'a jamais été synonyme d'imprévision.

DES CIRCONSTANCES ANNONCIATRICES SPÉCIFIQUES

Abordons la question des circonstances. Lorsqu'un génocide est perpétré, il y a, sur une longue période (il s'agit de dizaines, voire de centaines d'années), trois faisceaux spécifiques de faits favorisant et annonciateurs. Les **migrations**, dont les causes sont liées au climat, à la disparation connexe ou non des ressources alimentaires, à l'expansion démographique d'autres groupes humains, ont été la cause de déplacements de populations considérables ; du Sud vers le Nord et l'Est aux temps protohistoriques, d'Est en Ouest durant le premier millénaire de notre ère et nous sommes à l'aube de nouveaux déplacements du Sud au Nord que rien ne semble pouvoir arrêter. Le **développement**

d'idéologies conquérantes, soutenant la recherche et l'accaparement de nouvelles richesses, a abouti à des expansions territoriales et conquête brutale de nouveaux espaces vitaux, du Nord au Sud, puis d'Est en Ouest (dans une moindre mesure d'Ouest en Est), qui ont notamment caractérisé l'expansion coloniale de l'Europe. Celui enfin, marqué par l'apparition ou la résurgence invoquées de prétendus ennemis jusque-là cachés ou silencieux, de **tares originelles**, impliquant la nécessité d'une purification ethnique et donc de boucs émissaires ; ce sont les Nomades pour les Sédentaires, les Juifs pour certains Chrétiens, les Peuples de la forêt pour les défricheurs de sols... On constate combien ces trois faisceaux s'entremêlent aisément jusqu'à n'en faire qu'un et l'Histoire nous a appris que, s'il y a dominance de l'un d'entre eux, les deux autres le nourrissent dans tous les cas de figure. Nous pouvons en faire la démonstration avec trois des génocides les plus récents : celui des Arméniens sous l'Empire ottoman ; celui des Juifs d'Europe, la Shoah sous le régime nazi et celui des Tsiganes ; celui des Tutsis du Rwanda. On y ajoutera ceux en préparation au Moyen-Orient. Notons que l'Empire ottoman était en récession, le régime nazi en expansion, le Rwanda, pays des mille collines, surpeuplé... Quant au Nouveau Califat, il est conquérant, alliant l'esclavage des prétendus *Untermensch* aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, comme Himmler et Gœbbels en leur temps.

Nous pouvons associer à ces génocides, au long de l'Histoire de l'humanité, les cas des peuples réduits à l'esclavage, ayant perdu leur identité, ceux morts de maladies transmises par les conquérants, ceux éradiqués comme des animaux que l'on a chassés au fusil en Afrique, en Amérique du Nord, en Australie... Dans chaque cas, une violence se libère à l'échelle des sociétés, violence que coordonnent les forces organisées de l'appareil d'État ou des groupes privés qui le supplantent, comme les armées et les polices, les milices, ainsi que les citoyens, individuellement ou en groupes.

LA VIOLENCE, COMPOSANTE NÉCESSAIRE DE NOTRE HISTOIRE

La nature de la violence dont font preuve les sociétés génératrices de génocides est-elle un accident de l'Histoire ou une donnée constitutive de l'humanité ? Et comment intervient-elle précisément dans

le cas des génocides ? Deux sources nous indiquent que la violence est une composante nécessaire de notre histoire. La plus proche est celle des philosophes de l'Histoire ; Hegel, dont nous sommes les héritiers, décrit, après Hobbes, comme Kant la guerre comme consubstantielle à la notion d'État et nécessaire pour raviver les conceptions éthiques des peuples que les trop longues années de paix affaiblissent moralement. Une seconde source provient de l'étude des actes constitutifs de nos sociétés : un acte violent y est toujours décrit comme nécessaire à la validation de sa lignée constitutive, qu'il soit métaphoriquement associé au mythe fondateur ou réel... Caïn contre Abel, Romulus contre Remus, ou d'autres, plus éloignés ou plus proches de nous.

In fine, le processus récurrent constitutif d'un génocide est l'extermination longuement planifiée d'un groupe humain, réalisée en peu de temps, qui ne peut être, à cette échelle, que du ressort des États ou d'une puissance supra nationale, tel un empire ou encore une organisation transnationale. Dans tous les cas de figure une violence est libérée et coordonnée à l'échelle des appareils d'État, des empires ou d'organisations transnationales qui désignent les ennemis. Les meurtres sont rapidement de masse et, quels que soient les tueurs, une violence de même origine se potentialise pour les unir dans un massacre organisé et collectif. En sont victimes des civils des deux sexes et des trois âges de la vie ; préalablement « chosifiés », dévêtus de leur humanité et défaits de leur généalogie. Dès la fin de la perpétuation des meurtres, les États, ou organisations réalisatrices, mettent en scène leurs négations et lave de toute faute les bénéficiaires directs ou indirects des tueries ; d'où l'importance d'exiger des actes de mémoire, des murs et stèles portant les noms des victimes, autrement puissants que les repentances verbales.

UN RISQUE BIEN RÉEL ET TOUJOURS ACTUEL

Un risque nouveau est actuellement avéré. Examinons les cycles : nous sommes dans une période de globalisation des échanges à l'échelle mondiale. Les paradigmes que nous avons établis depuis le XIII^e siècle et auxquels nous croyons encore changer progressivement, comme le Nord l'emportant sur le Sud, comme la division technique et sociale de la Planète entre producteurs de matières premières transformateurs et concepteurs/utilisateurs, dont nous serions à jamais maîtres. Prenons le pré-carré que nous avons établi au plus proche de nous, la Méditerranée, de 800 km de large sur 4 000 km de long, successivement grec, romain, hispano-portugais, franco-britannique... avec des périodes récentes ottomanes et germaniques et leurs jeux d'alliances. Ce pré-carré, tel que nous l'avons connu, est en dislocation définitive. La guerre, dont nous n'entendions plus que faiblement le bruit, est désormais à nos frontières : Ukraine, Lybie, sud de l'Algérie, Syrie. Les boucs émissaires ressortent, intacts, au premier rang desquels les Juifs, qui cumulent depuis trois millénaires les origines de tous les maux passés et sont gratifiés de ceux à venir. Chose nouvelle, l'Occident est attaqué en tant que tel par ceux que nous avons soumis au sein d'un échange inégal et la bascule des forces dominantes du Monde ne manquera pas d'entraîner son cortège de violences. Les ennemis sont ciblés, le Grand Satan des Perses, qui nous laissait de marbre, tant qu'il désignait l'Amérique ; la France est désormais désignée en première ligne et la plus grande communauté juive d'Europe y vit encore. Il est temps de réfléchir aux conduites à tenir... sans attendre après-demain.

Dominique Claudet
Sociologue
Délégué général d'Adrhen

Prochain numéro d'*Après-demain*

LE RENSEIGNEMENT

à paraître en janvier 2016

Sous la direction d'Alain CHOURAQUI

COMMENT DES SOCIÉTÉS SOMBRENT DANS LA BARBARIE

Petit manuel de survie démocratique

Pour résister à l'engrenage des extrémismes, des racismes et de l'antisémitisme - Extraits

Du terreau aux trois étapes d'un engrenage résistible

Le terreau social représentant l'état permanent et normal de toute société, avec ses tensions et ses peurs, ses préjugés et ses stéréotypes, ses intérêts divergents, constitue le ferment à partir duquel peuvent s'enclencher, en période de crises, des processus dangereux parmi lesquels certains peuvent conduire à des horreurs dont l'humanité a fait l'expérience.

Présents dans ce terreau, les racismes et l'antisémitisme ont un énorme potentiel explosif et une grande force de contamination, et, dans l'histoire, les conflits ethniques ou religieux ont été parmi les plus cruels.

Des études scientifiques ont permis d'identifier les engrenages sociétaux dont on sait, depuis la Shoah, qu'ils peuvent mener des nations, même « civilisées », à des horreurs inouïes allant du racisme ou de l'antisémitisme jusqu'au génocide.

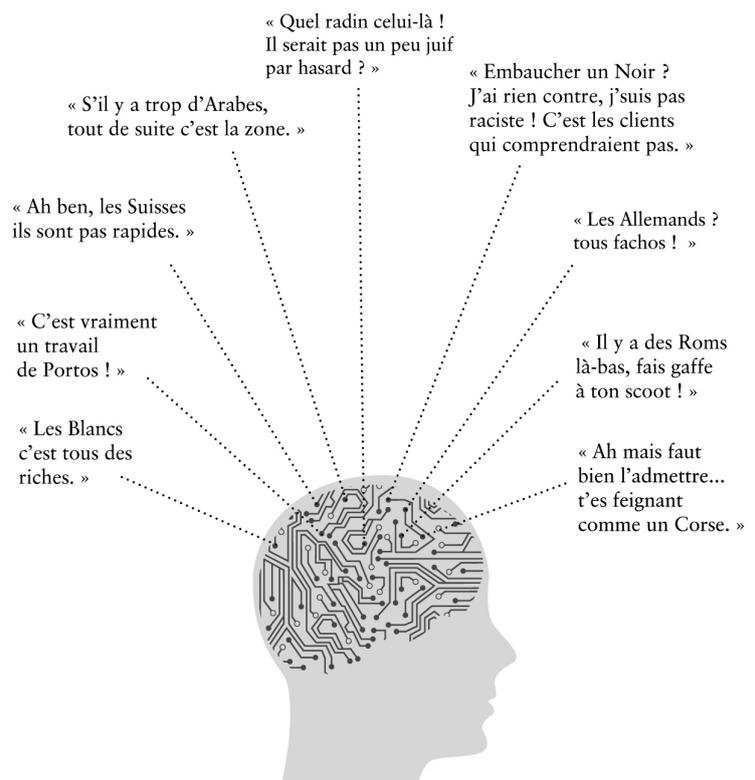
Ces enchaînements se développent selon un processus que l'on peut décrire en trois étapes qui se succèdent à partir du terreau.

Pour mieux y résister, il apparaît utile de connaître ces étapes dangereuses, car plus tôt a lieu la résistance au processus, moins elle est difficile et plus elle est efficace.

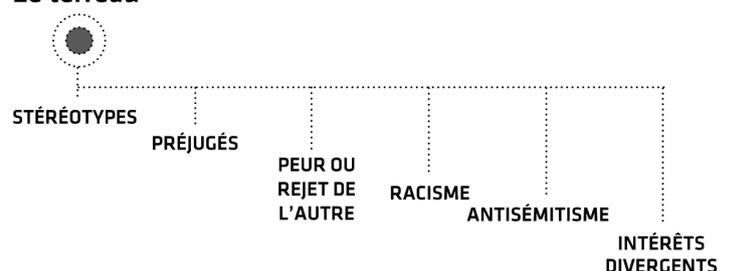
Cet objectif de connaissance est l'objet du film scientifique présenté dans le Volet réflexif du Site-mémorial du Camp des Milles et dont l'essentiel est repris ici.

« C'est dans l'ordinaire du quotidien que s'enclenche l'extraordinaire du crime de masse. » A.C.

Stéréotypes... et préjugés racistes ou antisémites



Le terreau



PREMIÈRE ÉTAPE : Le diable naît dans le quotidien

La première étape de cet engrenage vers le pire s'enclenche dans un contexte de déstabilisation sociétale. Des crises sociales, économiques ou morales affectent la société et entraînent une peur de l'avenir, une perte de repères, des crispations identitaires et des démagogies agressives.

Des groupes s'organisent pour répandre les idées et la violence racistes. Ils ne peuvent agir que grâce à la passivité de la majorité. Ils prennent appui sur les crises, sur les frustrations et jalousies sociales, et sur le besoin de bouc émissaire qu'elles engendrent souvent : rien n'est plus simple que de désigner un responsable face à une crise.

Et c'est toujours l'autre, minoritaire, étranger, différent, ou perçu comme tel, qui est visé.

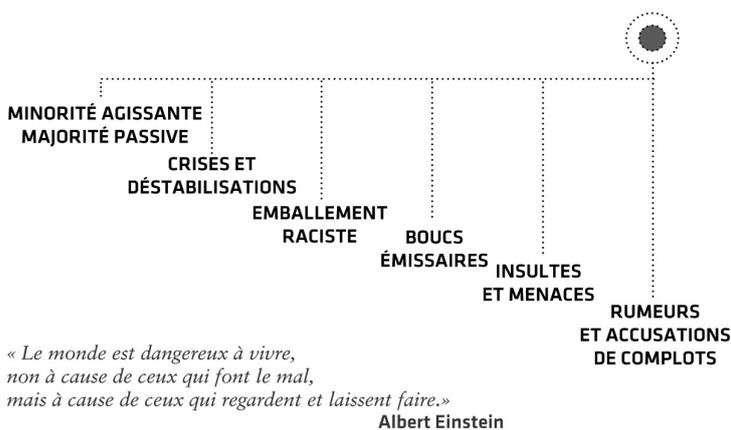
« Mon père minimisait, dédramatisait avec une discrète ironie, mais dans ce cas particulier, mon instinct de jeune homme avait raison contre la sagesse et l'expérience de mon père. À l'époque, j'étais encore trop timide pour tirer les conséquences de mes intuitions.

Vivant la même apathie que des millions d'autres individus, je laissais venir les choses. Elles vinrent. »

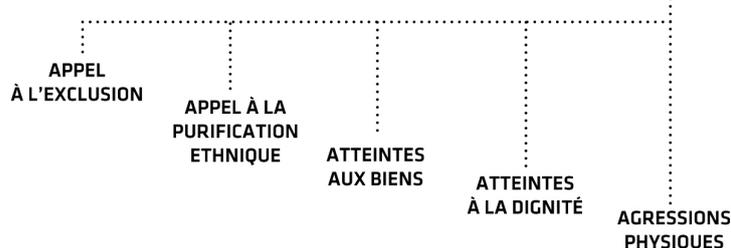
Sebastian Haffner

Histoire d'un Allemand, Souvenirs 1914-1933

Sebastian Haffner, de son vrai nom Raimund Pretzel, est un jeune magistrat allemand dans les années 1930. Après avoir quitté son pays en 1938, il écrit un témoignage lucide et précis sur l'évolution qui mena toute la société, par étapes, vers le nazisme et ses crimes. Son *Histoire d'un allemand- Souvenirs 1914-1933*, ne sera publié qu'en 2000 en Allemagne où il était revenu.



Une minorité extrémiste agissante exacerbe les tensions du terrain



« Personne ne parle des dizaines de milliers de gens, qui chaque année se suicident en ouvrant le gaz parce qu'ils vont très mal. »

Adolf Hitler, *Discours*, 1932

« Des forains sont installés dans la commune. Bien qu'il n'y ait aucun vol à leur actif, les gens ne se sentent pas en sécurité. Tous redoutent qu'un incident éclate, soit du fait des hommes de la tribu, qui sont d'un caractère spécial, soit du fait des femmes, des filles qui sont de mœurs discutables. Si ces craintes se réalisaient, toute la population aurait à souffrir par la faute de ces tristes individus. Je demande donc que des mesures soient prises, pour débarrasser au plus tôt la commune de ces parasites dont la place est dans un camp, où ils ne pourront nuire à personne. »

Lettre d'un maire de village à la gendarmerie, 1941

Manipulation du langage et inversion du discours

Une des armes utilisées par les minorités agissantes pour répandre leurs idées est la manipulation du discours. Les Juifs, les Tsiganes, les Tutsis au Rwanda, les Arméniens, tous sont victimes des rumeurs voire accusés de complots.

Ainsi, dans l'un de ses discours, Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur de l'Empire ottoman en 1915, accuse officiellement les Arméniens pour justifier les massacres.

Un autre exemple : celui du Protocole des Sages de Sion. Ce faux document a été créé par la police tsariste pour justifier les pogroms. Il est censé prouver l'existence d'un programme mis au point par un Conseil juif, destiné à dominer le monde. Hitler l'utilisera largement pour sa propagande, et il est encore diffusé dans certains pays. Contre les Tsiganes aussi en 1909, comme souvent depuis le XIXe siècle, la presse relate un soi-disant massacre d'enfants volés à New York.

Au Rwanda encore, un faux document est attribué aux Tutsis afin d'exciter les Hutus contre eux.

Le mensonge agressif s'impose et la victime est présentée comme l'agresseur

« Si les journaux juifs pensent pouvoir nous impressionner par des menaces larvées, gare à eux ! Notre patience a des limites ! Un jour, on clouera le bec à ces sales menteurs de Juifs. » Joseph Goebbels, *Discours*, 1933

Ce discours démagogique satisfait une partie de la société en quête de certitudes. Mais la majorité inconsciente du danger ne se sent pas concernée. Et ce qui était hier inconcevable devient aujourd'hui normal.

Dans les années 1930, en Allemagne, les slogans antisémites se multiplient. On trouve par exemple « Mon restaurant est interdit aux Juifs » ou « Allemands, défendez-vous contre la propagande juive. N'achetez que dans les magasins allemands ».

Par sa passivité, la majorité se fait complice.

Le vivre ensemble se fracture.

Savoir résister comme citoyen et comme personne

Bernard Lecache, président de la Ligue internationale contre l'antisémitisme, déclare dans un discours en 1933 : « Ce n'est pas dans un but nationaliste que nous manifestons, que nous luttons contre Hitler. Nous faisons la différence entre les deux cultures : nous sommes contre l'Allemagne d'Hitler, nous sommes pour l'Allemagne d'Albert Einstein. »

Se pose alors la question de résister au quotidien comme personne face à l'autre et comme citoyen dans la vie politique. Et de reconnaître d'abord en soi-même l'engrenage des aveuglements, des peurs, des lâchetés et de la violence.

Car chacun est concerné, sans le vouloir, souvent sans le savoir ou sans le voir.

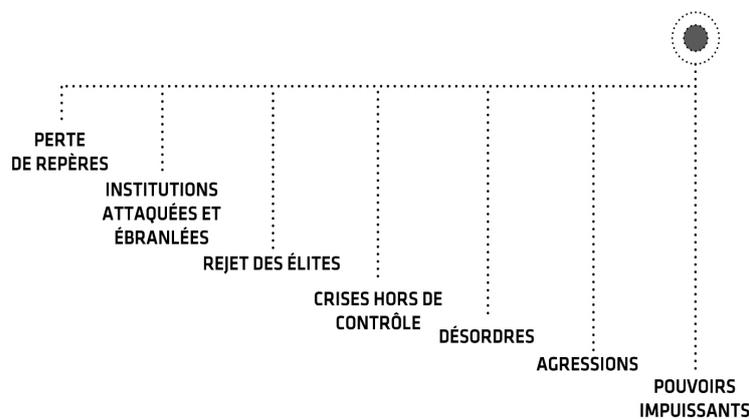
Attention ! Il est si tôt trop tard

DEUXIÈME ÉTAPE : De la démocratie au régime autoritaire

La deuxième étape est franchie lorsque la minorité agissante accède au pouvoir par la force ou par les urnes. Elle s'appuie sur la perte généralisée des repères pour attaquer et ébranler les institutions : les crises sont devenues hors de contrôle, les désordres et les agressions se sont intensifiés, les violences et réactions sont immaîtrisables et on s'habitue à la violence.

« Quand on ne sait pas qui on est, on est ravi qu'une dictature vous prenne en charge et, dès l'instant où l'on se soumet à un maître, à un texte unique, on devient fanatique. »

Entretien avec Boris Cyrulnik, *Il y a une vie après l'horreur*, Sophie Boukhari, *Le courrier de l'UNESCO*



« L'atmosphère en Allemagne en 1932 rappelle celle qui règne dans l'Europe d'aujourd'hui en 1938 : attente engourdie de l'inéluctable auquel on espère jusqu'à la dernière minute échapper, lente approche de la catastrophe, désarroi des forces d'opposition désespérément cramponnées aux règles que l'ennemi viole quotidiennement. Devant la Cour suprême, Hitler rugit qu'un jour il prendrait le pouvoir et que des têtes tomberaient. Rien ne se produisit. Six condamnés à mort pour avoir tué un homme, reçurent d'Hitler un télégramme de félicitation. Rien ne se produisit. Ou plutôt si. Les six assassins furent graciés. »

Sebastian Haffner
Histoire d'un Allemand, Souvenirs 1914-1933

La peur s'installe

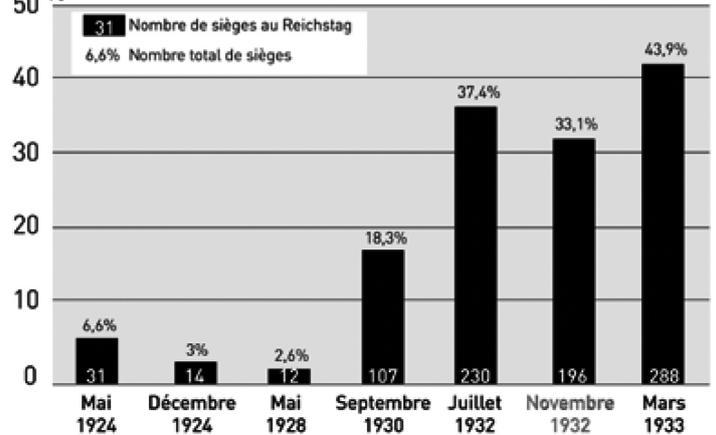
Préférant l'ordre à la liberté, beaucoup sont prêts à suivre un chef autoritaire et une doctrine extrémiste voire fanatique. Le confort de la meute l'emporte sur la liberté individuelle.

Le basculement décisif dans le processus est celui qui permet à la minorité de prendre le pouvoir ou qui voit se mettre en place une législation contraire aux libertés conduisant la puissance publique à alimenter voire accélérer le processus vers le pire.

Le régime devient alors autoritaire, voire totalitaire. Le racisme devient légal, la violence devient une violence d'État. En quelques mois, la démocratie est supprimée.

En Allemagne, aux dernières élections démocratiques (novembre 1932), Hitler et son parti d'extrême droite n'obtiennent pas plus de 34 % des voix. En janvier 1933, l'Assemblée se suicide en votant les pleins pouvoirs à Hitler pour quatre ans. Par allégeance ou par peur des représailles, 444 députés votent pour. Seuls les 94 socialistes votent non. Il n'y a plus de communistes, la plupart sont dans les camps.

Résultats du parti nazi aux élections législatives



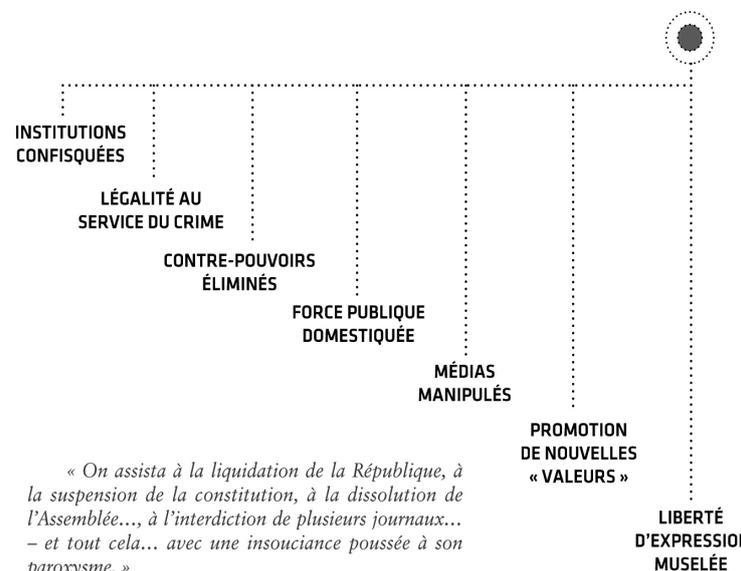
Hitler est nommé Chancelier en janvier 1933.

« Nos adversaires trouvent que nous sommes, et moi en particulier, des êtres intolérants et odieux. Eh bien, ces messieurs ont raison. Nous sommes intolérants. Je me suis fixé cet objectif : supprimer tous les partis. »

Adolf Hitler, *Discours*, 1932

Par la suite, le 27 février 1933, l'incendie du Reichstag, le Parlement allemand, est exploité pour accélérer le processus, mettre fin à la démocratie et interner des dizaines de milliers d'opposants.

Sept ans plus tard, le 24 octobre 1940, Hitler serre la main de Pétain, qui lui aussi avait mis fin à la démocratie après avoir reçu les pleins pouvoirs du Parlement français, le 10 juillet 1940.



« On assista à la liquidation de la République, à la suspension de la constitution, à la dissolution de l'Assemblée..., à l'interdiction de plusieurs journaux... – et tout cela... avec une insouciance poussée à son paroxysme. »

Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand, Souvenirs 1914-1933*

C'est la fin de l'État de droit

La légalité est mise au service du crime

La liberté d'expression est muselée, et les médias, la radio en particulier, jouent alors un rôle essentiel dans la propagation des idées racistes. C'est le cas dans l'Allemagne nazie ou la France vichyste comme au Rwanda en 1994.

« J'ai tiré trois bouffées, c'est fort, mais il paraît que ça vous donne courage, vraiment, alors gardez bien le caniveau pour que demain aucun "cafard" (nom donné aux Tutsis) ne passe, que vous soyez enragés, et que nous puissions combattre pour notre ville, pour notre pays, chers frères. »

Radio Mille Collines, 1994

En 1944, le journal *Toute la vie* signe un reportage qui vante les qualités d'hébergement du camp d'internement de Montreuil-Bellay et qui insiste sur le confort dans lequel les Tsiganes sont supposés vivre.

Dans les actualités, à l'occasion de l'exposition « Le Juif et la France » (Paris, 1941), le journaliste rapporte :

« Statistiques, graphiques, tableaux hallucinants se succèdent. Ils prouvent combien la France, victime de sa générosité et de ses traditions d'hospitalité, s'était enjuivée, surtout depuis 1936. On alla jusqu'à voir tous les postes de commande de la maison France entre les mains des Juifs. Le résultat, on le connaît : la défaite. »

La propagande d'État promeut de nouvelles « valeurs »

« Le garçon allemand doit être svelte et élancé, rapide comme un lévrier, solide comme du cuir et dur comme du fer. Nous sommes déterminés à élever une nouvelle race. » Adolf Hitler, 1937

« L'époque de l'intellectualisme juif est révolue.

L'être allemand du futur ne sera pas un être du livre mais un être de volonté. » Joseph Goebbels, 1933

Pour résister, la démocratie doit se défendre

Des hommes et des femmes ont su, dans ces moments cruciaux, faire preuve de lucidité et de courage, chacun à sa manière.

À la BBC le 24 juin 1940, à la suite de la signature de l'armistice, le général de Gaulle prononce ces mots : « Il faut qu'il y ait un soleil, il faut qu'il y ait une espérance, il faut que quelque part brille et brûle la flamme de la Résistance française. »

Au cœur du génocide des Arméniens, quatre instituteurs allemands en poste à Alep en 1915 signent courageusement une lettre adressée à leur hiérarchie :

« Il est de notre devoir d'alerter l'office des Affaires étrangères sur le fait que notre œuvre scolaire manquera désormais de base morale et perdra toute autorité si le gouvernement allemand est hors d'état d'adoucir la brutalité avec laquelle on procède ici. En présence des scènes d'horreur qui se déroulent chaque jour sous nos yeux, notre travail d'instituteur devient un défi à l'humanité. Comment pouvons-nous apprendre à lire à nos élèves arméniens, leur apprendre à conjuguer et à décliner quand, à côté de notre école, la mort fauche leurs compatriotes mourant de faim. »

À l'inverse, le colonel Luc Marchal, ex-commandant de la Minuar (Casques bleus de l'ONU) à Kigali, stigmatise la passivité de la communauté internationale dans le génocide des Tutsis au Rwanda.

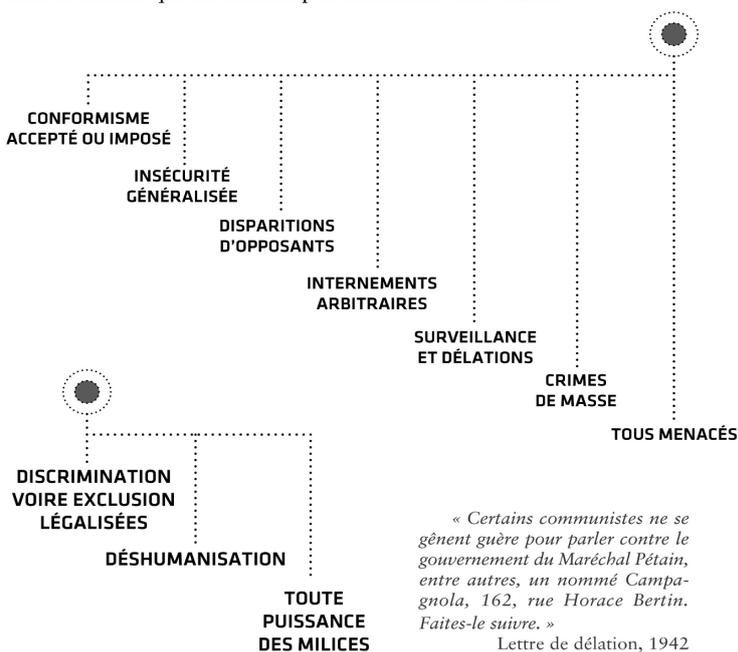
« Entre la mi-janvier et la mi-mars 1994, la Minuar, pour la population rwandaise, pour les extrémistes, n'a rien fait. C'était aussi un encouragement à développer la structure, qui, au début janvier, était sans doute encore embryonnaire et qu'on aurait pu neutraliser, juguler, si on était intervenu à ce moment-là. »

TROISIÈME ÉTAPE : L'extension des persécutions et des menaces contre tous

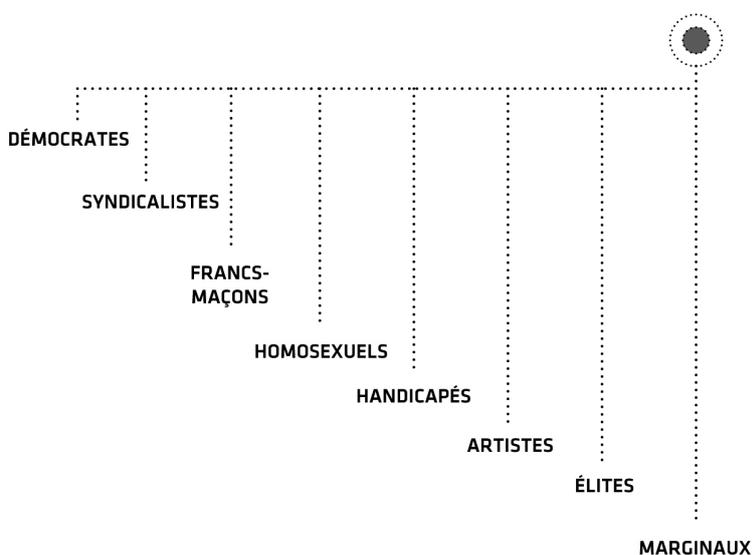
Avec la troisième et dernière étape, on assiste non seulement à l'exclusion systématique des personnes ou des groupes-cibles voire à l'organisation de crimes de masse, mais également à une extension des persécutions, à une généralisation du crime qui vise non seulement le groupe bouc émissaire initial mais aussi tous les opposants, les « déviants », démocrates, francs-maçons, homosexuels, handicapés, et beaucoup d'artistes et intellectuels dont la liberté de penser gêne.

Un régime de terreur se met en place, adossé à la toute-puissance de milices, qui s'accompagne de discriminations imposées et de volonté de déshumanisation.

Dans la société, si l'on trouve beaucoup de complices, c'est finalement tout le monde qui est menacé par l'arbitraire et la délation



Les persécutions s'étendent bien au-delà des premières victimes



Aux violences ciblées
succède le crime de masse

Ne pas résister fait le lit des extrémismes

Discriminations imposées

La mention « JUIF » sur les cartes d'identité et les carnets anthropologiques pour les Tsiganes sont deux exemples montrant des discriminations légalisées.

Au Rwanda, le Tutsi Vénuste Kayimahe raconte :

« Le Comité de salut public, qui était un mystérieux comité, on ne le connaissait pas, avait décrété que tous les Tutsis devaient être chassés de toutes les écoles et de tous les postes de travail. »

Bernard Taillefer, dirigeant des Banques populaires dans ce pays :

« Il fallait faire attention au nombre de Tutsis qu'on embauchait. Alors, on a fait attention. »

Déshumaniser l'adversaire permet au tueur de ne plus le traiter comme un homme

« Tout d'un coup, un homme robuste est arrivé. Avec des gestes, il m'a fait comprendre qu'on m'avait vendu, parce que j'étais un petit garçon.

Il m'avait acheté. Avec de l'argent. Pour combien ? J'en sais rien.»
Haroutiun Mikelian

À la Radio Mille Collines (1994), les Tutsis sont traités de cafards :

« Si nous exterminons les cafards définitivement, personne au monde ne viendra nous juger. »

Toute-puissance des milices

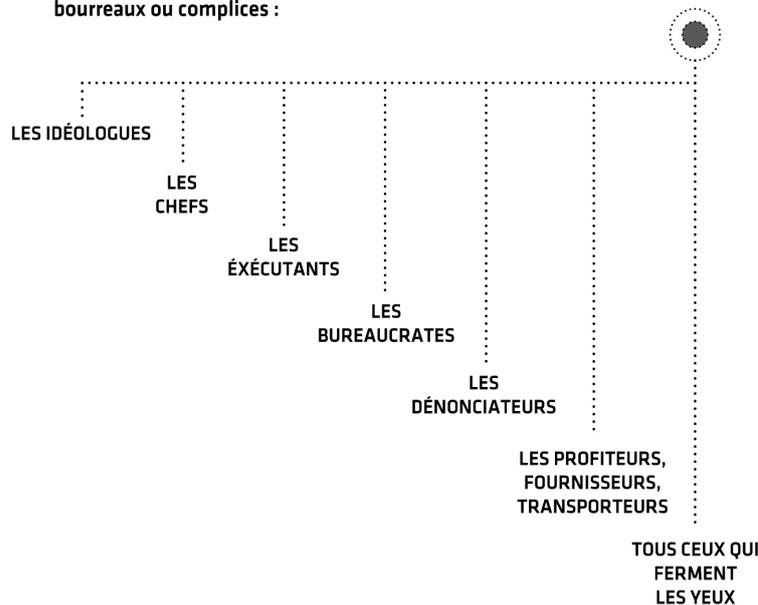
Leslie Davies, consul américain lors du génocide arménien en 1915 :

« Cette besogne était non seulement accomplie par des Kurdes, mais le plus souvent par des gendarmes qui encadraient les convois de déportés ou par des compagnies armées, appelées les Tchétés. Il s'agissait d'anciens bagnards qu'on avait remis en liberté uniquement pour qu'ils tuent les Arméniens. »

Théodore Sindikubwabo, Hutu, président du Rwanda, faisant référence aux milices Interahamwe à la radio nationale rwandaise :

« Les traîtres qui veulent nous exterminer, vous les connaissez mieux que moi. Désignez-les pour qu'on s'en occupe. [...] »

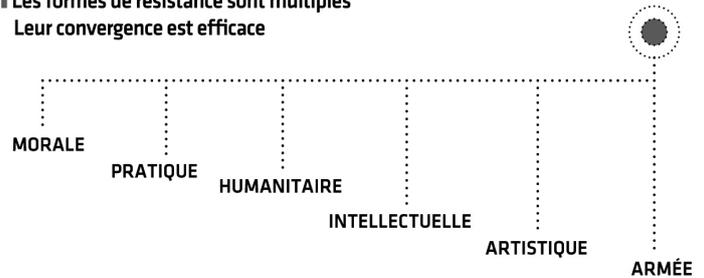
La chaîne criminelle implique de nombreux participants, bourreaux ou complices :



L'atteinte à la dignité humaine et la déshumanisation sont devenues systématiques

Les victimes sont des animaux que l'on tatoue, que l'on transporte en wagons à bestiaux, comme au Camp des Milles, ou que l'on abat, tout simplement.

Les formes de résistance sont multiples Leur convergence est efficace



Surmonter sa peur pour réagir

Joséphine Dusabimana, Hutu rwandaise, témoignera :

« Quand je cachais quelqu'un, je me disais : "S'il meurt, moi aussi je mourrai", et tant qu'il était chez moi, j'étais terrifiée. La mort qui aurait pu le frapper pouvait aussi m'atteindre. »

Félicia Combaud raconte les actions de Tsiganes dans le camp où elle est internée :

« Il y avait des Tsiganes. Ces Tsiganes ont fait des choses pour nous formidables, pour les Juifs.

Parce qu'il y a eu quelques évasions, et pour s'évader, c'était pas facile, parce qu'on était gardés. Ils avaient trouvé, eux, le système : ils se réunissaient, ils simulaient une bagarre, et pendant ce temps, quelques Juifs pouvaient s'évader. »

Devenir criminel, complice, passif ou résistant ? La responsabilité de chacun est engagée

ACCEPTER REFUSER

OBÉIR DÉSŒBIR

Ne rien faire, c'est laisser faire

Arnaud MERCIER

LA PROPAGANDE OU L'ART DE GAGNER LES ÂMES AVANT DE PASSER AUX ACTES

S'il est une constante de l'histoire politique, c'est bien celle qui fait de la justification de ses actes une étape indispensable au passage à l'acte, y compris (et surtout) dans le cas des pires recours à la violence physique. À cet égard, la violence verbale a toujours accompagné mais aussi précédé les exactions. Un travail de propagande est en effet un préalable au conditionnement du plus grand nombre pour justifier les pires horreurs et les faire accepter par tous, voire même les faire désirer. Comme toute propagande, plus le procédé sera grossier, répétitif, simpliste, plus il aura de chance d'opérer efficacement... hélas ! Cette propagande utilise, comme la tragique histoire du XX^e siècle l'a montré, plusieurs leviers, activés seuls ou de concert. Dressons-en ici un bref panorama.

Le mensonge, qui, infiniment répété, finit par devenir une vérité aux oreilles de ceux qui y sont soumis sans cesse. L'appel à la violence et au meurtre se nourrit fort bien de faux grossiers, comme le célèbre pseudo protocole des Sages de Sion qui alimenta et alimente encore les fantasmes antisémites de ceux qui cherchent tous les prétextes pour haïr les Juifs. Mais des régimes élus démocratiquement peuvent aussi faire croire à marche forcée à l'existence « d'armes de destruction massives » pour envahir un pays certes hostile mais qui n'avait aucunement les moyens d'attaquer militairement une superpuissance comme les États-Unis.

La dévalorisation d'autrui, qui est allée souvent de pair avec la déshumanisation de ses ennemis. Cette déshumanisation sert alors d'utile préalable pour permettre aux futurs tortionnaires et exterminateurs de se débarrasser de tout cas de conscience, puisqu'ils seront appelés à tuer non pas des hommes, mais des « sous-hommes », des « dégénérés », des « rats », des « cafards », de la « vermine »... Ainsi, les

Hutus n'ont pas agi différemment au Rwanda vis-à-vis des Tutsis que les Nazis vis-à-vis des Juifs et des Tziganes.

La dénonciation d'un complot présumé est aussi une construction intellectuelle qui fait florès dès lors qu'il faut justifier les pires violences, y compris sous forme de mesures agressives dissuasives, avant que le complot ne s'accomplisse et que les traîtres masqués, forcément masqués et donc sournois ne passent à l'offensive.

La menace de l'invasion est également un argument souvent utilisé dans l'histoire pour mettre en place des « guerres préventives », et pour renier les droits élémentaires dus à la personne humaine et au peuple. Le génie de Georges Orwell dans *1984* tient ainsi à sa façon de souligner qu'un régime autoritaire se nourrit de sa capacité à créer un climat obsidional, un climat de guerre, entretenus plus ou moins artificiellement, comme c'est le cas encore aujourd'hui dans la très paranoïaque Corée du Nord. Toutes les formes de nationalisme, d'irrédentisme, de défense d'un -isme, s'abreuvent de ces supposées menaces, dont la moindre micro-manifestation est montée en épingle pour mieux montrer à quel point le régime est vigilant et la menace est grande. Et si la réalité ne subvient pas aux besoins de justification, alors il suffira de la créer, comme lors de ces procès communistes à Moscou ou Pékin, où d'anciens dignitaires qui ont le tort de n'être plus assez dans la ligne du Parti ou du Grand Timonier, s'autoflagellent, s'accusent des pires turpitudes complotistes, après de longues journées de torture, pour justifier le châtiement qu'ils vont recevoir et servir une dernière fois les visées du régime totalitaire qui désormais les broie, après avoir eux-mêmes broyer tant d'autres.

L'argument de la pureté est aussi fortement mobilisé dans les pires heures de la propagande politique. Le peuple, la classe sociale, le parti, la nation, l'ethnie, sont menacés du pire : la souillure, la décomposition, la dégénérescence. Parce que des forces autres - qui ont pour principale tare d'être autres - prétendent avoir une autre vision du monde, une autre culture, d'autres us et coutumes, ou pire : une autre couleur de peau ! La perte des repères, de l'identité, le risque de la dilution, de la submersion deviennent des risques qu'il faut combattre en repoussant, rejetant (exterminant au besoin), la différence, les « alter » pas du tout « ego », encore moins égaux ! Les Blancs doivent vivre séparés des Noirs en régime d'Apartheid ; les Chrétiens d'Orient doivent être pourchassés et les vestiges de civilisations pré-islamiques dynamités pour laisser place nette à une religion pure, conforme aux visées néomessianiques de barbus enturbannés qui n'ont pour seul credo que le retour à une supposée pureté de la religion du temps du Prophète.

La vérité ou plus exactement la certitude de détenir la vérité, sert hélas aussi, bien des fois, à justifier les pires débordements. Que cette vérité soit révélée ou scientifique, adossée à un livre sacré ou à des lois prétendues historiques, partout elle peut faire les mêmes dégâts. Car ceux qui la reçoivent et s'en font les dévoués zéloteurs, n'arrivent plus, très vite, à supporter que le dogme qu'ils révèrent ne soit pas reconnu comme vérité par les autres. À coup de sabre ou de goupillon, de cimenterie ou de bûcher, d'asile psychiatrique ou de camp de rééducation, à chaque fois la même menace, la même intimidation, les mêmes dispositifs de coercition, pour imposer sa foi, sa doctrine, pour faire abjurer l'autre de ses erreurs de jugement, lui faire admettre son défaut de perception ou bien l'éliminer si vraiment il persiste dans son erreur. Le XX^e siècle fut bien le funeste siècle des camps (de travail, de rééducation, d'extermination...) celui où les « fautifs » de tous bords ont dû expier leur faute, leur crime : celui de ne pas croire à la doctrine officielle qui pourtant s'imposait d'elle-même puisque vraie ! De ce point de vue, la politisation de la psychiatrie, attestée dans nombre de régimes communistes, correspondait à une certaine rationalité. Elle ne fut pas qu'un cynique détournement des acquis du freudisme pour mettre à l'écart des opposants politiques. En effet, si Marx a démontré les étapes de l'Histoire sous forme d'une loi, celle du matérialisme historique, alors seul un « fou » peut en nier l'existence et s'opposer au régime qui n'affiche pour seule ambition que de l'appliquer pleinement. Nier le matérialisme historique est aussi « fou » que

de nier que $1+1 = 2$. Et la psychiatrie semble fondée à « résoudre » ce dérangement mental.

L'essentialisation figure en bonne place dans notre catalogue des arguments propagandistes mis au service des basses besognes. La propagande répugne à la subtilité, au décorticage fin des spécificités des situations ou des personnes. Elle englobe, elle agrège, grossièrement, elle essentialise, faisant des individus les porteurs irrévocables d'une identité collective assignée ou héritée, qui les condamne à n'agir que comme tous ceux de leur classe, de leur race, de leur religion, de leur nation, de leur ethnie... Grâce à ce procédé de généralisation, niant à chacun sa personnalité pour la plaquer et la réduire à une pseudo essence collective, tout membre du même groupe est assimilable à des caractéristiques communes. Et si ces caractéristiques sont imposées par les dominants, qu'ils utilisent toutes les ficelles sus-décrites, pour faire de cette essence une figure criminelle et honnie, alors chaque personne est un danger et son internement, son rejet, son élimination deviennent plus facilement légitimes et désirables. Là où la démarche humaniste s'emploie à reconnaître en chaque homme sa part d'humanité, à respecter la personnalité de chacun, la démarche propagandiste annihile les différences, efface les personnes derrière des essences.

L'ensemble de ces « vieilles recettes » politiques jouant sur la peur de l'autre et de la différence, excitant les instincts les plus vils, criminalisant tous ceux qui ne sont pas du même avis ou du même bord, perdurent aujourd'hui. La guerre déclarée aux valeurs de l'Occident de fous de Dieu décapitant à tue tête, pour revenir à un idéal moyenâgeux, sert ainsi, en miroir, de prétexte à certains pour tomber dans l'amalgame, voyant derrière tout musulman un terroriste en puissance qu'il faut donc chasser.

Dans un monde globalisé, les nations et les cultures doivent apprendre à cohabiter de façon plus forte, avec son lot d'inévitables frottements. Les dévots de la pureté reprennent alors de la vigueur, exhortant à défendre leur identité menacée de dilution, quand ce n'est pas du délirant fantasme du « grand remplacement » que les « identitaires » dénoncent dans la fadosphère numérique où leurs idées nauséuses trouvent refuge. La race blanche, le peuple français, les vrais gaulois, les Européens (c'est selon) subiraient une pression démographique telle qu'à très court terme, les hordes de barbares deviendront majoritaires en France ou en Europe. L'invasion contemporaine se ferait donc à bas bruit, elle n'en serait que plus pernicieuse.

Et la manière dont des médias plus généralistes, comme *Valeurs actuelles*, relaient complaisamment ce type de perceptions délirantes, en plus des militants du Front national, montre que ces idées progressent et gagnent des têtes en mal de vérités nouvelles à croire, d'ennemis à combattre, de boucs émissaires à charger de toutes les impasses de nos sociétés en crise. Et pour gagner les cœurs, rien ne vaut de bons vieux mensonges, sur les chiffres de l'immigration clandestine, sur le caractère criminogène de certains peuples, sur des complots nouveaux... (l'imagination destructrice de l'être humain vis-à-vis de son prochain pouvant être sans borne, permettez-moi de cesser là cette énumération sans fin).

À cet égard, la notion de bataille des idées a un noble sens : lutter contre les mensonges, les simplifications, les généralisations abusives, les vérités assénées, en prônant le doute méthodique, en faisant l'éloge de la complexité, en exhortant à la lucidité et à l'esprit de finesse, en recherchant la vérité telle qu'elle est, voilà un combat argumentatif qu'il convient de mener. Car l'installation d'idées fausses et d'errements intellectuels est le coup de force rhétorique qui a toujours ouvert la voie aux coups de force physique.

Arnaud Mercier

**Professeur en information – communication
à l'université Panthéon-Assas (IFP)**

Après-
demain

BON DE COMMANDE

Commandez en ligne sur www.fondation-seligmann.org (rubrique Kiosque)

Commandez par courrier

Règlement à adresser à : **Après-demain – BP 50 019 – 75721 Paris Cedex 15**

Accompagnez votre bon de commande d'un mandat administratif ou d'un chèque. Vous recevrez une facture sous huitaine.

	Offre papier	Offre numérique	Formule intégrale
<i>Descriptif des abonnements</i>	<i>Recevez chaque trimestre le journal Après-demain chez vous.</i>	<i>Retrouvez chaque trimestre le journal Après-demain sur votre espace abonné. Accès illimité aux archives du journal (de 1957 à nos jours).</i>	<i>Recevez chaque trimestre le journal Après-demain chez vous et sur votre espace abonné. Accès illimité aux archives du journal (de 1957 à nos jours).</i>

Abonnement annuel* :

- Ordinaire	34 €	34 €	Tarif unique de 54 €
- Étudiants, syndicalistes	26 €	26 €	
- Groupés (5 et plus)	26 €	-----	
- Étranger	51 €	34 €	

	Version papier	Version numérique
Prix du numéro* :		
- France	9 €	9 €
- Étranger	11 €	9 €
Collections reliées* :		
- Des numéros par année avant 2007	34 €	-----
- Collections reliées des années 2007-2008, 2009-2010, 2011-2012	60 €	

*Remise librairie : 10% - TVA non applicable (Art. 293 B du CGI)

Ma commande :

Montant total de la commande :€

Mes coordonnées :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Adresse e-mail :

Contactez-nous : apres-demain@fondation-seligmann.org

Catherine WIHTOL DE WENDEN

IMMIGRATION, PRÉCARITÉ, DANGERS OU LEVIERS POLITIQUES ?

Les récents incidents survenus à l'occasion du déplacement des camps improvisés de la station de métro « Porte de la Chapelle » et à Calais et Sangatte en juin 2015, comme à Vintimille suite à la fermeture de la frontière par la France, ont mis l'accent sur les stratégies de visibilité et d'invisibilité déployées par les pouvoirs publics pour répondre à la question des arrivées récentes de migrants et de demandeurs d'asile, en France comme dans les autres pays européens. De fait, l'Europe, première destination migratoire au monde, est aujourd'hui en proie à l'arrivée exceptionnelle de flux migratoires provenant essentiellement de crises politiques : la corne de l'Afrique (Érythrée, Somalie), le Soudan, la Syrie (4 millions de personnes ont quitté le pays), l'Irak. Plus de 625 000 demandeurs d'asile se sont adressés à l'Union européenne en 2014¹, un chiffre jamais atteint depuis les années 1950, au temps de la convention de Genève de 1951. En France, les flux annuels de 2014 ont atteint 200 000 entrées, un chiffre assez stable composé essentiellement de regroupements familiaux et de conjoints de Français, d'étudiants, de demandeurs d'asile, d'Européens titulaires de la libre circulation et d'entrants sur le marché du travail, devenus minoritaires. La partie la plus précaire et non comptabilisée de ces populations concerne les sans-papiers, mineurs isolés, demandeurs d'asile déboutés et migrants irréguliers à la recherche de travail.

LA PRÉCARISATION, FRUIT DU DÉFAUT DE SOLIDARITÉ EUROPÉENNE ET DE LA STRATÉGIE DE DISSUASION

Un premier facteur de précarisation récent est le refus des pays européens, en mai 2015, d'accepter les quotas de demandeurs d'asile proposés aux États européens par la Commission européenne² : 40 000 personnes en tout, pour un continent de 505 millions d'habitants, à raison de 17 000 pour l'Allemagne, 13 000 pour la France, 12 000 pour l'Italie, en fonction de la population de chaque pays européen et de son PIB. Les récentes négociations de juillet 2015 se sont fixés le chiffre de 32 000 personnes à accueillir. En septembre 2015, le président Juncker a proposé l'accueil

permanent et obligatoire de 120 000 demandeurs d'asile à accueillir entre pays européens et les pays dits de Visegrad (Europe centrale et orientale) ont refusé cette forme de solidarité. L'Allemagne a néanmoins amorcé un tournant quand Angela Merkel a annoncé que son pays était prêt à accueillir 800 000 demandeurs d'asile au cours de l'année 2015. Mais l'image de l'Europe, déjà fragilisée par la situation grecque et par l'abandon de l'Italie et de la Grèce par les autres pays européens dans leur gestion des nouveaux arrivants sur leurs côtes, ajoute au souverainisme isolationniste qui semble l'emporter sur le partage des responsabilités. 40 000 personnes sont mortes en Méditerranée depuis 1990 et 29 000 depuis 2000. La solidarité a fait si cruellement défaut que l'Italie a lancé, en novembre 2013 et jusqu'en novembre 2014, suite au décès de 366 morts au large de l'île sicilienne de Lampedusa, en octobre 2013, l'opération « *Mare Nostrum* » pour venir au secours des naufragés, sauvant davantage de vies que Frontex, l'instrument de mise en commun des polices européennes pour contrôler les frontières extérieures de l'Europe. L'opération est maintenant diligentée par « Triton », l'un des outils de contrôle de Frontex. À Calais et Sangatte, points de départ du tunnel sous la Manche, des Africains sub-sahariens, des Afghans et des Irakiens campent, par tous les temps, avec le secours d'associations, dans l'espoir de pouvoir gagner le Royaume-Uni, où ils sont nombreux à avoir des liens. Ils cherchent souvent à ne pas demander l'asile en France, comme l'exige le règlement de Dublin II. Chaque pays se renvoie la balle et feint d'ignorer que le sud de l'Europe, plus pauvre, accueille l'essentiel des nouveaux arrivants. En France, les demandeurs d'asile n'avaient pas le droit de travailler jusqu'à la nouvelle loi sur l'asile, ce qui les rend dépendants des pouvoirs publics pour leur subsistance.

Près de la moitié des migrants en situation régulière sont en recherche de travail. Beaucoup d'entre eux sont entrés dans une période plus faste et se sont retrouvés licenciés au moment de la désindustrialisation, sans perspective d'emploi faute de qualification suffisante. Ils viennent grossir le flux des migrants à la recherche d'emplois « au noir ». Autres précaires : les femmes isolées et les mineurs non accompagnés. Tous

ces flux migratoires sont rendus particulièrement visibles par leurs politiques de gestion qui veulent privilégier la dissuasion à l'accueil ordinaire, considérant que, plus les nouveaux venus sont mal accueillis, plus la dissuasion de venir en France sera efficace. Depuis plus de vingt ans de dissuasion et de répression, on ne peut pas dire que la stratégie ait fonctionné. Les flux ont continué à se poursuivre, au rythme des crises qui entourent l'Europe et des espoirs de réaliser son projet quand chez soi il n'y a pas d'espoir. Cette manière de faire comporte l'inconvénient d'alimenter l'impression fautive de masses de pauvres à l'assaut de l'Europe alors que les migrants transcontinentaux sont rarement les plus pauvres et qu'ils ne viennent pas prioritairement pour y trouver une aide sanitaire et sociale mais pour y travailler. Elle donne à voir la précarité à ciel ouvert due au défaut de statut de migrant régulier, d'interdiction de travailler, de maintien durable dans des campements indignes. C'est la plus mauvaise stratégie que l'on puisse développer, qui favorise le discours de l'extrême droite sur « la misère du monde » et l'impossibilité d'intégrer ces indésirables et qui fournit à l'extrême gauche un argument pour mobiliser contre les politiques publiques.

PRÉCARISATION ET PRÉCARITÉ, LEVIERS POLITIQUES ?

L'attitude des gouvernements consiste à théâtraliser la précarité pour donner plus de légitimité à leurs politiques de refus de nouveaux entrants ou pour obtenir plus de subsides publics. Cela a été le cas en Italie et en Grèce où l'accueil de nouveaux arrivants est devenu une ressource pour l'obtention de fonds publics, nationaux et européens. En France, on l'a vu à Vintimille en juin 2015, quand quelques 400 Africains subsahariens se sont vu refuser l'accès à la frontière française au motif de sa fermeture pour cause d'arrivées exceptionnelles de nouveaux migrants et demandeurs d'asile. La visibilité donnée à cet épisode était, semble-t-il, tournée vers la volonté de donner des gages de gestion rigoureuse des frontières nationales à ceux qui plaident pour leur fermeture et pour l'arrêt des migrations, avec le risque de donner l'impression d'une « invasion » soudaine mal maîtrisée.

Plus les canaux légaux d'entrée sont difficiles à franchir et plus les frontières sont fermées au plus grand nombre, plus les trafics de passage clandestin sont prospères et plus les migrants qui ont réussi à passer vont se sédentariser dans la précarité, faute de pouvoir effectuer des allers-retours. À l'inverse, plus les voies légales d'entrée sont diversifiées, moins les demandes d'asile constituent des flux mixtes, mêlant l'asile à l'immigration économique, et plus les migrants font des allers et retours. On l'observe pour ceux qui ont des statuts plus confortables, comme les

Européens, les non communautaires résidents de longue durée, qui vivent parfois dans leur pays d'origine une partie de l'année, pour les porteurs de visas à entrées multiples et pour les doubles nationaux. **La précarisation entraîne la sédentarisation. Les statuts consolidés avec des frontières ouvertes pour ceux qui les franchissent légalement favorisent la circulation migratoire et les vies mobiles**, au gré des opportunités. Ce schéma, confirmé par les migrations de l'Est, où les nouveaux Européens se sont installés dans la mobilité, fonctionne aussi pour les migrations du Sud : ainsi la Turquie, le plus grand pays d'immigration vers l'Europe (4,4 millions de Turcs dans l'UE), a aujourd'hui un solde migratoire négatif, avec plus de retours en Turquie que de départs vers les pays européens. Elle demande un allègement, voire une suppression des visas pour ses ressortissants, permettant plus de mobilité dans leurs trajectoires. Quant aux « Roms », nombreux à bénéficier, quand ils appartiennent à un pays de l'Union, de la liberté de circulation, d'installation et de travail en Europe, ils font des allers-retours entre leur point de départ et un point de chute en Europe de l'Ouest. Ils ne se sédentarisent durablement que lorsqu'ils sont précaires quant à leur séjour, s'ils viennent de pays de l'ex-Yougoslavie non encore entrés dans l'Europe, comme on l'a vu pour l'affaire « Leonarda » en 2013.

Il y a bien d'autres formes de précarisation des migrants et des générations qui en sont issues comme les pratiques discriminatoires dans les quartiers d'exclusion, à l'école, dans l'accès au travail, au logement. Beaucoup de ces formes de mise à l'écart, destinées à séparer les populations dites « à problèmes » sont le terreau des difficultés futures : non seulement elles alimentent un discours xénophobe sur l'impossible « vivre ensemble », mais elles favorisent aussi le repli identitaire autour de formes de rejet de la citoyenneté qui peut se concentrer sur le rejet du projet républicain car ses valeurs ne sont pas respectées et sur le refuge dans l'islamisme, comme alternative à la citoyenneté refusée. Beaucoup de parcours d'islamistes radicaux prennent leurs racines dans ces enchaînements d'espoirs d'égalité bafouée et de discriminations accumulées. Ainsi, l'ethnicisation des questions sociales alimente les fractures du projet républicain de communauté politique, donne des arguments aux discours islamophobes et anti-immigration, faisant le lit des pratiques xénophobes et des violences futures.

Catherine Wihol de Wenden
Sociologue et politologue
Directrice de recherche au CNRS (CERI)

1. Eurostat, 20 mars 2015 : http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Asylum_statistics/fr

2. Commission européenne, le 27 mai 2015 : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-5039_fr.htm

Sylvain CRÉPON, Alexandre DÉZÉ et Nonna MAYER

POURQUOI LE FRONT NATIONAL N'EST PAS VRAIMENT UN « NOUVEAU » PARTI

Depuis que Marine Le Pen a pris la tête du Front national, en janvier 2011, l'idée que son parti a changé s'est imposée dans le champ médiatique : « Le nouveau FN de Marine Le Pen » (lemonde.fr, 7 septembre 2011) ; « Marine Le Pen esquisse les traits d'un "nouveau" Front national » (lefigaro.fr, 25 avril 2012) ; « Laurent Lopez ou la victoire du nouveau FN » (bfmtv.fr, 13 octobre 2013) ; « Les nouveaux visages du Front national » (leparisien.fr, 1^{er} avril 2014). Et cette transformation supposée serait la clé de son succès. Si depuis 2011 la dynamique électorale et militante¹ du Front national est indéniable, l'idée d'un changement partisan radical ne résiste pas à l'examen diachronique des quatre principales dimensions constitutives du parti² : la stratégie, le programme, le leadership et l'électorat.

UNE STRATÉGIE DE « DÉDIABOLISATION » ANCIENNE

La « dédiabolisation » appartient au répertoire stratégique ordinaire du FN³, engagé dès l'origine dans un processus de « respectabilisation » destiné à diversifier ses soutiens. Quand Marine Le Pen annonce

au congrès de 2011 qu'elle veut « transformer le Front national » pour en faire un « parti renouvelé, ouvert, efficace », un « instrument puissant [...] de conquête du pouvoir »⁴, elle renoue avec la ligne stratégique adoptée une trentaine d'années plus tôt, au moment où le parti se lance ouvertement à la « conquête du pouvoir » – pour reprendre le mot d'ordre du congrès du FN qui se tient à Nice en 1990. Bien plus, elle reprend à son compte la plupart des actions qui avaient été lancées à l'époque, notamment l'euphémisation du discours (hier la « préférence nationale », aujourd'hui la « priorité nationale »), la création d'une structure d'accueil périphérique permettant aux néo-ralliés de ne pas subir les coûts liés au port de l'étiquette frontiste (hier le « Rassemblement national », aujourd'hui le « Rassemblement bleu marine »), la politique de main tendue en direction de la droite (hier le « programme minimum commun », pour les élections régionales de 1998, aujourd'hui la « charte d'action municipale au service du peuple français », pour les élections locales de 2014). Ou encore la création de groupes d'experts ayant pour vocation de doter le FN d'un « arsenal intellectuel et technique »⁵ (hier le « Conseil scientifique » du Front national, aujourd'hui le *think tank* « Idées nation »),

le lancement de groupes satellites visant à étendre la sphère d'influence du parti au sein de la société civile (hier, les « cercles du FN », aujourd'hui, les « collectifs thématiques »), et la captation de personnes-ressources censées attester la normalité politique du parti (hier l'énarque Jean-Yves Le Gallou ou l'universitaire Jules Monnerot, aujourd'hui l'avocat Gilbert Collard ou l'humoriste Jean Roucas). De ce point de vue, le FN de Marine Le Pen s'inscrit bien dans la continuité du FN paternel.

DES FONDAMENTAUX PROGRAMMATIQUES INCHANGÉS

De même le programme mariniste respecte les fondamentaux du parti : le rejet du « système » (« l'UMPS », la « Caste »), la préférence nationale, la défense de la nation, la critique de l'Union européenne, le rejet de « l'immigration massive », l'islamophobie, le principe de mise en corrélation du chômage et de l'insécurité avec l'immigration, l'anti-mondialisme, la restauration de la souveraineté populaire par « l'instauration du référendum d'initiative populaire », la décadence ou encore le rétablissement de la peine de mort. Même la thématique sociale, souvent présentée comme novatrice, figure depuis longtemps dans les orientations du parti. La rupture avec les positions ultralibérales date du début des années 1990, en lien avec l'évolution de la composition sociologique de l'électorat frontiste, qui compte à partir de cette date un nombre croissant d'ouvriers, d'employés et de chômeurs. En 1992, le FN sort une brochure intitulée « 51 mesures pour faire le point sur le social ». Dès lors, l'un de ses principaux slogans devient : « Le social, c'est le Front national » (repris par Marine Le Pen en 2011). Ce qui ne suffit pas à faire du FN un parti de gauche, puisque toutes les mesures sociales préconisées sont relues au prisme de la préférence nationale. S'il y a bien quelques innovations repérables, elles sont soit marginales, soit de façade. Ainsi, sans être résolument nouveau, le discours frontiste sur la République occupe une place plus importante que par le passé. Mais sa finalité apparaît en dernier ressort conforme à l'orthodoxie frontiste, puisqu'il vise surtout à dénoncer l'islam présenté comme incompatible avec les fondements du système politique français⁶. De même, Marine Le Pen a pu annoncer à l'issue des élections municipales de 2014 qu'elle n'entendait pas faire des villes frontistes nouvellement conquises des « laboratoires idéologiques » du parti, affichant une claire volonté de rupture avec la gestion critiquée des anciennes municipalités FN. Mais

les premières mesures prises par les nouveaux maires frontistes s'inscrivent dans la continuité frontiste, de la suppression des locaux pour les associations de défense des droits de l'homme à Hénin-Beaumont à la résiliation des abonnements à *Libération* et au *Figaro* à la médiathèque de Fréjus.

UN LEADERSHIP DIFFÉRENT ?

Le renouvellement du leadership frontiste en 2011 constitue l'une des principales nouveautés dans l'histoire récente du FN. Pour la première fois en quarante ans, les adhérents du parti ont élu un nouveau président. Bien que doublement héritière de Jean-Marie Le Pen, puisqu'elle est sa fille et occupe ses anciennes fonctions, Marine Le Pen a été rapidement considérée comme en rupture avec le modèle paternel, notamment en raison de sa prise de distance avec certaines de ses positions. Cette image s'est appuyée sur la construction médiatique d'un portrait *ex adverso* de Jean-Marie Le Pen, décrit comme un « boulet » pour le parti et « nuisant à Marine Le Pen dans sa stratégie de conquête du pouvoir »⁷. Il existe indéniablement des différences et des tensions entre la nouvelle présidente du FN et son père. Elles ont atteint une dimension paroxystique à la suite de la publication de l'interview de Jean-Marie Le Pen dans le journal d'extrême droite *Rivarol* en avril 2015, pour finalement se conclure en août par l'exclusion du président d'honneur du parti. Cette opposition entre le père et la fille est couramment avancée par certains des nouveaux électeurs frontistes pour justifier leur vote⁸. Pourtant, les différences sont plus ténues qu'il n'y paraît. Ainsi, lorsque Marine Le Pen compare les prières de rue sur la voie publique à une « occupation » (11 décembre 2011 ; propos réitérés le 1^{er} juillet 2013)⁹ ; lorsqu'elle propose de « dé-rembourser » ce qu'elle appelle les « avortements de confort » (8 mars 2012) ; lorsqu'elle envisage de « supprimer » le voile et la kippa dans l'espace public (21 septembre 2012) ; lorsqu'elle affirme que la France est « la maîtresse des États-Unis » et la « catin d'émirs bedonnants » (15 septembre 2013) ; lorsqu'elle stigmatise « l'idéologie du métissage » qui aurait pour effet de « camoufler l'extinction accélérée de la diversité des sociétés humaines » (30 novembre 2014) ; lorsqu'elle justifie l'utilité du recours à la torture dans le cas d'affaires terroristes (10 décembre 2014)... la nouvelle présidente du FN reproduit fidèlement le discours de son père, avec son registre eschatologique, son vocabulaire emphatique, ses propositions radicales. Par ailleurs, Marine Le Pen

n'est peut-être ni antisémite ni négationniste, elle voit dans les camps nazis tout sauf un détail, « le summum de la barbarie », mais elle n'a jamais clairement condamné les propos de son père, y compris lorsqu'il a évoqué, en juin 2014, la possibilité de faire une « tournée » d'artistes français hostiles au parti. Contrairement à ce qui a été rapporté par la plupart des médias, ce ne sont pas les propos tenus par son père qu'elle a qualifiés de « faute politique »¹⁰, mais le fait qu'il n'ait pas « anticipé l'interprétation qui serait faite de cette formulation ». Il aura fallu attendre l'interview de *Rivarol* pour que Marine Le Pen désavoue publiquement son père. Par ailleurs comme lui, elle a été privée d'immunité parlementaire suite à une plainte du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) pour ses propos sur l'« occupation » des rues par les musulmans en prière. Et elle continue d'entretenir des liens avec des mouvements et des personnalités sulfureuses¹¹.

DES BASES ÉLECTORALES RELATIVEMENT STABLES

L'élection de Marine Le Pen à la présidence du FN n'a pas non plus bouleversé la géographie et la sociologie de ce vote. Ses zones de force se situent encore à l'Est d'une ligne Le Havre-Valence-Perpignan (exception faite de la vallée de la Garonne), plus particulièrement dans le Nord-Est de la France et autour du bassin méditerranéen. Le FN continue de progresser là où il s'est historiquement implanté, élargissant son audience à la périphérie des villes et dans les campagnes. Lors des scrutins de 2014-2015, il a certes enregistré des scores inhabituellement élevés dans l'Ouest, et plus particulièrement dans le Nord-Ouest (en Mayenne ou en Ille-et-Vilaine), mais ils restent inférieurs à sa moyenne nationale¹². Et les grands traits de cet électorat n'ont pas changé¹³. Il se situe majoritairement à droite. Il accorde une importance disproportionnée aux enjeux de l'immigration et de l'insécurité. Le niveau de diplôme reste la première variable explicative de leur choix. C'est chez les employés et les ouvriers qu'il fait ses meilleurs scores. Le seul changement notable est la percée de Marine Le Pen dans l'électorat féminin (très nette à l'élection présidentielle de 2012, moins dans les consultations municipales et européennes de 2014 et départementales de 2015), en particulier dans un prolétariat des services, très touché par la crise.

Au total c'est moins le Front national qui a changé, que son image dans l'opinion. Une image virtuelle

construite par des sondages et des médias qui ont consacré sa « nouveauté » avant même que Marine Le Pen ait entrepris la moindre opération de rénovation.

Sylvain Crépon

**Maître de conférences en science politique à l'université François-Rabelais de Tours
Chercheur au LERAP**

Alexandre Dézé

Maître de conférences en science politique à l'université de Montpellier et chercheur au CEPEL

Nonna Mayer

Directrice de recherche CNRS émérite au CEE à Sciences Po

1. Rappelons que le FN arrive en tête de tous les partis aux Européennes de 2014 avec plus de 25% des suffrages exprimés, et dépasse ce score lors des départementales de 2015. Et il compte 22 000 adhérents à jour de leurs cotisations au congrès de Tours (16 janvier 2011), 42 100 au Congrès de Lyon (24 octobre 2014), 51 551 à la veille du congrès postal sur la réforme de statuts (6 mai 2015).

2. Cette continuité est le fil directeur du livre de Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015. Voir aussi Alexandre Dézé, *Le « nouveau » Front national en question*, Paris, Éditions de la Fondation Jean Jaurès, 2015.

3. Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992 ; Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012.

4. Marine Le Pen, discours de clôture du congrès du Front national, Tours, 16 janvier 2011.

5. Source : <http://ideesnation.fr/p/propos-de-club-idees-nation.html> (consultation : juin 2011).

6. Cécile Alduy, Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Le Seuil, 2015.

7. « Exclusif FN : Jean-Marie Le Pen, un boulet pour Marine Le Pen, selon une majorité de Français », 20minutes.fr, 27 novembre 2014 ou « Le président d'honneur du FN "nuît" à la "stratégie de conquête du pouvoir" de Marine Le Pen », lexpress.fr, 27 novembre 2014.

8. Nadia et Thierry Portheault, *Revenus du Front. Deux anciens militants FN racontent*, Paris, Grasset, 2014, p. 32.

9. Chez elle toutefois le terme « Occupation » est négativement connoté, stigmatisant les musulmans, son père au contraire juge que « l'Occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine » (*Rivarol*, janvier 2005).

10. « "Fournée" : Marine Le Pen condamne la "faute politique" de son père », lejdd.fr, 8 juin 2014.

11. « Frédéric Chatillon : la face cachée de Marine Le Pen », liberation.fr, 25 décembre 2014 ; « Marine Le Pen en Italie. L'ombre portée du MSI », droites-extremes.blog.lemonde.fr, 22 octobre 2011.

12. Joël Gombin, « Vote FN aux européennes : une nouvelle assise électorale », note de l'Observatoire des radicalités politiques, n° 9, Fondation Jean-Jaurès, septembre 2014.

13. Nonna Mayer, « Le plafond de verre électoral : entamé mais pas brisé », in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du vote FN*, op.cit.

Élie TENENBAUM

LES NOUVELLES GUERRES SONT-ELLES PIRES ?

Le pessimisme hérité des grandes tragédies du XX^e siècle nous appelle généralement à voir toutes les évolutions des modes de conflictualité comme participant d'un processus de brutalisation sans fin, menant l'humanité à toujours plus de « barbarie » – de l'hécatombe industrielle de la Grande Guerre aux usines de mort nazies et à l'avènement du feu nucléaire comme un lent chemin vers l'apocalypse. Les guerres d'aujourd'hui sont donc souvent perçues comme « pires » que celles d'hier et, sans doute, moins terribles que celles de demain. Le regard de l'historien mais aussi du stratège amène pourtant à nuancer de tels propos et à identifier ce qui, parmi les guerres que l'on dit – bien souvent à tort – « nouvelles », relève à proprement parler d'une évolution de la conflictualité, et atteste, au contraire, d'une certaine permanence, occultée par un imaginaire social et un registre de valeurs culturellement biaisé.

LA GUERRE RÉGULIÈRE DANS L'IMAGINAIRE SOCIAL

L'imaginaire social européen entretient généralement une conception très normative de la guerre, exprimant ainsi un certain nombre de caractéristiques à la fois morales, politiques et juridiques, mais aussi tactiques et stratégiques. Cet ensemble de normes qui guide aujourd'hui notre conception de « ce qu'est la guerre » ou de « ce qu'elle devrait être », puise ses origines dans les tréfonds de notre civilisation – avec des textes aussi fondamentaux que *l'Iliade* ou les livres des Juges et des Rois dans la *Bible* – mais a pour l'essentiel été formalisé entre le XVII^e et le XX^e siècle dans le cadre de la guerre dite régulière ou conventionnelle. Cette véritable construction sociale constitue un « mode de guerre »¹ à part entière qui s'articule autour de trois dimensions. Le premier axe de la guerre régulière est le développement continu de la puissance de feu et par là-même du paradigme de la guerre technologique et industrielle, depuis la généralisation de la poudre noire au XV^e siècle jusqu'à l'avènement de l'arme nucléaire en 1945². Ce développement de la puissance de feu s'est prolongé dans les dernières décennies

du XX^e siècle par le développement de la précision, qui, sans augmenter la force des explosifs, en a décuplé l'efficacité par l'emploi des munitions de précision guidées qui sont, depuis la guerre du Golfe, systématiquement employées sur tous les théâtres d'opérations. Un autre corollaire de ce développement est l'adoption, dès le XVII^e siècle, de formations tactiques linéaires (lignes, carrés, colonnes), souvent inspirées par des modèles antiques. Celles-ci permettent d'ordonner la progression pour maximiser la puissance de feu (feu roulant) ou de la coordonner avec la progression des forces de contact (tir de barrage). La combinaison du feu et du mouvement donne ainsi naissance à la manœuvre moderne qui évolue jusqu'au XX^e siècle où, sous l'effet de la massification de la guerre, elle engendre les notions de « front » et d'« arrière » qui continuent de structurer notre imaginaire collectif du conflit.

La seconde caractéristique du mode de guerre régulier est l'émergence de la discipline militaire qui transforme le corps social des guerriers en un instrument obéissant à la hiérarchie et, *in fine*, entièrement soumis à l'autorité politique. Cette évolution est concomitante de l'émergence de l'État moderne, wébérien, dépositaire du monopole de la violence légitime. Cette construction coïncide avec l'émergence, dès le XVII^e siècle (typiquement à l'occasion des traités dits de Westphalie), d'un droit international public, régulant, entre autres, les conflits armés. Sur le plan matériel, c'est le port de l'uniforme – introduit par Gustave Adolphe lors de la guerre de Trente Ans et vite adopté partout en Europe – qui incarne le mieux cette discipline et cette soumission du militaire à l'autorité politique. Également en cohérence avec la technicité croissante de l'art de la guerre (et donc sa professionnalisation), cette évolution contribue à faire de l'armée un corps social à part. Elle permet ainsi de fonder la distinction juridique entre combattants et non-combattants³. De cette séparation naît le *jus in bello*, droit international humanitaire des conflits armés, qui continue de guider notre perception d'un encadrement nécessaire de la violence de guerre. L'augmentation du nombre des pertes civiles dans les guerres du XX^e siècle, spécifiquement

du fait des bombardements non-discriminés, incarne une certaine divergence entre le premier axe et ce second, expliquant ainsi le dégoût et l'idée d'un retour à la guerre « barbare ». Inversement, le gain en précision avec l'introduction des nouvelles technologies à partir des années 1990 a semblé un temps réconcilier puissance de feu et discrimination civilo-militaire. Point de contact entre la tactique et la politique, la stratégie est la clé de voûte qui scelle l'unité de la guerre régulière. Prenant acte de la séparation des sphères civiles et militaires comme des nouveaux attributs matériels de la force armée, la stratégie régulière s'apparente à une « stratégie directe »⁴ où la force constitue le moyen principal et où l'objectif réside dans la neutralisation des armées de l'adversaire.

La guerre régulière se caractérise donc par une haute intensité en capital, des tactiques linéaires, des acteurs étatiques exclusifs et respectueux du système juridique international, et poursuivant une stratégie directe, ciblant les seules forces armées adverses. Pour dominant qu'il soit au sein de nos représentations de la conflictualité, ce mode de guerre est pourtant loin d'être le plus courant à l'échelle historique. Aveuglés par une mémoire collective sélective, nous percevons comme « nouvelle » toute forme de guerre ne répondant pas à ce schéma clausewitzien⁵, alors même qu'elles ont en fait constitué la majorité des conflits au cours des décennies et siècles passés⁶.

NOUVELLES GUERRES OU GUERRES IRREGULIÈRES ?

Les guerres perçues comme « nouvelles » et donc comme « pires » - au regard de notre conception normative de la guerre - sont dites irrégulières, c'est-à-dire en rupture avec le modèle structurant. En miroir avec ce dernier, cet anti-modèle combine lui aussi des éléments juridiques, politiques, stratégiques et tactiques. Mais parce qu'au contraire de la guerre régulière, la guerre irrégulière n'est pas le fruit d'un processus historique positif - elle n'est en fait qu'une labellisation occidentale rejetant en un bloc tout ce qui n'entre pas dans sa construction a priori -, l'irrégularité n'exprime pas toujours l'ensemble de ses propriétés. Ainsi, la non-conformité à un seul des trois attributs réguliers (puissance de feu ; distinction civilo-militaire ; stratégie directe) suffit parfois à qualifier certains conflits d'irréguliers.

Sur le plan tactique tout d'abord, l'irrégularité se caractérise avant tout par la guérilla que l'on peut définir comme « l'alternance inopinée de l'offensive

et de la retraite »⁷. Ses formes principales sont le raid et l'embuscade, pratiqués depuis des temps immémoriaux par les forces légères contre les unités lourdes, moins mobiles et aux déplacements plus prévisibles. La guérilla est bien connue en Occident où elle est employée depuis l'Antiquité, des Éburons contre Jules César aux partisans espagnols contre les hussards de Napoléon. Ce mode de combat évanescant y fut pourtant toujours mal aimé, jugé méprisable et déshonorant au regard d'une certaine conception de la valeur militaire, associée à la violence frontale, sans ruse et sans retraite. C'est à ce titre que les commandos alliés de la Seconde Guerre mondiale, bien qu'opérant en uniforme et respectueux du droit des conflits armés, furent souvent considérés comme « irréguliers » par les Allemands et ne pouvaient dès 1942, plus prétendre au statut de prisonniers de guerre⁸.

C'est cependant sur le plan socio-politique que se situe le principal attribut de l'irrégularité. À l'opposé du modèle régulier, elle refuse la distinction juridique entre combattants et non-combattants. L'absence d'uniforme pour le partisan est l'illustration symptomatique de cette non-conformité à la règle westphalienne. Se cachant parmi la population, l'exploitant pour son soutien matériel et moral, il expose ainsi les civils à la répression armée. Quant à son adversaire, même lorsqu'il est en uniforme, lui aussi sort du cadre de la régularité dès lors qu'il ne peut - ou ne veut - distinguer le « rebelle » du civil innocent. Cette indistinction explique la grande proportion de pertes civiles dans les guerres irrégulières, justifiant ainsi notre perception de celles-ci comme « pires » - et ce, même lorsque certaines guerres, parfaitement régulières, peuvent être plus meurtrières : la vie du soldat vaut moins que celle du civil.

La porosité irrégulière entre civils et combattants pose aussi la question de l'État. Si le « tyrannicide » avait jadis pu être légitimé par certaines doctrines philosophiques et théologiques, le système juridique international continue en revanche de postuler que toute action armée non-étatique apparaît comme irrégulière. Certes, la motivation politique permet généralement de distinguer le combattant irrégulier du simple bandit ; mais les réflexions récentes sur le mercenariat, le « *warlordisme* »⁹ ou encore le crime organisé conduisent aujourd'hui à nuancer cette barrière et à intégrer certaines de ces activités dans la guerre irrégulière.

Comme dans le cas de la guerre régulière enfin, les caractéristiques tactiques et politiques du mode de guerre irrégulier ouvrent la voie à un concept stratégique qui lui est propre. Au contraire de la stratégie

régulière, essentiellement directe et fondée sur la neutralisation des forces armées et la conquête du territoire de l'ennemi, la stratégie irrégulière est de nature plus indirecte et s'attache davantage à l'érosion de la volonté adverse et à la sape des arrières et notamment de la population civile. Plusieurs modes opératoires existent à cet effet : l'action psychologique, économique et sociale, la subversion ou le terrorisme sont autant de moyens de dérober le soutien populaire, tandis que le sabotage et le harcèlement par la guérilla, peuvent peser sur l'érosion de la volonté.

Les guerres d'aujourd'hui sont-elles « pires » que celles qui ont ensanglanté le XX^e siècle? Rien n'est moins sûr et personne ne devrait regretter les champs de bataille du passé. La conflictualité contemporaine correspond en revanche à un modèle plus éloigné de celui autour duquel continue de fonctionner notre imaginaire social. Au fur et à mesure que le système international s'émancipe de la modernité occidentale, il faut désormais prendre en compte les nouvelles expressions de la violence collective.

Élie Tenenbaum

Chercheur au Centre des études de sécurité
Laboratoire de recherche sur la défense (LRD)
Institut français des relations internationales

1. Stéphane Taillat, « Modes de guerre : stratégies irrégulières et stratégies hybrides », in Joseph Henrotin, Olivier Schmitt et Stéphane Taillat (dir.), *Guerre et stratégie: approches, concepts*, Paris, PUF, 2015, p. 253-267.

2. Trevor N. Dupuy, *The evolution of weapons and warfare*, New York, Da Capo Press, 1990.

3. Carl Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, traduit par Marie-Louise Steinhauser, Paris, Flammarion, 1992, p. 217.

4. André Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette, 1998, p. 62.

5. Carl Philipp Gottlieb von Clausewitz, est un officier général et théoricien militaire prussien. Il est l'auteur en particulier d'un traité majeur de stratégie militaire, *De la guerre*.

6. Meredith R. Sarkees, Frank W. Wyman et David Singer, « Interstate, intra-state, and extra-state wars. A comprehensive look at their distribution over time, 1816-1997 », *International Studies Quarterly*, n° 47, 2003, p. 49-70.

7. Carl Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, op. cit., p. 220.

8. « Hitlers Befehl über die Vernichtung von Kommandotrups und Fallschirmspringern [Kommandobefehl] », 18 octobre 1942, disponible à l'adresse : <http://www.documentarchiv.de/ns/1942/kommandobefehl.html>.

9. Thèse s'intéressant aux dynamiques politiques internes des États en effondrement selon laquelle des dynamiques politiques internes des États en effondrement tiendraient notamment au rôle des *Warlords* - seigneurs de la guerre - dans la politique des États. L'ascension de ses acteurs dans l'organisation institutionnelle des États témoignant d'une remise en question de l'autorité et du rôle traditionnellement connu de l'État.



CONCOURS 2015-2016 « VIVRE ENSEMBLE CONTRE LE RACISME » de la Fondation Seligmann

Appel à candidatures

Dans le cadre de son concours « VIVRE ENSEMBLE CONTRE LE RACISME », la Fondation Seligmann décerne, à la fin de chaque année scolaire, plusieurs prix d'un montant de 1 000 € récompensant la réalisation par des classes de collégiens, lycéens ou apprentis, seules ou avec les membres de la communauté éducative et les parents d'élèves, de projets traduisant leur désir du « vivre ensemble », leur refus du racisme et du communautarisme.

Ce concours est exclusivement réservé aux établissements de Paris, de l'Essonne et de la Seine-Saint-Denis, et les lauréats sont désignés par un jury choisi par le conseil d'administration de la Fondation qui se réunira en mai 2016 pour délibérer.

Le formulaire de candidature est disponible au téléchargement sur le site de la Fondation Seligmann : www.fondation-seligmann.org

Les candidatures sont à adresser par courrier postal ou électronique
à la FONDATION SELIGMANN - BP 50 019 - 75 721 PARIS Cedex 15

fondation-seligmann@fondation-seligmann.org

Avant le 15 avril 2016

Jean-Pierre DUBOIS

LA BRUTALISATION DE L'EUROPE DEPUIS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

« Le barbare est quelqu'un qui ne se comprend et ne se caractérise, qui ne peut être défini que par rapport à une civilisation [...]. Il n'y a pas de barbare sans une civilisation qu'il cherche à détruire et à s'approprier. »

Michel Foucault, *Il faut défendre la société*¹

La « boucherie » de 1914-1918 n'a pas seulement été une terrible saignée en termes humains et démographiques : elle a « brutalisé » pour longtemps les sociétés européennes [1], ramenant sur le continent des pratiques inhumaines longtemps réservées aux « indigènes » colonisés [2] et détruisant la croyance générale en un processus harmonieux de « civilisation » par le progrès [3].

1. « BRUTALISATION » ET « BARBARIE » : L'HÉRITAGE CULTURE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

L'historien George Mosse, qui a forgé le concept de « brutalisation » à propos des sociétés européennes au sortir de la Première Guerre mondiale, y voyait la « matrice des totalitarismes »². Sans entrer dans le débat d'historiens entre « intentionnalistes », qui défendent l'idée d'une cohérence précoce du projet hitlérien, et « fonctionnalistes » qui insistent sur les données conjoncturelles et sur la complexité de l'appareil d'État du III^e Reich³, les deux angles pouvant du reste être considérés comme complémentaires plus que contradictoires, on peut penser que la montée en puissance du nazisme, comme des autres régimes inspirés par le fascisme dans l'Europe des années 1920 et 1930, a été facilitée par les bouleversements nés de la Première Guerre mondiale en termes non seulement de misère sociale mais aussi de ravages culturels et comportementaux, dont rend compte cette notion de « brutalisation » des sociétés.

La question de la « barbarie » a d'ailleurs été posée dès les premiers mois de la guerre, chacun des deux camps dénonçant la « barbarie » de l'autre⁴. Mais s'il faut évidemment éviter les pièges des instrumentalisation, il est incontestable que le traitement des populations civiles (dans les zones occupées et par bombardements), l'emploi des gaz, le recours conscient à des stratégies de « boucherie » pendant la guerre de tranchées, etc., ont considérablement aggravé l'effet déshumanisant propre à toute guerre, notamment par rapport aux « lois de la guerre » jusque-là admises. C'est d'ailleurs ce constat qui a fondé la démarche du juriste polonais Raphaël Lemkin lorsqu'il proposait en 1933 au Conseil juridique de la Société des Nations d'instituer un droit pénal international réprimant notamment la « barbarie » et le « vandalisme » contre des groupes ethniques, nationaux ou religieux, avant de forger à la fin de la Seconde Guerre mondiale le mot et le concept de « génocide »⁵.

Il est vrai qu'un nouveau pas avait alors été franchi dans la « barbarie » : le système concentrationnaire d'extermination nazi bien sûr, mais aussi l'utilisation du lance-flammes, les bombardements volontaires et massifs de populations civiles⁶, l'anéantissement d'Hiroshima et de Nagasaki pour épargner des vies de soldats états-uniens, etc. Mais les deux conflits mondiaux sont ici liés par un enchaînement encore plus pervers : le refus d'entendre les alertes sur la Shoah pendant la Seconde Guerre mondiale tient pour une grande part à la méfiance engendrée par les instrumentalisation partiales de la dénonciation des « barbaries » au cours de la Première Guerre mondiale⁷.

2. LA FIN D'UN « SANCTUAIRE » : LA RÉIMPORTATION D'UNE « BARBARIE » JUSQUE-LÀ EXTERNALISÉE ?

Le long « processus de civilisation » qu'a caractérisé Norbert Élias dans l'histoire longue des sociétés européennes⁸ a engendré la croyance en un progrès non seulement matériel mais aussi éthique et la conviction d'une supériorité de l'Europe « civilisée » sur les « indigènes barbares » peuplant le reste du monde. Pour autant, on ne saurait oublier l'accumulation des massacres et des traitements inhumains « entre Européens » qui ont émaillé cette histoire et que la violence a été durablement orientée vers l'extérieur du continent.

Ainsi le prêche des Croisades visait-il à détourner les ardeurs guerrières de la chevalerie vers une cause sacrée et unifiante, pour faire baisser les affrontements internes à la catholicité. Mais si la prise de Jérusalem par les Croisés en 1099 s'est accompagnée d'un effroyable bain de sang⁹, lorsqu'un siècle plus tard la quatrième croisade bifurque vers Constantinople elle n'épargne pas davantage une population pourtant chrétienne¹⁰ : l'inhumanité a pu être canalisée vers l'Orient mais pas cantonnée aux cibles initiales ni à l'extérieur de la chrétienté.

Quant à l'expansion européenne à la conquête du reste du monde, elle a posé dès son origine la question de la contradiction entre l'universalisme chrétien et une « barbarie coloniale »¹¹ (« controverse de Valladolid », Las Casas, Vitoria, Suarez ; voir plus tard « De l'esclavage des nègres », etc.). Les philosophes des Lumières, on le sait, dénonceront le double standard qui permet face aux « naturels » ce qui n'est plus admissible entre « civilisés »¹². Mais c'est bien des impérialismes européens que naîtra la théorisation d'une « hiérarchie des races », et même en France un avatar « républicain » de cette théorisation sous le pavillon « humaniste » de la « mission civilisatrice »¹³ (voir le cas emblématique de Jules Ferry et la dénonciation de cette posture par Clémenceau). Pendant des siècles, les « civilisés » européens exterminent les peuples colonisés (Amérindiens, Aborigènes) ou organisent leur déportation et leur esclavage de masse (traite négrière) : la « civilisation des mœurs » (Norbert Élias) s'arrête aux portes des « métropoles coloniales ». Et le combat pour la décolonisation, comme en témoignent notamment les parcours de formation de ses leaders, sera mené au nom de cette contradiction¹⁴.

L'histoire européenne fait ainsi apparaître un processus de refoulement de la « barbarie » à l'extérieur d'un « continent » qui se pense et se vit comme l'avant-garde du « processus de civilisation » (« civilisation » s'écrivant alors au singulier, et « société civile » signifiant dans la modernité politique européenne « société civili-

sée »). Et c'est ce processus de refoulement qu'anéantit la Première Guerre mondiale.

Ce sont à vrai dire les deux guerres mondiales, mais d'abord la première, qui ont été des accélérateurs de contradictions coloniales, en appliquant entre « civilisés » des traitements jusque là réservés aux « indigènes ». Il est vrai que la domination européenne avait déjà commencé à craquer¹⁵, comme était fragilisée depuis plus longtemps encore la bonne conscience qui l'accompagnait (lutte contre l'esclavage, indépendances « américaines », etc.). Mais le « suicide de l'Europe » en 1914-1918¹⁶ a puissamment contribué à délégitimer définitivement l'ethnocentrisme et l'arrogance européenne aux yeux des peuples colonisés. Pour ne donner qu'un exemple des conséquences à très long terme des deux conflits mondiaux nés en Europe, que dire par exemple aux réfugiés palestiniens dont les camps remontent à 1948, sinon que leur sort découle à la fois de la « déclaration Balfour » de 1917 et de la culpabilité née de la Shoah européenne produisant une sorte de contrepartie externalisée ?

Mais le « suicide de l'Europe » par « réimportation » de la barbarie n'a pas affecté que ses rapports avec le reste du monde.

3. DÉSHUMANISATION TECHNICIENNE ET DÉFIGURATION D'UN « PROCESSUS DE CIVILISATION »

Dès le XIX^e siècle, l'industrialisation de la guerre avait commencé à en augmenter la violence meurtrière¹⁷, alors que le « droit de la guerre » dont se souciait déjà Grotius au nom des « droits naturels » au début du XVII^e siècle s'accompagnait désormais, dans le cadre du « processus de civilisation », d'un droit humanitaire¹⁸.

Mais aux progrès techniques militaires s'ajoute l'ampleur du conflit déclenché en 1914, guerre quasiment paneuropéenne, avec des prolongements mondiaux notamment en raison des empires coloniaux, et qui tend à devenir une « guerre totale ». D'où ce processus de déshumanisation qui remet en question les « lois de la guerre ». Le « suicide de l'Europe » n'en est pas seulement un du point de vue du leadership mondial mais aussi au regard d'un modèle culturel. C'est dès 1919 que Paul Valéry écrit la fameuse phrase : « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles* »¹⁹. Et les Mémoires achevées par Stefan Zweig à la veille de son suicide, qu'il intitule *Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*²⁰, résonnent comme un écho à distance, d'une guerre à l'autre, de l'effroyable « brutalisation » du continent²¹. La guerre industrialisée n'est pas plus « civilisée » que celles des temps pré-modernes ; elle augmente même l'efficacité de la

barbarie guerrière, et a contaminé la quasi totalité des sociétés européennes.

Il est vrai que la conscience de la contradiction entre « ombres » et « lumières » de la modernité européenne est aussi ancienne que l'humanisme européen²². Mais cette conscience s'est longtemps accompagnée de la croyance dans les vertus éthiques de la Raison comme garantie que progrès technoscientifique et progrès « humain » ne pouvaient que marcher de pair²³. Et c'est cette croyance qui est mortellement blessée par la Première Guerre mondiale, boucherie sans précédent au cœur du continent le plus « avancé », et qui sera « achevée » par la Seconde Guerre mondiale, le pays de Kant et de Goethe devenant aussi celui des camps d'extermination... et, même « en face », les femmes, les enfants et les vieillards de Dresde brûlés vifs par dizaines de milliers pour terroriser la population allemande et, croyait-on, la détacher du régime.

L'Europe se retrouve ainsi face à un insoutenable retournement non seulement de son rôle d'avant-garde du progrès éthique (les « Lumières européennes »), mais aussi de sa foi dans les vertus du progrès technoscientifique²⁴. En ce sens, la « brutalisation » a changé le cours de l'histoire : elle a bouleversé la vision que les Européens avaient d'eux-mêmes et de leur rôle dans l'histoire de l'humanité, détruisant un optimisme multiséculaire et jetant un doute irréductible sur l'existence d'un « sens de l'histoire » synonyme de progrès humain, produisant une conscience de ce que l'inhumanité est potentiellement présente dans toute humanité²⁵. Le pire, pour n'être jamais sûr, ne peut plus être pensé comme absolument exclu.

Peut-être cette expérience effroyable a-t-elle ainsi dissipé des rêves illusoire, mais au prix terrible de la rupture, dans une Europe « désenchantée » parce que « brutalisée », d'une dynamique mobilisatrice d'énergies politiques et sociales pendant des siècles de lutte pour un progrès émancipateur.

Jean-Pierre Dubois

**Professeur de droit constitutionnel
Président d'honneur
de la Ligue des droits de l'Homme**

1. Collège de France, 1976, Gallimard Seuil, « Hautes Études », 1997.
2. *Fallen soldiers : reshaping the memory of the world wars*, 1990, publication en français *De la grande guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, Hachette/Littératures, Paris, 1999.
3. V. par exemple Martin Broszat, *L'État hitlérien*, Fayard, 1986 ; Karl-Dietrich Bracher, *La dictature allemande*, Complexe, 1995 ; Raul Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe*, 1961, Gallimard 2006 ; Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, 1985, Gallimard/Folio, 1999.
4. V. Nicolas Beaupré, « Barbarie(s) en représentations : le cas français (1914-1918) » in « L'Europe en barbarie », dossier du n°26 de la revue *Histoire@Politique* éditée par le Centre d'histoire de Sciences Po.
5. V. *Axis rule in occupied Europe*, 1944, Lawbook exchange, New York, 2005.

6. Si les alliés nazis de Franco avaient ici donné l'exemple à Guernica, l'aviation anglaise elle-même y recourut notamment à Dresde, au nom de représailles après le blitz sur Londres...

7. V. en ce sens Annette Becker, « Un cri d'horreur venu des abysses. Passeurs de l'indescriptibles : Lemkin, Fry, Karski, 1941-1944 » in « L'Europe en barbarie », dossier précité.

8. V. Norbert Élias, *La société de cour*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1985 [thèse rédigée en 1933 ; 1^{ère} éd. en allemand, 1969 ; 1^{ère} éd. française, Calmann-Lévy, 1974] ; *Über den Prozess der Zivilisation*, 1969 [1^{ère} éd. 1939], publié en France en deux volumes : *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, et *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

9. Tous les musulmans furent passés au fil de l'épée et les juifs brûlés dans leurs synagogues.

10. Lors du siège de 1204, plus de 2000 « Grecs » orthodoxes furent massacrés, en représailles d'un massacre en sens inverse de « Latins » catholiques 22 ans plus tôt.

11. On se rappelle la controverse de Valladolid (1550-1551) opposant Bartolome de Las Casas au théologien Sepulveda sur la légitimité du recours à la violence face aux Amérindiens. Mais dès 1532 le grand juriste et théologien Francisco de Vitoria, dans *De Indis*, avait proclamé que les « Indiens » avaient les mêmes droits que tous les autres êtres humains et étaient possesseurs légitimes de leurs terres. Et au siècle suivant le non moins respecté Francisco Suarez jugeait la conquête espagnole illégitime (« De legibus », 1612).

12. S'il n'en fallait citer qu'un seul exemple, ce serait le célèbre texte de Montesquieu « De l'esclavage des nègres » in « L'esprit des lois », 1748.

13. Jules Ferry devant la Chambre des députés le 28 juillet 1885 : « *il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un devoir vis-à-vis des races inférieures [...] elles ont le devoir de civiliser les races inférieures* »... à quoi Clémenceau réplique il est vrai deux jours plus tard : « *non, il n'y a pas de droit des nations dites supérieures contre les nations inférieures [...] La conquête que vous préconisez, c'est l'abus pur et simple de la force que donne la civilisation scientifique [...] au profit du prétendu civilisateur. Ce n'est pas le droit, c'en est la négation.* »

14. On connaît le mot superbe de Gandhi, à qui un journaliste britannique demandait en 1931 « *que pensez-vous de la civilisation occidentale ?* » : « *Je pense que ce serait une très bonne idée* »...

15. La défaite d'une armée de « Blancs » (l'armée russe) contre une armée « non blanche » (l'armée japonaise) lors de la prise de Port-Arthur en janvier 1905 puis du désastre naval de Tsushima en mai 1905 constitue ici un tournant historique.

16. Ce mot prêté à Romain Rolland renvoie à son célèbre article « *Audessus de la mêlée* » publié dès le 15 septembre 1914 par le *Journal de Genève*, dans lequel il décrivait « *le spectacle d'une Europe démente, montant sur le bûcher et se déchirant les mains, comme Hercule* » et déplorait « *cette mêlée des peuples où, quelle qu'en soit l'issue, l'Europe sera Hercule mutilée* ».

17. V. par exemple l'apparition des mitrailleuses pendant la guerre de Sécession.

18. V. la fondation de la Croix-Rouge internationale en 1860, après la bataille de Solferino, par Henri Dunant dont les propositions inspireront fortement la première Convention de Genève en 1864.

19. In « *La crise de l'esprit* », 1919.

20. Écrit en 1941-1942, et publié à titre posthume en 1944.

21. « *L'Europe est perdue pour moi [...] J'ai été le témoin de la plus effroyable défaite de la raison [...] Cette peste pestilentielle, le nationalisme, a empoisonné la fleur de notre culture européenne.* »

22. On l'a vu avec la naissance de l'École des droits naturels dans l'Espagne conquérante du XVI^e siècle, on le retrouve dans le cosmopolitisme d'un Montesquieu ou d'un Kant...

23. Toute l'œuvre d'un Jules Verne porte ce message pédagogique à l'intention des jeunes Européens, comme une version illustrée du *Zivilisationsprozess*.

24. V. ici, quoi que l'on pense par ailleurs de l'auteur, Martin Heidegger, *Lettre sur l'humanisme*, 1946, Gallimard 1956.

25. V. ici bien sûr Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, 1963, Gallimard/Folio 1991.

Catherine LALUMIÈRE

L'EUROPE, AIRE DE PAIX PERPÉTUELLE ?

Il est courant d'affirmer que l'Europe, c'est la paix. On a construit l'Europe après la guerre et pour la paix. L'Europe est aux yeux du monde une zone définitivement en paix au point que le public, et notamment les jeunes, expriment souvent leur lassitude et leur ennui quand on rappelle encore et encore le rôle de l'Europe pour la paix sur notre continent. Quand on est bien au chaud, tranquille et en sécurité, oui la paix peut sembler une évidence, presque lassante. Et pourtant !

LA CONSTRUCTION FRAGILE DE L'EUROPE POUR LA PAIX

Il faut être bien naïf pour dormir sur ses deux oreilles en ce domaine éminemment fragile. Particulièrement aujourd'hui où les facteurs de paix sont terriblement secoués. La paix ne peut pas être et n'est pas perpétuelle. Elle résulte de facteurs générateurs qui lui sont indispensables. Si ces facteurs n'existent plus, la paix devient impossible et s'effiloche inexorablement. C'est ce qui risque d'arriver aujourd'hui en Europe.

En cette année 2015, l'Europe est traversée par des remises en cause extrêmement variées. Certes, ce ne sont plus les bourrasques financières, économiques et sociales des années 2007-2008 et suivantes. Le climat est plus calme. Mais les interrogations restent vives et semblent de nature à fragiliser la construction européenne elle-même, que ce soit la construction de la grande Europe, celle des 47 pays du Conseil de l'Europe, celle des 28 pays de l'Union européenne, ou celle de la zone la plus étroite, la zone euro avec ses 19 États.

Cette fragilisation est telle que l'on en arrive à douter de la paix, d'une paix durable, celle qu'ont voulue de toutes leurs forces les pères fondateurs au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, l'objectif principal était clair : pacifier le continent. Transformer ce théâtre belliqueux en zone de paix, avec des peuples réconciliés.

LA NÉCESSAIRE PÉRENNITÉ DU SOCLE DE VALEURS COMMUNES

Mais il ne faudrait pas oublier que, à l'époque, les pères fondateurs de l'Union européenne ne se sont pas contentés d'affirmer clairement un objectif : la fin des conflits armés entre Européens, la fin de ces véritables guerres civiles qui déchiraient ces peuples voisins. Les fondateurs ont eu la clairvoyance de comprendre que cet objectif ne serait atteint que si les Européens adhéraient à une philosophie politique bien précise et à des valeurs bien définies.

Il ne s'agissait pas seulement d'apprendre à se connaître en travaillant ensemble dans le champ économique, comme y invitait Jean Monnet avec son pragmatisme visionnaire. La CECA¹, le traité de Rome et le Marché commun remplirent dans ce domaine parfaitement leur office. Il s'agissait aussi, et je dirai « il s'agissait d'abord », de se mettre d'accord sur un ensemble d'idées, de principes, de valeurs qui seront les fondations de la nouvelle maison commune européenne. Les fondations, mais aussi le ciment qui consolidera et fera tenir ensemble les composantes de cette construction au départ hétérogène et divisée. Le démarrage de ce chantier fut un succès. Dès 1950, le Conseil de l'Europe adopte le premier grand texte européen de l'après-guerre : la Convention européenne des droits de l'homme, qui s'applique encore aujourd'hui à ses 47 États membres.

La chute du Mur de Berlin en novembre 1989 permit d'étendre encore le champ géographique de ces valeurs aux pays d'Europe centrale et orientale. Et de ce fait s'élargit aussi le champ de la paix sur l'ensemble du continent.

Dans les années 2000, il semblait que désormais tout concourait à faire du continent européen une zone de paix durable à l'abri de tout risque de conflit armé. Dans certains milieux, on ironisait sur l'idée saugrenue de travailler sur les questions de défense ; on ne savait pas très bien quoi faire de l'OTAN² ; et la politique européenne de sécurité et de défense était évoquée par politesse mais ne passionnait guère. Les citoyens de l'Union européenne tombaient dans un assoupissement béat.

UN CLIMAT ACTUEL TENDU PROPICE À L'INSTABILITÉ

En quelques années, les choses ont bien changé.

Certes, la situation n'est pas celle des années qui précédèrent la guerre de 1870 entre la France et l'Allemagne, ni celle qui précéda la guerre de 14-18, ni celle non plus qui conduisit aux horreurs de la guerre de 39-45.

En particulier, les relations entre ces deux pays ont, en tous points, profondément changé. Aujourd'hui, on peut dire sans hypocrisie que la France et l'Allemagne sont en profondeur, et malgré d'inévitables rivalités, les « meilleurs amis du monde ».

Pour autant, nos pays évoluent dans un climat de grande instabilité, de grande tension, et nombre de nos concitoyens européens vivent dans un climat de peur pour leur vie et celle de leurs enfants.

Pourquoi ? Quels sont les événements qui remettent en cause la conviction que l'Europe sortie du Traité de Rome et des traités suivants est désormais et définitivement une zone de paix ?

Ces événements sont très nombreux et divers.

Les uns tiennent à des transformations dans les pays qui entourent l'Europe : quelle est la politique étrangère et militaire de la Russie de Vladimir Poutine ? Que va-t-il se passer autour du bassin méditerranéen ? Que vont devenir les pays arabo-musulmans et Daech ? Quel sera le rôle international des États-Unis s'ils renoncent à jouer celui de gendarme du monde ? Que va devenir l'Afrique et que seront les relations futures entre l'Europe et l'Afrique ?

Toutes ces questions, et d'autres encore, méritent de longues réflexions qui auront des conséquences sur la paix ou la guerre entre l'Europe et ses voisins, et même sur le territoire européen, voire entre Européens. Le développement du terrorisme montre à quel point la situation peut se détériorer rapidement, y compris à l'intérieur de nos frontières.

D'autres facteurs entrent aussi en jeu, qui risquent de fragiliser la paix. C'est l'émergence ou la reprise d'idées et de principes qui sont à l'opposé de la philosophie politique à la base de la construction européenne.

LA CRISE CONTEMPORAINE DES VALEURS HUMANISTES FONDATRICES

Plus haut, nous avons souligné le rôle des valeurs humanistes, préalables indispensables à l'installation de la paix. À contrario, la crise de ces valeurs que nous observons aujourd'hui, les prises de positions agressives comme celles des autorités hongroises concernant les réfugiés et les immigrés, tout cela prépare le terrain à

des violences de toute sorte et fragilise la paix. Le phénomène est accentué par la remontée des forces nationalistes, voire ultra-nationalistes. En quelque sorte, on retrouve le climat des années trente qui virent le triomphe des nationalismes, de l'esprit de vengeance et de la haine de l'autre.

En outre, ces mouvements populistes, anciens ou nouveaux, utilisent sans vergogne l'argument selon lequel ils sont en phase avec le peuple, ce qui les autoriserait à développer des thèses xénophobes, racistes, antisémites, islamophobes, etc. Ils utilisent ainsi l'argument démocratique (les mécanismes démocratiques, les élections au suffrage universel) contre les valeurs humanistes. C'est une question analysée très finement par le philosophe et historien Marcel Gauchet dans son ouvrage intitulé *La démocratie contre elle-même*.

Aujourd'hui, certains hommes et femmes jouent ainsi avec le feu et contre la paix. Au prétexte d'être à l'écoute des sentiments du peuple, ils entrent dans un processus non de « raison » mais « d'humeur », pour reprendre la distinction entre la « démocratie de raison » et la « démocratie d'humeur ». Et ce processus risque de nous entraîner sur le même toboggan que nos grands-parents et nos parents au siècle dernier, toboggan qui les mena au fond de l'horreur et de la barbarie.

LA PAIX, UN COMBAT

Ce mélange de démagogie, d'ignorance, de bêtise, d'oubli du passé et d'égoïsme forcené est à l'opposé de l'idéal européen des années d'après-guerre. Et cela constitue une terrible menace pour l'avenir. La construction européenne ne peut perdurer que si le socle philosophique sur lequel elle repose reste solide dans l'esprit des citoyens. Il en est de même de la paix. Celle-ci ne peut perdurer que si les citoyens font vivre des idées, des principes qui sont par eux-mêmes des facteurs de paix.

La paix n'est pas quelque chose qui va de soi, naturellement. C'est un état de la société qui résulte d'actes de volonté clairs et de choix politiques en cohérence avec cet objectif.

Est-ce que, aujourd'hui, les Européens veulent vraiment la paix ? Et pour ce faire, opèrent-ils vraiment des choix politiques cohérents ?

Il serait sain que nombreux soient ceux qui se posent ces questions et répondent ainsi à l'article 3 du traité de Lisbonne : « L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples ».

Catherine Lalumière

Présidente de la Maison de l'Europe de Paris

1. Communauté européenne du charbon et de l'acier.
2. Organisation du traité de l'Atlantique nord.

Fiche pédagogique

Dans chaque numéro, nous vous proposons des fiches pédagogiques, outils d'éducation civique.

LA NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE ET L'ACCORD AVEC L'IRAN

Le 14 juillet 2015, six pays importants (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies : Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, plus l'Allemagne) ont conclu avec l'Iran un accord destiné à mettre fin à une longue crise internationale déclenchée par le développement du programme nucléaire iranien.

Pour comprendre le contenu de cet accord et les ressorts de cette crise, il faut d'abord comprendre les questions fondamentales posées par toute activité nucléaire.

Il y a deux voies pour parvenir à fabriquer une bombe atomique.

- **La voie de l'uranium** : à partir de l'uranium naturel, métal disponible dans la nature, il faut **enrichir** cet uranium, c'est-à-dire séparer deux qualités d'uranium intimement mêlées, car seule une de ces qualités, l'uranium 235 , est utile, soit pour alimenter un réacteur nucléaire producteur, soit pour produire une bombe atomique. Pour enrichir l'uranium, on utilise en général des machines dites **centrifugeuses**. Il suffit d'enrichir légèrement l'uranium (3 à 5%) pour alimenter un réacteur

nucléaire. Pour une bombe atomique il faut en revanche, avec les mêmes machines, aller jusqu'aux hauts enrichissements (80 à 90% d'uranium 235),

- **La voie du plutonium** : l'uranium qui est utilisé dans un réacteur nucléaire se transforme partiellement en éléments inconnus dans la nature, l'un d'eux est le plutonium. Comme l'uranium 235 , le plutonium 239 peut être utilisé soit pour alimenter un réacteur nucléaire, soit pour fabriquer une bombe atomique. Pour l'obtenir, il faut récupérer l'uranium déjà utilisé dans un réacteur nucléaire et en extraire le plutonium qu'il contient. Cette opération s'appelle **retraitement**.

Ainsi, **ces deux technologies, enrichissement et retraitement, peuvent être utilisées indifféremment soit à des fins civiles, pacifiques, soit à des fins militaires**. Pour éviter que des activités nucléaires civiles puissent être détournées à des fins militaires, deux décisions collectives importantes ont été prises par la communauté internationale :

- En 1957, a été créée une organisation chargée spécialement d'inspecter les installations nucléaires civiles à travers le monde pour vérifier qu'elles

n'étaient pas utilisées à des fins militaires. Cet organisme est l'**Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)**, elle a son siège à Vienne.

- En 1968, a été lancé un traité international, le **Traité de non-prolifération (TNP)**. Les signataires s'y engagent à ne jamais acquérir de bombe atomique et à placer toutes leurs installations nucléaires sous le contrôle de l'AIEA. Toutefois, les cinq pays qui possédaient déjà un arsenal de bombes atomiques au moment du lancement du traité sont autorisés à le conserver. Ce sont les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, déjà cités plus haut. Au total, 190 pays ont adhéré au TNP. L'Iran en fait partie et s'est donc engagé à ne jamais acquérir de bombe atomique.

LA CRISE DU NUCLÉAIRE IRANIEN

Au début des années 2000, l'Iran s'est lancé dans la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium ainsi que d'un réacteur capable de produire des quantités importantes de plutonium. Bien que l'Iran ait déclaré ces installations comme pacifiques, **beaucoup de pays se sont inquiétés de voir l'Iran développer deux technologies pouvant conduire à la fabrication de bombes atomiques, soit à l'uranium, soit au plutonium.**

Trois pays européens, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, sont venus négocier avec l'Iran en 2003 pour lui demander d'abandonner ces deux projets. L'Iran a refusé en considérant que ces projets étaient placés sous contrôle de l'AIEA et qu'il n'avait donc aucune raison de les arrêter.

Plus tard, les États-Unis, la Russie et la Chine se sont joints à la négociation pour demander la même chose. L'Iran a continué à refuser, et tous ces pays ont fait voter au Conseil de sécurité des Nations unies des résolutions condamnant l'Iran et lui imposant des sanctions. Les États-Unis et l'Union européenne ont ajouté aux sanctions des Nations unies leurs propres sanctions, qui ont en particulier empêché l'Iran de vendre son pétrole à l'étranger et d'importer les produits dont il avait besoin. Les États-Unis ont même un moment envisagé d'aller bombar-

der l'Iran pour détruire les installations nucléaires qui l'inquiétaient.

Chacun campant sur ses positions, la situation est restée bloquée pendant plusieurs années. Finalement, tout le monde a dû un peu céder pour arriver à l'accord du 14 juillet dernier.

LE CONTENU DE L'ACCORD

- Les six pays négociant avec l'Iran ont accepté que l'Iran conserve son programme d'enrichissement, et les Iraniens ont accepté de réduire sérieusement pendant quinze ans la taille de ce programme. Les Iraniens ont aussi accepté de modifier les caractéristiques du réacteur qui inquiétait les six pays de façon à ce qu'il ne produise pratiquement pas de plutonium. Les Iraniens ont enfin accepté des contrôles très renforcés de l'AIEA sur l'ensemble de leur programme nucléaire.
- En échange des concessions de l'Iran, les six pays négociant avec lui ont accepté de lever progressivement toutes les sanctions qu'ils avaient mises en place et même à coopérer dans le futur avec l'Iran pour le développement de son programme nucléaire.

Dans l'ensemble, l'accord du 14 juillet offre des garanties solides que l'Iran ne se lancera pas dans la fabrication de bombes atomiques. S'il est bien appliqué, il aura ainsi grandement contribué à la lutte mondiale contre la prolifération des armes nucléaires.

François Nicoullaud
Analyste de politique internationale
Ancien ambassadeur de France à Téhéran

1. Ainsi dénommé parce que son noyau atomique contient 235 particules, 92 protons et 143 neutrons.

2. Ainsi dénommé parce que son noyau atomique contient 239 particules, 94 protons et 145 neutrons.

Exemple à suivre

Dans chaque numéro, nous vous proposons l'exemple d'une action collective qui a pour vocation de lutter contre le racisme et le communautarisme et d'apprendre à « vivre ensemble » dans la Cité laïque et républicaine.

A. D.

RENCONTRE DE LA JEUNESSE EUROPÉENNE AU MÉMORIAL DU CAMP DE RIVESALTES

Témoin des années noires du XX^e siècle, le camp de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) occupe une place singulière et majeure dans l'Histoire de France, camp militaire, camp de transit pour les réfugiés espagnols, principal camp d'internement du Sud de la France en 1941 et 1942, camp d'internement pour prisonniers de guerre allemands et collaborateurs, principal camp de relégation pour les Harkis et de leurs familles... son histoire est unique. Le Mémorial de Rivesaltes ouvre ses portes en octobre 2015. Construit sur l'ancien îlot F du camp, au milieu des constructions existantes, le futur bâtiment de 4000 m² sera un espace de référence de l'histoire des déplacements contraints de populations et de leur mise sous contrôle, mais également un lieu de mémoire incontournable.

Le défi exceptionnel est de proposer aux diverses communautés directement concernées de connaître, aussi l'histoire des autres, et d'aider tous les visiteurs à comprendre leur passé commun. Loin de s'opposer, ils seront complémentaires.

Ce lieu de dimension régionale, nationale et internationale aura différentes missions :

- la recherche historique, la restitution et le partage de cette connaissance avec les publics, sous forme d'expositions temporaires, de publications, de colloques, de conférences, etc.
- un travail pédagogique et éducatif afin de diffuser la connaissance et de susciter un questionnement sur les thématiques présentées et la relation entre histoire et mémoire(s) : visites guidées, ateliers, documents pédagogiques, etc.

- une approche sensible et différente grâce à l'art et à la culture qui permettent d'interroger l'histoire et la mémoire : expositions, résidences d'artistes, concerts, projections de films, etc.

Le visiteur se verra proposer un parcours à l'intérieur du Mémorial, dans la salle d'exposition permanente, ainsi qu'un parcours en plein air dans le camp, au milieu des vestiges laissés en l'état et des baraques, consolidées ou reconstituées pour certaines.

* *
*

Dans le cadre de son projet, le Mémorial du Camp de Rivesaltes a organisé en partenariat avec le Mémorial de Buchenwald, la Fondation Fossoli, et le Musée mémorial de l'exil (MUME) de La Junquera, la première édition des Rencontres de la jeunesse européenne.

Du 28 juin au 2 juillet 2015, 13 jeunes venus d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Espagne se sont réunis au Mémorial en séminaire durant une semaine.

L'objectif de ce séminaire était de réunir des jeunes européens entre 16 et 25 ans, d'origines sociales et de niveaux d'études différents, pour leur donner la parole sur la question de la transmission de la mémoire des conflits du XX^e siècle en Europe, de recueillir leur point de vue sur des questions d'actualité (politiques, sociales, économiques...), de les interroger sur le rôle qu'ils pensent avoir dans la société, sur ce qu'ils pensent de la manière dont ils sont représentés par les médias, et enfin de faire un état des lieux de l'engagement des jeunes d'aujourd'hui.

Ils ont visité des lieux mémoriels importants du territoire, ils ont rencontré des personnes ayant été internées ou reléguées dans le camp, ils ont vécu des temps de pratique artistique, participé à des tables rondes de réflexion, visionné des films, et partagé des moments de convivialité.

Les tables rondes ont abordé les thématiques suivantes :

- Présentations individuelles : chacun s'est livré à une présentation personnelle de son histoire, son parcours, sa famille, ses valeurs, ses centres d'intérêts, etc.
- Histoire et politique : par groupes de 4-5, les jeunes ont cherché 5 événements marquants de l'histoire générale et 5 faits marquants de l'actualité et ont échangé sur leurs choix.
- Médias : par groupes de 4-5, les jeunes ont réuni des articles de presse de leurs pays respectifs sur la jeunesse, son engagement et la vision qu'en donnent les médias, puis ils ont écrit une réponse aux articles avec lesquels ils n'étaient pas d'accord, et ont donné leur propre vision de la jeunesse d'aujourd'hui et de la forme que prend son engagement dans la société.
- Jeunesse et engagement : par groupe-pays, les jeunes ont visionné un film réalisé par une jeune fille volontaire du Service Civique dans l'association des Foyers Ruraux du Roussillon, et qui traite des différentes formes d'engagement de jeunes dans les Pyrénées-Orientales. La projection a été suivie d'une discussion qui a permis aux jeunes d'échanger sur leur engagement dans des associations à caractère social, religieux, culturel et éducatif.

La visite du Camp de Rivesaltes guidée par l'équipe du mémorial leur a permis de faire le lien entre l'histoire du site, les conditions de vie des populations internées ou reléguées en fonction des périodes, et sa contextualisation : informations sur la Seconde République d'Espagne, la guerre d'Espagne, la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Algérie.

Ils ont rencontré à cette occasion Antonio de la Fuente y Ferraz, ancien interné emblématique du parcours d'une famille républicaine qui a fui l'avancée des troupes franquistes en février 1939 et a été interné dans plusieurs camps du territoire français, dont Rivesaltes en 1941/42.

Accompagnés par une historienne, Martine Camiade, ils ont visité Portbou sur les traces de Walter Benjamin : au cimetière pour y voir sa tombe et au port pour y découvrir l'œuvre de l'artiste israélien Dani Karavan en son hommage.

Au MUME, à La Junquera, une visite de l'exposition permanente a été organisée avec deux accompagnants et animée par son directeur et une guide. Les jeunes y ont suivi un atelier d'histoire sur les différentes catégories de réfugiés dans le monde d'aujourd'hui.

Ils sont enfin allés au Cinéma Jean Vigo de Perpignan pour visionner le film documentaire de Ben Salama, *Une histoire algérienne*, qui traite de l'ensemble des mémoires croisées liées à la guerre d'Algérie en créant des espaces d'expression de tous les acteurs de cette guerre (harkis, membres du FLN, appelés, officiers ou sous-officiers, ministres, européens d'Algérie...), et sur les différentes conditions de rapatriement, de leur départ et des camps de relégation en France.

À cette occasion, ils ont rencontré Fatima Besnaci-Lancou, historienne et membre du Conseil scientifique du Mémorial, qui a connu avec sa famille plusieurs camps à son arrivée en France en 1962, dont celui de Rivesaltes pendant un an.

Enfin, ils ont suivi un atelier de pratique théâtrale encadré par Agnès Sajaloli, directrice du Mémorial, autour des questions de mémoire et du vivre ensemble.

À l'issue de ce séminaire, les participants, les intervenants et l'équipe du Mémorial se sont rassemblés pour établir le bilan des échanges du séjour en présence d'une radio associative locale.

Il ressort de la parole des jeunes, que les formes de leur engagement ont beaucoup changé et que l'engagement politique n'est plus majoritaire. Face à la méfiance et la déception qu'ils éprouvent vis à vis des institutions politiques, les jeunes se tournent aujourd'hui vers des initiatives plus créatives, plus pragmatiques, et cherchent une activité concrète avec un résultat tangible.

Plusieurs thématiques ont été abordées : l'engagement, le rapport de l'Europe aux autres pays, son importance, la question complexe de l'identité, et la question des réfugiés.

Enfin, les jeunes ont décidé de poursuivre cette semaine passée ensemble en créant un support d'échange (page Facebook, blog...) qui leur permettra de poursuivre leur réflexion et de continuer à être en lien les uns avec les autres.

Agnès Sajaloli

Directrice du Mémorial du Camp de Rivesaltes
et

Fatima Besnaci-Lancou

Historienne et membre du Conseil scientifique
du Mémorial

LES ACTIONS SOUTENUES PAR LA FONDATION SELIGMANN

La Fondation Seligmann soutient en *Zones Urbaines Sensibles (ZUS)* et dans les quartiers *Politique de la Ville* à Paris, dans l'Essonne et la Seine-Saint-Denis, des initiatives locales diverses participant à la lutte contre le racisme, à l'insertion des étrangers dans la société, enfants, jeunes, femmes selon une approche intergénérationnelle : actions d'accompagnement scolaire, de découverte mémorielle, d'alphabétisation, de prévention, de renforcement du lien social et du « vivre ensemble » avec une large ouverture culturelle. Ces aides financières peuvent s'inscrire dans la durée, par l'aide à l'investissement (achat de dictionnaires, de ressources documentaires, de logiciels, de matériels éducatifs et sportifs...), à la formation de bénévoles, ainsi que par la mise en place de conventions pluriannuelles. Elles agissent directement avec la prise en charge de la billetterie et du transport, des ateliers pédagogiques lors des sorties culturelles et celle du matériel nécessaire aux activités diverses, la participation aux frais de transport et d'hébergement lors de séjours.

Depuis 2007 la Fondation Seligmann a participé au financement de près de 300 projets du « vivre ensemble », dont la moitié s'est déroulée en milieu scolaire, impliquant cent cinquante établissements scolaires et une centaine d'associations et bénéficiant à plus de 250 000 enfants, jeunes et adultes en insertion.

Un soutien exceptionnel au Mémorial du Camp de Rivesaltes

Françoise Seligmann a été accueillie au Camp de Rivesaltes en juillet 1941 sur le chemin de Saint-Gaudens, où elle allait prendre un poste d'assistante sociale. C'est la raison pour laquelle elle a souhaité, dès 2009, en tant que Présidente fondatrice, que la Fondation Seligmann participe aux activités pédagogiques du Mémorial destinées à l'éducation des collégiens.

La distribution de dictionnaires aux élèves allophones, une opération inédite portée par la Fondation Seligmann

En partenariat avec les directions des services départementaux de l'Éducation nationale et les Rectorats, la Fondation Seligmann a poursuivi et renforcé son « opération dictionnaires » en remettant un dictionnaire à chacun des élèves allophones suivis dans les dispositifs appelés UPE2A (Unités pédagogiques pour les élèves allophones arrivants) dans les collèges et lycées à Paris, en Essonne et en Seine-Saint-Denis ainsi que dans les écoles élémentaires à Paris. En 2015, 4 410 dictionnaires ont été distribués.

Cette opération promeut le « vivre ensemble » et encourage les processus d'intégration puisque l'apprentissage de la langue est le premier vecteur d'échanges et de partage. Les dictionnaires ont vocation à être rapportés aux domiciles de l'élève et pouvoir ainsi profiter à la famille entière.

Un dictionnaire, ce sont des mots qui donnent la force de dire et nommer les choses, de formuler son avenir, et ainsi d'être libre ; c'est la connaissance par la découverte, à travers ses pages, d'une langue, de l'histoire, de la culture, de la France, de son pays d'origine, etc. ; c'est un outil qui se garde toute la vie et qui, par la suite, se transmet d'une génération à l'autre.

I - FAVORISER L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Par l'apprentissage du français avec les associations :

Bibliothèques Sans Frontières met en place des espaces médiathèques dans trois centres d'accueil pour mineurs isolés étrangers de la Croix Rouge à Paris, Bobigny et au sein de la zone d'urgence humanitaire de Roissy à Tremblay-en-France, afin de leur faciliter l'accès à l'information, l'apprentissage du français et leur intégration sur le territoire. Les 489 jeunes accueillis dans ces centres bénéficieront d'une ouverture directe sur la culture et l'information par la mise en place de ces médiathèques en liaison avec les structures publiques. Les intervenants sociaux et les animateurs de ces centres d'accueil seront formés à la gestion et l'animation de ces médiathèques.

Dans une démarche d'égalité des chances, d'ouverture culturelle et de renforcement du lien social le *Secours Populaire* à Paris a formé le projet de favoriser l'accès à la culture de 80 apprenants (personnes étrangères résidentes ou primo-arrivantes) des cours de français (cours d'alphabétisation, FLE, DILF) à travers des sorties aux musées, des visites de monuments historiques, des représentations théâtrales... permettant ainsi de faciliter le processus d'intégration par la découverte de la société d'accueil. Dans le même temps, l'association a souhaité pérenniser la bibliothèque de l'accueil de jour Ramey à Paris 18^{ème} accueillant des personnes en grande précarité (sans abris, populations d'origine étrangère, en alphabétisation, enfants et parents isolés...) afin de favoriser l'accès au livre, l'apprentissage du français, aider à la réinsertion et à la création du lien social par des lectures à voix haute, des séances de jeux éducatifs, des débats thématiques.

En milieu scolaire avec :

- des projets scientifiques

Dans le cadre du dispositif « la main à la pâte », ayant pour but de rénover l'enseignement scientifique à l'école, l'*école élémentaire Cavé*, appartenant au Réseau d'Éducation Prioritaire⁺ du collège Clémenceau à Paris 18^{ème}, accueille un stagiaire de l'École Polytechnique pour assurer des ateliers scientifiques. L'école Cavé, centre de ressources du réseau, est centre Pilote dans le cadre d'une convention

triennale avec l'Académie des Sciences, l'Éducation nationale, la Mairie de Paris et la Fondation Seligmann, qui permet notamment d'assurer l'hébergement du stagiaire. Ces ateliers se déroulent aussi dans les 15 autres écoles élémentaires et maternelles du secteur Goutte d'Or, soit 35 classes représentant 700 élèves âgés de 3 à 11 ans. Ce projet « égalité des chances » est destiné à restaurer l'image de l'école considérée, comme une « école ghetto » et à valoriser les élèves et leurs familles majoritairement d'origine étrangère vivant dans des conditions difficiles.

- des séjours pédagogiques

De la découverte de nouveaux environnements à l'*école élémentaire Labori*, classée en Réseau éducation prioritaire renforcé et située dans la zone urbaine sensible de la porte de Montmartre à Paris 18^{ème}, avec l'organisation d'un séjour « classe de découverte » pour l'ensemble des CP-CE1, soit une cinquantaine d'élèves. Ce séjour est l'occasion, pour ces enfants issus de milieux défavorisés, de découvrir un autre environnement et l'apprentissage du vivre ensemble.

Le *collège Garcia Lorca* situé à Saint-Denis mène un projet pluridisciplinaire de séjour « Sur les pas d'Anne Franck à Amsterdam » avec une classe de 3^{ème}. Les élèves viennent de milieux défavorisés, vivent pour la plupart dans les cités avoisinantes (en particulier celle du Franc-Moisin) et sont en grande partie issus de l'immigration. Ce séjour de deux jours leur a permis de donner corps aux programmes d'histoire et de français autour de la Seconde Guerre mondiale, de la mémoire du génocide, à travers l'histoire d'Anne Franck, de favoriser l'ouverture culturelle des élèves et de travailler sur la vie en groupe.

- des projets artistiques

L'*école élémentaire Pierre Budin* accueille depuis plusieurs années un artiste plasticien en résidence. Elle est devenue en 2013, centre de ressources artistiques permettant à l'ensemble des écoles de la circonscription de la Goutte d'Or à Paris 18^{ème} d'accéder à la bibliothèque dédiée et de participer aux installations. Le projet de résidence au sein de l'école permet aussi aux enseignants d'être accompagnés par l'artiste et d'exposer sur place les œuvres des élèves ou des artistes. De nombreuses visites culturelles sont également organisées. L'artiste contemporain en résidence en 2014-2015, Bertrand Lamarche, réalise avec les élèves une œuvre composée d'images animées sur la base de séquences filmées avec

deux caméras, l'une tractée par un train, l'autre poussée par un second train.

Le lycée *Condorcet* à Montreuil, situé en zone prévention violence, renouvelle son projet « Grandir sur scène » pour plonger les élèves dans la discipline théâtrale avec la mise en place d'ateliers hebdomadaires pour aboutir à la création d'une pièce de théâtre qui fera l'objet de deux représentations au Nouveau Théâtre de Montreuil. De nombreuses sorties théâtrales sont aussi proposées. Ce projet interdisciplinaire et inter-dégrés, à destination de 30 lycéens, participe à l'éducation à la citoyenneté et à la culture et favorise les rapprochements entre les élèves afin d'œuvrer à la création d'une « culture commune » au sein du lycée. En outre, l'implication des familles des élèves est favorisée, permettant de resserrer les liens entre les élèves et leurs parents autour d'un projet qui associe l'école à la ville et aux acteurs culturels.

Le collège *Gustave Flaubert*, situé dans le quartier politique de la Ville des Olympiades à Paris 13^{ème}, propose aux élèves de CM2 et de 6^{ème} de travailler, dans le cadre d'ateliers d'écritures dirigés par le poète Amadou Elimane Kane, autour des thématiques suivantes : « la montée du totalitarisme », « humour et tolérance », « la tentation du communautarisme ». Le travail en classe sera soutenu par des visites sous formes d'ateliers pédagogiques dans des institutions telles que : la Cité nationale de l'histoire et de l'immigration ou encore le Mémorial de la Shoah. Ce projet à destination de près de 350 élèves permet de développer la liaison inter-dégrés et œuvre pour la construction de valeurs communes.

II - L'INSERTION SOCIALE ET LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

- auprès des mineurs étrangers en danger

L'association *Hors la rue* à Montreuil a pour but d'apporter, par tous les moyens matériels et culturels, un soutien aux enfants des rues afin de donner aux mineurs étrangers en danger l'accès au droit commun et permettre leur intégration sociale et la construction de leurs projets de vie. L'action de l'association se décline selon deux modalités d'intervention : le repérage, l'approche dans la rue et l'accueil au

centre de jour. L'organisation d'un séjour de rupture en Lozère au mois d'août 2015 a permis aux jeunes mineurs isolés d'expérimenter un cadre différent, retrouver leur place d'enfant et favoriser l'estime de soi.

- et des plus précaires

L'association *Culture Robinson* intervient auprès des populations en grande précarité personnes isolées, familles de toutes origines, dans les quartiers sud de Longjumeau, classés politique de la ville, et du nord de l'Essonne en habitat précaire, pour lutter contre le repli sur soi, l'exclusion, développer des compétences et ainsi favoriser les relations interculturelles, la solidarité entre les habitants, la confiance en soi. Cette démarche est effectuée par le biais d'activités agricole, apicole et de cuisine collective développées en augmentant le nombre de ruches, le passage du jardinage au maraîchage et la production de produits transformés tels que confitures, compotes, conserves au bénéfice de ces populations.

III - UNE ÉDUCATION CITOYENNE DES JEUNES POUR FAIRE VIVRE LA LAÏCITÉ

L'association *la Voix de jeunes*, implantée dans le quartier politique de la Ville des Pyramides, mène depuis 21 ans des actions en faveur des populations immigrées et issues de l'immigration afin de favoriser leur intégration. En 2015, l'association met en place des ateliers citoyens pour faire vivre la laïcité auprès des jeunes, encadrés par un intervenant, professeur d'histoire-géo. Au temps consacré aux débats succédera le temps de recherche et de compréhension. Une exposition sur le thème de la laïcité « 1905-2015 : la laïcité, des origines aux enjeux actuels » sera réalisée. Ce projet, à destination d'environ 30 jeunes, leur donne la possibilité de s'exprimer et de débattre, de mettre des mots sur des idées pour parvenir à se comprendre sans violence et de lutter contre les sentiments de haine et de repli sur soi.

Annie Snanoudj-Verber
Déléguée générale de la Fondation Seligmann



À lire

IRAK, LA REVANCHE DE L'HISTOIRE

De l'occupation étrangère à l'État islamique

De Myriam Benraad

Vendémiaire – février 2015, 285 pages

Comment permettre au monde arabe, et en particulier à l'Irak, de s'extraire d'une dialectique tragique : le chaos ou la dictature ? Telle est la question que Myriam Benraad pose à la toute fin de son étude sur les causes et le déroulement de la tragédie irakienne.

Du récit des conséquences de la deuxième invasion de l'Irak pour les États-Unis et leurs alliés, il ressort une grande complexité de la situation ethnique, religieuse, politique et économique du pays. Cette complexité, ou plus exactement cette complication, soulignée par le général De Gaulle dans ses mémoires, peut difficilement être mieux illustrée que par cette analyse extrêmement bien documentée et détaillée de l'histoire récente de l'Irak appuyée sur un contexte historique et régional très étayé.

La tentation est forte d'attribuer à l'aveuglement des États-Unis de G. Bush et de ses soutiens néoconservateurs le chaos qui frappe le pays depuis douze ans. Les erreurs d'analyse, l'incompétence des dirigeants américains, leur crédulité et leur capacité à se faire manipuler alimentent fortement cette tentation. Le lecteur peut facilement se convaincre que l'imbécillité est très meurtrière quand elle atteint ce niveau.

Mais ces considérations, fondées, doivent être tempérées par les facteurs ethniques et religieux qui influencent fortement les comportements locaux. La division est aussi présente que la volonté d'unité. Les contradictions, les arrière-pensées et les ambitions personnelles interdisent de savoir ce qui ce serait passé si les causes et les conditions de la chute de Saddam Hussein avaient été autres.

Myriam Benraad montre bien que la confrontation sunnites-chiïtes n'est pas aussi simple que d'aucuns le disent. Des divisions, voire des affrontements, sont fréquents au sein de chaque « camp ».

Ce qui ressort toutefois de son étude : l'exclusion systématique des cadres baasistes, et donc la plupart du temps sunnites, a été fortement préjudiciable au pays ; le sentiment d'unité nationale qui a peu ou prou prévalu a été fortement annihilé par la violence des affrontements inter-ethniques et inter-religieux ; tout projet d'une faction susceptible de l'exposer au reproche de collaboration avec l'occupant a anéanti ses chances de succès ; les données régionales des conflits n'ont fait qu'aggraver la situation.

Paradoxalement, c'est l'apparition de l'État islamique qui pourrait permettre une solution à la tragédie irakienne. Sa violence, sa barbarie et son intégrisme religieux sont susceptibles de réunir des parties pourtant antagonistes. Mais le passé oblige à être prudent, car la capacité des acteurs à tirer profit des circonstances les plus complexes est sans limite.

LA TRAGÉDIE DES ACTEURS OU SCÈNE DE GUERRE

De Laurent Tixier

Charles Corlet - janvier 2015, 107 pages

« *Shakespeare in war* » : tel pourrait être le titre de cette pièce de théâtre dont l'action se déroule dans les tranchées du 9 au 11 novembre 1918. Dans ce contexte tragique sans précédent, un officier demande à un groupe de soldats de préparer une représentation de Roméo et Juliette. La répétition de cette pièce, qui entremêle texte original et propos « fleuris », donne place à un moment fraternité dont les acteurs n'ont pas nécessairement conscience mais font preuve d'une bonne volonté sans faille. Réunissant des hommes et femmes de toutes origines sociale, géographique et religieuse, la troupe (dans tous les sens du terme) réunit par le miracle du théâtre une galerie de personnages attachants et d'une grande humanité. La signature de l'armistice, qui empêche la représentation de la pièce laborieusement préparée, signe le retour à la « normale ». Outre la mort in extremis d'un soldat, le retour à la « normale » inclut les blessures post-traumatiques dont la connaissance et la reconnaissance apparaissent tout juste, les premiers signes de la grippe espagnole qui fera bientôt plus de morts que la guerre elle-même. Les prémises des événements futurs sont aussi dessinées avec le terreau des luttes pour l'émancipation des peuples colonisés et de la future confrontation avec l'Allemagne.

ET TU N'ES PAS REVENU

De Marceline Loridan-Ivens

Grasset – février 2015, 112 pages

Rescapée des camps de la mort, l'auteure dresse un tableau poignant et impressionnant de la « vie » d'une jeune fille à Auschwitz-Birkenau. Décrite sans emphase, mais avec une précision et un réalisme redoutables, cette période est mise à la portée du lecteur qui ne peut qu'en être ému. Après une vie riche, Mme Loridan-Ivens se remémore la blessure incurable du non-retour de son père avec lequel elle avait été déportée. Enfermée, comme tous les déportés, dans le caractère indicible de son drame, elle a cherché et réussi à conquérir une forme de revanche. Mais au soir de sa vie, elle se demande si son retour des camps et à la vie en valait la peine, elle conclut, forçant le respect, : « *J'espère que si la question m'est posée à mon tour juste avant que je m'en aille, je saurai dire oui, ça valait le coup.* »

VIS AU LONG DE LA VIE...

De Michèle Albo

Théâtre

Le Jardin d'Essai - 2013, 73 pages

Autre récit de la vie en camp, cette pièce de théâtre a pour ambition de montrer une vie faite de rencontres, de chance et d'espoir au milieu d'une tragédie absolue. Ici, c'est la musique qui sauve une jeune fille promise à la mort. La lutte pour la sauvegarde de l'humanité des déportés s'y exprime par l'exigence artistique d'Alma Rosé, nièce de Gustav Mahler et chef d'orchestre. Et, comme beaucoup de déportés, l'héroïne éprouve un sentiment de culpabilité d'être revenue. Mais elle y fait face en affirmant : « pourquoi pas moi ! »



À lire

LES SOLEILS DE NOS LIBERTÉS

D'Amadou Elimane Kane

Lettres de Renaissance - septembre 2014, 140 pages

« *J'ai fait un rêve* ». Ce propos de Martin Luther King pourrait résumer la trame du livre de M. Kane. À sa lecture le lecteur ressent une curieuse impression. Avec lui, si *l'Afrique noire est mal partie*, elle « arrive bien » et se réforme grâce à des citoyens qui se sont donné beaucoup de mal pour se former et ont su entraîner les populations derrière leurs projets. Ce qui surprend le plus, c'est la facilité avec laquelle les deux principaux héros parviennent à faire des études de haut niveau, sans se heurter à l'assignation sociale dont il est parfois question. Fable, utopie, rêve. Le roman est tout cela à la fois. Le lecteur peut soit considérer que le récit est totalement irréaliste et l'oublier aussi vite qu'il l'a lu, soit se prendre au jeu et se dire que malgré les obstacles et les déceptions, il est possible de croire en la chance de l'Afrique.

PUNIR LE RACISME ?

Liberté d'expression, démocratie et discours racistes

D'Ulysse Korolytski

CNRS Éditions – mai 2015, 456 pages

« *Le but est dans le chemin* » fait-on dire à la sagesse orientale. L'ouvrage d'Ulysse Korolytski tendrait à démontrer le contraire. En effet, après avoir mis en évidence les faiblesses juridiques et philosophiques de la « loi Pleven » du 1^{er} juillet 1972 et de la « loi Gayssot » du 13 juillet 1990 (auxquelles il associe le décret-loi Marchandeu de 1939), l'auteur entreprend d'analyser les raisons qui donnent - parfois hors de la volonté exprimée du législateur - une vraie légitimité et un vrai fondement philosophico-juridique à ces lois qui répriment le racisme d'expression.

Dans un style parfois ardu, il interroge la légitimité de la répression des discours racistes et révisionnistes. Il résume ainsi la thèse de son ouvrage : « *les justifications parlementaires de la législation française contre le racisme d'expression sont fragiles et insuffisantes, mais cette législation n'est pas aussi injustifiée que ces justifications pourraient le laisser penser, il existe en effet des justifications solides et satisfaisantes, inédites, à l'intérieur desquelles subsistent des points ouverts à la discussion, mais aussi à une discussion dont notre recherche permettra de clarifier les termes* ». Ainsi, à la démarche « classique » invitant l'exégète et le praticien du droit à se demander « qu'a voulu le législateur ? », Ulysse Korolytski ajoute la question : « qu'est-ce que le législateur aurait dû vouloir pour élaborer la loi qu'il a votée ? ». Certes, une telle démarche n'est pas sans précédent. La jurisprudence des tribunaux, et notamment de la Cour de Cassation, laisse apparaître parfois ce que le législateur a voulu sans même le savoir. Mais en l'espèce, il s'agit de philosophie du droit qui apporte une contribution fort intéressante au débat plus ou moins récurrent sur la liberté d'expression et ses limites, notamment en matière de racisme.

Résumer la somme considérable et érudite que livre l'auteur est pour le moins difficile. C'est donc en énonçant les trois théories qu'il élabore que nous chercherons à donner envie de la lire : la théorie de la présomption qui permet d'affirmer la causalité entre les discours et les actes (c'est à dire que les discours racistes ne sont pas de simples « paroles verbales », mais une incitation à agir) ; la théorie des rapports entre la vérité et le droit, qui met en exergue le fait que le choix de certaines valeurs, d'un principe ou la prise en compte du caractère dangereux de certains discours, dispense d'avoir à rechercher l'exactitude d'une affirmation pour la réprimer (ce qui, au passage, règle la question de la « vérité officielle » en matière d'histoire) ; la théorie de la discussion (du débat ?) démocratique qui permet de conclure que le racisme et le négationnisme sont par essence incompatibles avec la démocratie puisqu'ils en interdisent l'un de ses éléments consubstantiels : la possibilité de discuter, de débattre, et donc de s'exprimer librement.

La thèse de l'ouvrage analyse la justification des lois antiracistes étayée pas les trois théories énoncées ci-dessus, et aussi leur « justifiabilité » qui se réfère à la notion d'arguments relevant d'une raison non démonstrative, et donc laissant la porte ouverte à la discussion, à l'inverse d'une démonstration qui, si elle est étayée, clôt tout débat. Bien d'autres thèmes sont traités, bien d'autres théories sont convoquées, bien d'autres analyses sont faites. Si lecteur ne se laisse pas rebuter par une « attaque » ardue, il entrera dans une réflexion intellectuellement vivifiante, juridiquement séduisante et politiquement intéressante.

POUR L'HUMANITÉ

La Ligue des droits de l'homme de l'affaire Dreyfus à la défaite de 1940

D'Emmanuel Naquet

Presses Universitaires de Rennes – 2014, 684 pages

Avec sa thèse sur la Ligue des droits de l'Homme de sa création à 1940, E. Naquet donne à vivre, presque au quotidien, l'émergence d'une idéologie républicaine qui s'est forgée, non sans mal, grâce à des hommes et des femmes qui, se considérant héritiers et comptables de la Révolution française, ont su créer un corpus de valeurs qui éclairent encore aujourd'hui les citoyens épris de liberté, d'égalité, de fraternité et de justice. Fait générateur sinon de l'apparition, du moins de l'accélération de l'émergence de ce courant de pensée, l'affaire Dreyfus se révèle ainsi comme un scandale politique et judiciaire, mais aussi, si on ose le dire ainsi, comme une « chance » pour la République. Si la LDH n'a pas été la seule à s'investir dans le combat pour les valeurs de la république, elle n'en a pas moins été un acteur essentiel.

Le récit d'E. Naquet n'est pas un panégyrique. S'il décrit les luttes qui ont permis – bien longtemps après, et parfois aussi « grâce » aux drames incommensurables que furent la Première, et surtout la Seconde Guerre mondiale (avec le programme du Conseil National de la Résistance) – des progrès politiques et sociaux, il n'omet pas de montrer les « oublis » (droit de vote des femmes, statut des populations colonisées) qui, même s'ils ont donné lieu à des débats qui ont construit pour plus tard la conscience de l'injustice qu'ils représentaient, n'ont pas été au cœur des combats de la Ligue. De plus, aucune des contradictions, des oppositions et des faiblesses manifestées par les dirigeants de la Ligue ne sont passées sous silence.

En terme d'éclairage du présent, la thèse d'Emmanuel Naquet apporte notamment les éléments de réflexion suivants :

la France est décidément un pays qui se veut progressiste mais qui met un temps exceptionnel à accepter le changement et à admettre les évolutions de la société ;

la question de la dialectique entre liberté et sécurité est plus que jamais d'actualité. Les débats au sein de la Ligue aident à réfléchir à son propos ;

tous les événements « jamais vécus auparavant » ont tous eu des précédents. Tel est le cas des migrations des réfugiés que les années 30 ont connues, avec les mêmes débats qu'aujourd'hui.

Même s'il est parfois ardu compte tenu de la masse des détails livrés (et d'un style pas toujours exempt de critiques), l'ouvrage d'Emmanuel Naquet est d'un intérêt historique, politique et sociologique incontestable.

En posant la question de l'engagement face au « lâche soulagement », il met en garde le lecteur citoyen contre les conséquences de toute faiblesse face aux valeurs et aux exigences de la République, et il contribue, à l'instar de l'ouvrage d'Emmanuel Debono *Aux origines de l'antiracisme*¹, à avertir le citoyen de l'importance de ses choix.

1. Aux origines de l'antiracisme – La LICA, 1927-1940 – Emmanuel DEBONO – CNRS Editions - 2012.

SÉLECTION D'APRÈS-DEMAIN



Livre

MÉDIATIONS : LES ATELIERS SILENCIEUX DE LA DÉMOCRATIE

De Jacques Faget

Érès - 2010, 419 pages

Dans le superbe article qu'elle a écrit pour *Après-demain*¹, Nathalie Chapon² ose placer la médiation sous le thème de la poétique.

De son côté, Jacques Faget écrit : « *l'intelligence est silencieuse quand elle recherche la concorde* ». En comparant le travail du médiateur à celui de son grand-père forgeron, le spécialiste et praticien de la médiation qu'il est conforte l'approche originale et tellement juste de Nathalie Chapon. Qui a conduit une médiation y voit non seulement la poésie, mais aussi de la magie opérer quand un conflit a priori insoluble est réglé.

Jacques Faget procède à une revue précise et détaillée des « écoles » de médiation et des champs d'application de cette technique. Il décrit les origines de la médiation et souligne la multiplicité de ses acceptions.

Le débat sur la place de la médiation dans le système de régulation de la société est également mis en exergue. Pour les uns, la médiation est un moyen de s'émanciper du poids et du coût de la machine judiciaire et de « privatiser » les relations sociales. Pour les autres, la médiation n'est qu'un nouvel avatar des techniques d'emprise d'une partie (majoritaire) de la société par une autre (minoritaire). Le mot n'est pas prononcé, mais il est alors bien question d'aliénation.

Le lecteur apprendra que la première médiation politique moderne est réputée être celle qui a abouti aux traités de Münster et d'Osnabrück, plus connus (?) par les écoliers français sous le nom de Traité de Westphalie (24 octobre

1648) qui mit fin à la guerre de Trente Ans. Ce sont deux « médiateurs », un cardinal futur pape et un ambassadeur – celui de Venise –, qui mirent au point et en œuvre une technique réunissant les principaux critères de la médiation. Cette technique fut conceptualisée par un ambassadeur hollandais³ au service du roi de France. Dans son ouvrage, un chapitre intitulé « De la médiation et des Ambassadeurs médiateurs » énonce des recommandations pour réussir une médiation. Les méthodes préconisées sont encore d'actualité.

Jacques Faget passe en revue un nombre important d'auteurs de toutes origines qui ont contribué à dresser un tableau complexe « des » médiations. Il classe les méthodes de médiation en trois groupes⁴ : la négociation raisonnée, la médiation transformative et la médiation narrative. Les autres⁵ en découlent.

Tout en affirmant sa confiance en la médiation, il ne passe pas sous silence les difficultés de mise en œuvre auxquelles elle est confrontée, les rivalités qu'elle suscite avec d'autres professions comme celles d'avocat, de magistrat, d'enseignant, et la concurrence parfois féroce que se livrent les médiateurs sur un marché encore très étroit.

C'est aussi la transformation des relations sociales qui met la médiation sur le devant de la scène. La volonté d'émancipation des citoyens vis à vis du poids des institutions favorise la recherche de solutions aux conflits qui ne sollicite pas l'appareil judiciaire ou administratif. Il y a là un enjeu démocratique fort. En effet, soit la médiation est une forme d'échappatoire et traduit la privatisation des relations sociales et

professionnelles, soit elle est un outil et un vecteur de modernisation de la fonction régaliennne de l'État et de la démocratie en général.

Sans remettre en cause l'idée que le processus de médiation est applicable quelle que soit la nature du conflit à traiter, plusieurs champs spécialisés sont analysés : les médiations politiques, les médiations environnementales, les médiations judiciaires, les médiations familiales, les médiations citoyennes, interculturelles et sociales, les médiations scolaires, les médiations commerciales et d'entreprise et les médiations sanitaires. Cette simple énumération souligne que peu de processus relationnels échappent au conflit, voire au litige⁶, et aussi que la médiation, aussi limitées soient ses capacités d'intervention, a devant elle de vastes perspectives.

À l'heure où les occasions de confrontation se multiplient, la médiation peut jouer un rôle essentiel dans la compréhension des uns par les autres, et, par voie de conséquence, dans la pacification des relations. Une démocratie réelle n'est-elle pas le reflet d'un corps social aussi apaisé que possible ?

Guy Snanoudj

1. « La Justice en perspectives », N° 30NF, juillet 2004, page 27.

2. Conseiller à la Cour d'appel de Montpellier, conseiller référent médiation.

3. Abraham de Wicquefort (1606 – 1682).

4. Page 171 et suivantes.

5. Le modèle *problem solving*, celui de la négociation raisonnée, le modèle transformatif, le modèle narratif, le modèle systémique, et une combinaison de ces modèles avec une hybridation empirique.

6. Entendu comme un conflit soumis à un tribunal.

Journal trimestriel de documentation politique

**Après-
demain**

Dans chaque numéro : un dossier thématique sur un sujet actuel, politique, économique ou social, conçu pour aider ceux qui veulent comprendre les problèmes contemporains (bibliothèques - services de documentation) et ceux qui ont la charge de les expliquer : enseignants, éducateurs, syndicalistes, animateurs de groupes...

L'ensemble des articles du journal *Après-demain* parus de 1957 à 2011 inclus sont en consultation libre directement sur le site internet www.fondation-seligmann.org. Articles, numéros depuis 2012 et abonnements sont à commander en ligne ou avec le bon de commande.

Après-demain n'est pas vendu en kiosque, mais seulement dans quelques librairies.

Numéros parus en 2012

- N° 21 (NF) L'école dans la société
- N° 22 (NF) Médicaments : entre progrès et profits ?
- N° 23 (NF) Les droits des immigrés
- N° 24 (NF) Quel avenir pour les jeunes ?

Numéros parus en 2013

- N° 25 (NF) Consommons responsables
- N° 26 (NF) Aujourd'hui, les femmes !
- N° 27 (NF) / N° 28 (NF) Après-demain, et après ?

Numéros parus en 2014

- N° 29 (NF) L'impôt : pour un consentement renouvelé
- N° 30 (NF) La Justice en perspectives
- N° 31 (NF) / N° 32 (NF) Demain l'Afrique

Numéros parus en 2015

- N° 33 (NF) Le logement
- N° 34 (NF) Le droit du travail
- N° 35 (NF) L'ONU

Bon de commande page 28

Offres d'abonnement

	Offre papier	Offre numérique	Formule intégrale
<i>Descriptif des abonnements</i>	<i>Recevez chaque trimestre le journal Après-demain chez vous.</i>	<i>Retrouvez chaque trimestre le journal Après-demain sur votre espace abonné. Accès illimité aux archives du journal (de 1957 à nos jours).</i>	<i>Recevez chaque trimestre le journal Après-demain chez vous et sur votre espace abonné. Accès illimité aux archives du journal (de 1957 à nos jours).</i>
Abonnement annuel* :			
- Ordinaire	34 €	34 €	
- Étudiants, syndicalistes	26 €	26 €	
- Groupés (5 et plus)	26 €	-----	Tarif unique de 54 €
- Étranger	51 €	34 €	
	Version papier	Version numérique	
Prix du numéro* :			
- France	9 €	9 €	
- Étranger	11 €	9 €	
Collections reliées* :			
- Des numéros par année avant 2007	34 €	-----	
- Collections reliées des années 2007-2008, 2009-2010, 2011-2012	60 €		

* Remise libraire : 10% - TVA non applicable (Art. 293 B du CGI)

Paiement par chèque bancaire ou par virement à l'ordre de :

Fondation Seligmann - Journal Après-demain

BP 50 019 - 75721 Paris Cedex 15

Siret 493 754 246 00020 - APE 9499 Z

Paiement en ligne sur le site de la Fondation Seligmann

www.fondation-seligmann.org

apres-demain@fondation-seligmann.org